

# Le CCG et la Turquie se tournent vers l'OTAN

---

REVUE DE PRESSE SYRIE #38  
Samedi 28 et dimanche 29 janvier 2012

*Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi soir à la demande de la Ligue arabe pour tirer les conclusions du rapport des observateurs. Cependant, le texte du rapport n'ayant pas été distribué par la Ligue, la séance s'est focalisée sur une proposition de résolution présentée par le Maroc bien qu'écrite par les Européens. Elle a été rejetée par la Russie.*

*Samedi, les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe se sont réunis à Istanbul avec leur homologue turc pour étudier une possible reconnaissance diplomatique du Conseil national syrien suivi d'une intervention militaire arabo-turque. Dimanche soir, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, Abdul Latif Al-Zayani, est arrivé à Bruxelles pour rencontrer son homologue de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen.*

*L'armée syrienne a poursuivi ses opérations pour libérer les villes encore aux mains de la Légion wahhabite.*

*Le secrétaire général de la Ligue arabe a décidé de son propre chef de geler la mission des observateurs (qui vient d'être reconduite pour un mois par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue avec l'accord de la Syrie). Nabil Al-Arabi a en effet considéré que ses observateurs étaient en danger après que le chef spirituel des salafistes syriens, cheikh Adnan Al-Arour ait déclaré sur les ondes d'Al-Arabiya qu'il était licite d'assassiner les observateurs arabes.*

*La presse occidentale et du Golfe fait l'impasse complète sur la non-présentation du rapport des observateurs de la Ligue arabe au Conseil de sécurité, sur les préparatifs de guerre arabo-turcs, et sur l'appel au meurtre du cheikh Adnan Al-Arour. Elle présente la position russe au Conseil de sécurité comme une posture anti-américaine de Vladimir Poutine en campagne électorale. Elle présente le gel de la mission des observateurs comme une mesure de protection non vis-à-vis des salafistes, mais des troupes loyalistes. Surtout, elle concentre son attention sur le massacre survenu à Homs jeudi dernier et qu'elle n'avait pas couvert alors. Se fiant à un témoignage loufoque, elle attribue ce massacre aux forces loyalistes alors qu'il est intervenu dans un quartier contrôlé par les rebelles. Il s'agit avant tout, pour les services de communication occidentaux, de présenter le conflit comme une lutte entre un Etat et des enfants. Pour renforcer cette image, certains articles sont illustrés par des photos d'enfants protestataires avec des armes à la main.*

- Le photjournaliste Mani rapporte dans *Le Monde* le témoignage d'un habitant d'Homs. Il déclare avoir compris qu'un massacre était en cours rue Al-Ansar et avoir « décidé de rejoindre la maison visée en perçant des trous dans les murs des maisons contiguës. Il assure avoir pu voir, à travers des ouvertures pratiquées dans les murs, le massacre des enfants. Il déclare que les assaillants étaient sept hommes en uniforme militaire appartenant aux forces loyalistes » (sic).
- La correspondante au Caire du *Monde*, Claire Talon, présente la capitale égyptienne comme le nouveau sanctuaire des opposants syriens. Elle cite quatre personnalités : Mahmoud Hamad (qui avait déclaré sur Al-Jazeera avoir vu, de ses yeux vu, l'aviation syrienne bombarder Damas), l'actrice Louise Abdelkrim (qui décrit ses nuits sans sommeil à Damas peuplés des hurlements des hauts parleurs scandant le prénom du président), Imad Ghalioun (le cousin du président du CNS), et Helen Al-Dayem (qui évalue à 50 000 le nombre de Syriens récemment tués par le régime).
- Le chroniqueur du *Figaro* René Girard met en garde contre un renversement de Bachar el-Assad qui provoquerait une situation à l'irakienne. Les Syriens n'ont rien à gagner à un changement de régime, indique t-il, car l'anarchie serait pire que la dictature.
- Gudrun Harrer –qui doit ignorer la situation des droits de l'homme au Qatar– explique dans *Der Standard* (Autriche) que la Ligue arabe est devenue une organisation progressiste active sous l'influence de l'émir éclairé de Qatar.
- Le patriarche orthodoxe de Syrie, Ignacio IV, explique dans *ABC* (Espagne) que les chrétiens de Syrie ne soutiennent pas Bachar el-Assad par peur des salafistes, mais de leur projet. Les chrétiens veulent continuer à vivre parmi les musulmans et pensent qu'el-Assad est le meilleur président de la région.
- Ce week-end, l'ex-observateur Anouar Malek s'exprimait dans la presse espagnole, laquelle n'est pas plus curieuse que ses consoeurs occidentales sur son passé et sa personnalité.
- Le reporter du *Financial Times Europe*, Michael Peel, a constaté qu'il n'y avait que quelques douzaines de manifestants anti-gouvernement à Alep, mais que l'économie était fortement touchée : coupures d'électricité et pénurie d'essence.
- Colum Lynch analyse dans le *Washington Post* le veto russe comme une « putinisation » de la politique étrangère russe. L'auteur n'examine pas les arguments de Moscou qui ne lui semblent pas dignes d'intérêt, mais s'interroge sur ce qui lui paraît être une stratégie de Poutine pour accroître son influence.
- *The Daily Star* (Liban) note que le nombre de réfugiés syriens enregistrés par les Nations Unies au Liban atteint désormais 6 290. Cependant, le journal ne relève pas que nombre de ces personnes vivaient au Liban depuis longtemps et se sont faits enregistrer comme « réfugiés » pour bénéficier d'une aide matérielle. Dans le même article, le journal rapporte que cheikh Zakaria Masri a organisé une manifestation à Tripoli (nord du Liban) contre la Russie, la Chine et le Hezbollah, au cours de laquelle il a stigmatisé Bachar el-Assad comme croyant à l'athéisme et cherchant à l'imposer.

Le Monde (France)

# Massacre à Homs, pilonnée par l'armée syrienne

Les quartiers passés aux mains de l'opposition ont été la cible de bombardements et d'attaques

Homs  
Envoiyé spécial

Des corps d'enfants enserrés dans des lincoils de fortune, des dépouilles ensanglantées de civils fauchés en pleine rue, la violence a gagné une nouvelle fois en intensité jeudi 26 janvier, à Homs. Dans cette ville rebelle où des quartiers entiers résistent depuis plusieurs mois, les armes à la main, aux forces régulières et aux milices du régime de Bachar Al-Assad, les assauts furieux ont pris le relais des tirs de snipers.

Dans le quartier de Karam Al-Zeitoun, acquis à l'opposition et situé au sud de la vieille ville, la journée avait commencé par des

**Quatre très jeunes enfants ont été assassinés au cours de cette attaque, dont trois la gorge tranchée**

tirs en provenance des positions occupées par les militaires. Selon des témoins rencontrés sur place, ces tirs ont touché quatre personnes : trois hommes tués sur le coup, dont deux visés à la tête, et une femme âgée, grièvement blessée à la mâchoire. Peu de temps après, un premier obus tombait devant un dispensaire de fortune installé dans le quartier.

Un deuxième obus a été tiré au même endroit alors que les habitants chargés des premiers secours tentaient de prendre en charge les personnes blessées par la première déflagration. Au total, quatre personnes ont été tuées par ce bombardement et quatre autres grièvement blessées.

## Onze pèlerins iraniens enlevés en Syrie

Selon l'agence de presse officielle syrienne SANA, 21 militaires, civils et membres des forces de sécurité ont été enterrés, jeudi 26 janvier, après avoir été tués par des «groupes terroristes armés». SANA a fait par ailleurs état de



Les corps de onze habitants du quartier de Nashine à Homs, jeudi 26 janvier, après un assaut attribué aux forces de sécurité syrienne. MANIPOURI / ELEMOROCKS

manifestations favorables au régime dans plusieurs villes. Enfin, les autorités iraniennes ont révélé jeudi l'enlèvement d'un groupe de onze pèlerins iraniens en Syrie. Damas est un allié stratégique de Téhéran. — (AFP.)

Les tirs se sont poursuivis dans la journée, frappant quatre immeubles et tuant trois autres personnes. Une cinquantaine d'habitants du quartier ont également été blessés par ces tirs d'obus. Selon des témoins, les forces de sécurité et les chabha, ces miliciens enrôlés par le régime pour tenter de briser la contestation, sont ensuite entrés en force dans le quartier rebelle, soutenus par des véhicules blindés, ouvrant le feu de manière indiscriminée.

Avant de se retirer, ils auraient procédé également à des arrestations. Les habitants de Karam Al-Zeitoun assurent que les forces de sécurité avaient distribué en début de semaine des tracts leur intimant l'ordre de quitter les lieux. Karam Al-Zeitoun jouxte

un quartier peuplé majoritairement d'alaouites. Le président Bachar Al-Assad est issu de cette confession dérivée du chiisme et l'escalade de la violence a accentué au fil des mois les tensions avec la majorité sunnite de Homs.

Mais c'est dans un endroit voisin, à Nashine, qu'a été découvert un peu plus tard dans la soirée un véritable massacre. Selon un témoin oculaire, les corps de onze personnes ont été retrouvés après l'assaut donné à un immeuble dans lequel vivaient deux familles. Quatre très jeunes enfants ont été exécutés au cours de cette attaque

dont trois la gorge tranchée. Seuls un enfant de trois ans et un bébé de quatre mois auraient échappé à la tuerie. Des voisins ont indiqué que le groupe d'assaillants comptait sept membres. Ces derniers, vêtus d'uniformes militaires, étaient venus à bord d'un transport de troupe blindé et repartis de la même manière, appuyés par les tirs nourris d'une position militaire située à proximité.

L'offensive des forces de sécurité syrienne ne s'est pas limitée jeudi à Karam Al-Zeitoun, des bombardements ont été également signalés à Khaldiye et à Bab Amro,

bastions tenus jusqu'à présent par les déserteurs de l'Armée libre de Syrie. Dans la soirée, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) faisait état de 26 tués à Homs, dont neuf enfants, sur la base des témoignages recueillis par les Comités locaux de coordination qui encadrent sur le terrain la contestation.

Les forces de sécurité sont également passées à l'offensive, ailleurs dans le pays, notamment à Hama et à Deraa. Au total, 34 civils ont été tués dans la journée de jeudi selon l'OSDH. ■

SERVICE INTERNATIONAL

Le Monde (France)

## « Il est 16 h 30, un massacre a eu lieu à Nasihine... »

Notre photographe était présent à Homs, bastion du soulèvement syrien, le 26 janvier, jour marqué par une tuerie

### Témoignage

Homs  
Envoyé spécial

V oici le récit du photojournaliste Mani, présent à Homs le jour du massacre du 26 janvier :

« A 16 h 30, Abou Bilal, un opposant syrien me fait part de l'appel téléphonique qu'il vient de recevoir : un massacre a eu lieu dans le quartier de Nasihine. On parle de 12 personnes dont plusieurs enfants exécutés dans leur maison. Je viens tout juste de rentrer après une journée éprouvante dans une petite structure médicale de fortune installée dans un quartier contrôlé par l'opposition, débordée par l'afflux de blessés graves et de morts, tous civils, victimes des snipers loyalistes et de bombardements. Une heure et demi après la nouvelle du massacre, à 18 heures, une première vidéo est mise en ligne sur YouTube qui montre les corps de la famille assassinée.

Des tirs de snipers ne cessent de claquer dans les alentours. On entend des tirs nourris de mitrailleuses, ainsi que plusieurs explosions venant des positions des forces du régime. La nuit est tombée et plusieurs groupes de soldats de l'Armée libre de Syrie (ALS) partent dans des véhicules blindés pour contre-attaquer. Le groupe des opposants chargés de l'information sont riviés à leurs ordinateurs pour transmettre tous les documents récoltés dans la journée.

Il est 19 heures lorsque j'aperçois un responsable de l'ALS, Abou Layl. Il propose de me conduire au centre de santé où ont été transportées les victimes du massacre. Quatre opposants, dont trois soldats de l'ALS, se joignent à nous. Nous grimpons à bord d'une voiture qui parcourt à grande vitesse des ruelles obscures. Nous éteignons tous les feux du véhicule dès que nous nous approchons d'un barrage tenu par les forces loyalistes. L'astrologue un soldat qui continue de consulter l'écran lumineux de son portable. Aucune lumière ne doit nous trahir. Un des soldats à l'avant de la voiture masque de sa main la montre lumineuse du tableau de bord tandis que nous traversons une première avenue dangereuse : l'avenue Wadi, rebaptisée "Charia Al-Maour", "avenue de la mort". Plié en deux sur mon siège, j'entends les prières psalmodiées par mon voisin de gauche. A peine arrivé de l'autre côté de l'avenue, on



Dans la cour du centre de santé de Karam Al-Zaitoun, les corps d'une famille syrienne massacrée, le 26 janvier, par des hommes en uniforme. MANI POUR LE MONDE

entend le claquement d'une balle qui nous était destinée.

Le conducteur rallume les codes et poursuit sa route en zigzaguant dans les ruelles. Quelques centaines de mètres plus loin, on éteint à nouveau tous les feux. Abou Layl demande au conducteur de ralentir car dans le noir complet, nous risquons l'accident. Nous empruntons une nouvelle avenue dangereuse, puis nous bifurquons. Obscurité, lumière à droite, à gauche, tout droit, nous arrivons enfin au centre de santé de Karam Al-Zaitoun. Là, dans la cour, une foule entoure les cadavres de la famille suppliciée : cinq corps d'enfants en bas âge sont alignés entre le cadavre de leur père et celui de cinq femmes de la famille. Une petite fille a la moitié du crâne emportée, vraisemblablement par un tir à bout

portant. Un petit garçon a aussi pris une balle derrière la tête et la balle est sortie par l'orbite gauche. Un infirmier desserre les linceuls de trois enfants pour me montrer leurs gorges tranchées. Je photographie les corps.

« A peine arrivé de l'autre côté de l'avenue, on entend le claquement d'une balle qui nous était destinée »

l'entre ensuite dans la salle des soins et on me conduit auprès des deux seuls enfants qui ont survécu au massacre. Ali, trois ans, tremble et gémit d'effroi. Ghazal, une petite

fillette de quatre mois, cesse de pleurer quand on l'embrasse. Elle a survécu avec une balle dans la jambe.

Un voisin du bâtiment où vivait la famille, un homme âgé d'une soixantaine d'années, raconte. Lorsque les habitants de ce quartier ont compris qu'un massacre était en cours dans la rue Al-Ansar. Trois d'entre eux, dont le narrateur, ont décidé de rejoindre la maison visée en perçant des trous dans les murs des maisons contiguës. Il assure avoir pu voir à travers des ouvertures pratiquées dans les murs le massacre des enfants. Il déclare que les assaillants étaient sept hommes en uniforme militaire appartenant aux forces loyalistes. Il affirme enfin que ces hommes ont pu quitter les lieux couverts par des tirs nourris provenant de positions de l'armée avant de monter dans un

véhicule blindé et de disparaître.

Les onze personnes tuées appartenaient à la famille Bahadour, installée dans deux appartements voisins. Deux autres membres de cette famille ont échappé au massacre car ils étaient absents au moment du drame. La rue Al-Ansar, théâtre de la tuerie, est un lieu où cohabite une population mixte d'alouites – une dissidence du chiisme dont est issue la famille du président Bachar Al-Assad – et de sunnites. Les alouites sont majoritaires et la zone tenue par les barbares du régime, se trouve à proximité du quartier Zahra, peuplé d'alouites, acquis au régime. Le sexagénaire assure que des menaces ont été proférées contre les sunnites de la rue pour qu'ils quittent les lieux, et qu'ils sont pris pour cible aux barages pour les terroriser et provoquer leur exode.

Sur le chemin du retour, nous avons failli percuter une voiture dans un virage alors que nous cruissions à nouveau tous feux éteints. Enfin, au passage de la dernière avenue contrôlée par les forces loyalistes, un tireur embusqué a tiré une dernière fois sur notre véhicule. ■

Fauteuils & Canapés Club  
Haut de Gamme

Le Monde (France)

## Le Caire est le nouveau sanctuaire des opposants syriens

### LeCaire

Correspondance

Ils arrivent un par un avec appréhension dans l'appartement convenu pour la rencontre. Ils ont les traits tirés et parlent comme si chaque mot était compté. Mahmoud le haut fonctionnaire, Louise, l'actrice de feuilletons, Emad, le député et Helen, la mère de famille. Hier au cœur du régime syrien, ils ont réussi à s'enfuir au Caire, où une communauté d'exilés en pleine croissance, joue un rôle de plus en plus important dans la coordination de la résistance syrienne.

Il y a encore quelques semaines, Mahmoud Hamad était inspecteur du budget au ministère de la défense. Son bureau surplombait les bâtiments des renseignements militaires. « Pour aller mater les manifestations, les militaires se cachent dans des ambulances et embarquent dans des bus des centaines de chabiha [hommes de main], affirme-t-il. Dans les rues, ils sont soutenus par des snipers iraniens et du Hezbollah. »

Selon ce haut fonctionnaire, le régime repose sur un appareil de police titanesque et une pratique généralisée de la corruption. Il estime le nombre d'employés des services de renseignement à pas moins de 400 000 personnes, auxquelles s'ajouteraient 50 000 chabiha payés 100 dollars (76 euros) par jour. « Les fonctionnaires sont

tous corrompus parce que leurs salaires sont trop bas, dit Mahmoud Hamad. Quand ils essaient de se rebeller, on leur sort un dossier compromettant. Le budget de la défense est faramineux, il a absorbé 30 % des fonds des autres ministères, car des fortunes sont dépensées pour payer les chabiha et acheter le soutien de puissances étrangères, comme la Russie, à coup de dessous de table. »

Louise Abdelkrim, actrice employée par la télévision d'Etat, appartient à la communauté alaouite qui verrouille l'appareil d'Etat. Elle explique la façon dont les fonctionnaires, les étudiants et même les écoliers sont pris en otage par le régime qui contrôle leur présence au bureau, à l'école ou à l'université. Elle raconte ses nuits sans sommeil, peuplées des hurlements de hauts parleurs qui scandent « Bachar, Bachar », le prénom du président syrien.

Elle décrit aussi des chorales surréalistes sur la place des Omeyyades de Damas, où des écoliers hurlent des insultes contre l'émir du Qatar et Barack Obama et où de malheureux fonctionnaires font mine de remuer les lèvres. « Ces démonstrations de force sont trompeuses, estime Louise en tirant nerveusement sur sa cigarette. En fait, les services du régime sont complètement désorganisés. L'un peut te chercher pendant des jours sans savoir que tu es déjà en prison. » Au

sein de l'armée, méfiance et surveillance sont de mise, aussi. Selon Mahmoud Hamad, les officiers, y compris les plus hauts gradés, sont enfermés hors des villes dans des centres militaires. Leurs moindres mouvements sont épiés par les services secrets.

Leur seul moyen de désertion consiste à fraterniser avec les opposants quand ils vont mater une manifestation. Aux dires de l'inspecteur, plus de 25 000 soldats et officiers auraient ainsi basculé dans les rangs de l'Armée syrienne

« Bientôt, le pouvoir ne pourra plus acheter les gens »

Imad Ghalioun

arrivé en décembre au Caire

libre, une coalition de milices engagées dans le soulèvement.

Imad Ghalioun, arrivé en décembre au Caire, a déserté les travées d'un Parlement où il représentait un petit parti inféodé au Baas. « Dans les coulisses en dehors des sessions, tout le monde critique le régime, mais quand ils entrent dans l'hémicycle, les députés se confondent en louanges, par peur. » Lui aussi est convaincu que c'est la corruption et l'économie qui feront chuter Bachar Al-Assad. « Le système ne va plus pouvoir

assumer toutes ces dépenses, assure-t-il. Bientôt il ne pourra plus acheter les gens et avec la hausse des prix, cela va devenir intenable. Beaucoup d'hommes d'affaires, même très proches du régime, ont déjà retourné leur veste et financent la révolution. L'économie est en chute libre. Les revenus du pétrole ont baissé de 2 milliards de dollars et ceux du tourisme de 4 milliards. En signe de protestation, les gens ne paient plus leurs factures d'eau, de gaz et d'électricité. Le montant d'impôts non payés atteint 7 milliards de dollars. Tout le monde va finir par lâcher ce régime. C'est une question de mois. »

Mais combien de morts avant ce dénouement ? Selon Helen Al-Dayem, une ancienne habitante de Homs, dont le fils a été blessé par balle, les bilans de la répression, notamment les 5 000 morts annoncés par l'ONU en décembre, sont sous-évalués.

« Vous pouvez multiplier ce chiffre par dix, affirme cette femme qui coordonne désormais l'arrivée des opposants au Caire. A la mi-août, 32 fosses communes ont été vues près de Homs, contenant chacune entre 60 et 100 corps ». Elle accuse : « Le trafic d'organes marche à plein régime. Il y a deux semaines, deux corps ont été retrouvés près de Homs, découpés et refermés avec des agrafes. Quand ils vous prennent, vous êtes mort. » ■

CLAIRE TALON

Le Monde (France)

## Le Conseil de sécurité des Nations unies est saisi d'un nouveau projet de résolution sur le dossier syrien

**New York (Nations unies)**  
Correspondante

.....  
Au moment même où l'ONU annonce ne plus être en mesure de fournir un bilan « fiable » des victimes de la répression en Syrie, faute d'accès à plusieurs zones « totalement fermées » du pays, les diplomates européens ont décidé de tenter de passer en force au Conseil de sécurité. « On veut déclencher une dynamique afin de sortir de l'impasse qui n'a que trop duré », explique l'un d'entre eux.

Forts du soutien de plusieurs pays arabes – dont le Maroc, la Jordanie et le Qatar –, Français, Britanniques et Allemands ont présenté vendredi 27 janvier un projet de résolution soutenant l'initiative de la Ligue arabe, repoussée par la Syrie, la seule à même, selon l'ambassadeur français Gérard Araud, de favoriser « une solution politique de la crise syrienne ».

A l'instar du scénario libyen, dans lequel le vote unanime du Conseil de sécurité n'aurait jamais été possible sans l'appel à l'action

lancé par la Ligue arabe, les Occidentaux comptent bien tirer parti de la décision de l'organisation panarabe le week-end dernier au Caire, de transférer le dossier syrien aux 15 pays membres. Une requête considérée comme « la » condition nécessaire à la levée de la paralysie qui affecte le Conseil depuis près d'un an.

« Nous avons une chance aujourd'hui d'ouvrir un nouveau chapitre sur la Syrie », a estimé l'ambassadeur allemand Peter Wittig, après s'être indigné contre le bilan « intolérable », publié un peu plus tôt par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), faisant état de 384 enfants syriens tués depuis le mois de mars.

A peine le projet de résolution européen circulait que Moscou l'accusait de vouloir imposer un changement de régime et le jugeait « voué à l'échec ». Le texte, qui somme Damas de mettre « immédiatement un terme à toutes les attaques et violations des droits de l'homme » contre la population civile, reprend quasiment mot

pour mot le plan de la Ligue arabe, auquel il apporte son « soutien total ». Notamment en ce qui concerne le transfert, pour une période de transition, des pouvoirs du président syrien au profit de son vice-président et la formation d'un gouvernement d'union nationale, chargé de préparer des élections. Pour ce qui concerne les sanctions économiques inédites invoquées par l'organisation régionale à la Syrie en novembre 2011, la résolution « encourage tous les pays à adopter des mesures similaires ».

### « Lignes rouges »

Enfin, ses auteurs menacent la Syrie de « mesures supplémentaires » si elle n'obtempère pas dans les quinze jours qui suivent son adoption. Autant d'éléments qualifiés de « lignes rouges » par l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine, qui a réitéré l'opposition de Moscou à « toute indication de sanctions (...), à l'imposition d'un quelconque embargo sur les armes », et à tout appel au départ de Bachar Al-Assad.

« Il n'y a rien de tout cela dans le texte », a objecté l'ambassadeur britannique Mark Lyall Grant, avant de préciser que les experts des 15 pays membres se réuniraient lundi 30 janvier pour examiner les points d'achoppement.

Le précédent projet de résolution européen, qui condamnait la répression en Syrie, avait fait l'objet en octobre 2011 des veto russe et chinois. En dépit de la fin de non-recevoir exprimée par Moscou, les Occidentaux se disaient confiants vendredi soir. « Les Russes haussent le ton pour la forme, mais ils sont clairement dans une logique de négociation », faisait remarquer un diplomate. « J'ai dit clairement que la Russie ne considérerait pas ce projet de texte comme une base d'accord. Cela ne veut pas dire que nous refusons de discuter », a d'ailleurs précisé M. Tchourkine.

Les Européens disent attendre beaucoup de l'intervention du secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, mardi 31 janvier, devant le Conseil de sécurité. ■

ALEXANDRA GENESTE

Le Figaro (France)

# Le réel enjeu de la guerre en Syrie



Les Occidentaux sont-ils bien conscients de l'enjeu réel de ce qui se passe actuellement en Syrie ? A en croire maints reportages télévisés diffusés sur les chaînes américaines ou européennes, les choses seraient simples. On aurait affaire au soulèvement d'une population éprise de liberté contre la dictature d'un clan monopolisant le pouvoir depuis plus de quarante ans. C'est en effet dans cet état d'esprit que la ville pauvre de Deraa a commencé le mouvement au mois de mars dernier, lorsque ses habitants sont sortis dans la rue pour protester contre d'injustifiables violences policières infligées à une quinzaine de ses enfants.

S'il avait reconnu les torts de sa politique, s'il s'était excusé auprès des familles, s'il avait obligé ses services de sécurité à rendre enfin des comptes au nom de la loi, le régime aurait pu éteindre l'incendie. Au lieu de cela, le président Bachar el-Assad s'en est pris à un fantasmatique « *complot de l'étranger* », a promis des réformes démocratiques sans les faire et a lâché la bride aux plus enragés de ses soldats. Sans le vouloir et sans même le voir, il a plongé son pays dans la classique spirale infernale : manifestation, répression, rébellion, plus de répression, insurrection, encore plus de répression. Voilà un homme qui n'était au départ pas tyran dans l'âme, mais qui, par inertie puis par maladresse, s'est retrouvé piégé par le système policier et tyrannique hérité

de son père. Le problème des révolutions, c'est qu'elles suivent rarement la direction souhaitée par leurs militants de la première heure.

Aujourd'hui, l'enjeu en Syrie ne se résume plus à un bras de fer entre démocrates et dictature. Les armes circulent, la guerre civile a commencé. Du côté de l'opposition, les islamistes sunnites sont entrés dans la danse. Pour eux, l'heure de la revanche de Hama a sonné. En février 1982, sous la conduite d'une centaine d'officiers appartenant à la mouvance des Frères musulmans, la ville avait pris les armes contre le régime baassiste laïc. Sans tergiverser, le président Hafez el-Assad la fit bombarder à l'artillerie lourde. Le massacre fit au bas mot dix mille morts. L'islamisme était décapité pour une génération en Syrie.

La tragédie de Hama n'était pas arrivée par hasard. C'était la conclusion d'une tentative islamiste de prise de pouvoir en Syrie, par une mouvance sunnite arabe, proche de celle qui, en Égypte, avait réussi à assassiner le président Sadate.

Pourquoi les chrétiens de Syrie (10 % de la population) sont-ils aujourd'hui tous derrière Bachar ? C'est parce qu'ils n'ont aucune envie de connaître le sort des chrétiens d'Irak, poussés à l'exode après que la « *démocratie* » y fut installée par l'invasion militaire américaine de 2003. Les chrétiens d'Irak ont appris à leurs dépens

qu'on pouvait trouver pire que la dictature politique : l'anarchie. Et qu'on pouvait trouver encore pire : la guerre civile. Du temps de Saddam, les chrétiens, comme tous les autres Irakiens, étaient privés de liberté politique. Mais ils pouvaient pratiquer leur religion ouvertement et envoyer leurs enfants à l'école sans craindre pour leur sécurité. Ce n'est plus le cas dans le Bagdad d'aujourd'hui.

La dictature militaire du camp el-Asad, qui repose sur la minorité alaouite (sorte de dissidence du chiisme, 13 % de la population) a toujours protégé les chrétiens, par une sorte de solidarité entre minorités. Autre minorité, les druzes sont aussi derrière le régime. Quant aux Kurdes, ils ne manifestent plus contre le gouvernement de Damas, depuis que Bachar a donné la nationalité à 600 000 d'entre eux, qui l'attendaient depuis trente ans.

Il ne faut pas se voiler la face. À Homs, c'est une guerre de religion qui a commencé. Il y a d'un côté les quartiers sunnites (encerclés par l'armée), et de l'autre les quartiers où vivent chrétiens et alaouites. Le reporter Gilles Jacquier est mort des suites d'un bombardement au mortier de ceux-ci par ceux-là.

En Syrie, les insurgés islamistes armés se rallient au mot d'ordre : « *Al-atawi fi t-toubat wa al-mashfi fi Bayrout* » (« *alouite dans le cercueil et le chrétien à Beyrouth* »). C'est regrettable, mais c'est comme ça.

Si demain le régime de Bachar s'ef-

fondrait, il ne fait guère de doute que ce sont les islamistes qui y prendraient le pouvoir. La vengeance contre les alaouites, les chrétiens et les druzes y serait terrible. La liberté religieuse serait balayée en Syrie. La démocratie est toujours fille de la réforme, de l'évolution lente, jamais de la révolution violente.

La chute du régime n'est cependant pas pour demain. L'armée - dont les officiers alaouites savent qu'ils se battent le dos au mur - n'est pas déliquescence. Damas et Alep, les deux plus grandes villes, sont restées calmes. Par peur du chaos, la bourgeoisie sunnite des affaires y reste loyale à Bachar. À l'extérieur, le régime jouit du soutien de deux puissants alliés, la Russie et l'Iran. Les voisins jordaniens et irakiens sont d'une bienveillante neutralité.

Est-ce à dire que le régime soit aimable ? Assurément, il ne l'est pas. Mais avant de pousser au retrait du verrou social que représente cette dictature, avant de se lancer dans une politique de sanctions tous azimuts, les Occidentaux seraient bien avisés de pas faire comme en Irak, et de prévoir les étapes suivantes, en ayant comme obsession le sort de la communauté chrétienne. Il est pour le moins paradoxal de voir la France légiférer sur un génocide de chrétiens commis il y a un siècle, mais se désintéresser du sort actuel des chrétiens du Levant.

Libération (France)

# Bachar al-Assad choisit la terreur tous azimuts

**SYRIE** Alors que 44 civils ont été tués vendredi, un nouveau projet de résolution a été présenté à l'ONU.

Jusqu'où ira la répression menée par le régime syrien ? Européens et pays arabes ont présenté vendredi au Conseil de sécurité de l'ONU un nouveau projet de résolution demandant notamment le départ de Bachar al-Assad, au terme d'une nouvelle journée meurtrière en Syrie. L'armée a en effet lancé vendredi de nouvelles attaques sur plusieurs villes, tuant 44 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). La veille, la répression avait déjà fait 62 morts, dont 43 civils.

**Obus.** « Les violences ont augmenté de manière importante [ces trois derniers jours]. La situation n'aide pas à préparer une atmosphère [permettant] d'obtenir que toutes les parties viennent s'asseoir à la table des négociations », a reconnu le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, chef de la mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie.

Plus de dix mois après le début d'une insurrection qui a fait au moins 5400 morts selon les Nations unies, Bachar al-Assad a ordonné vendredi des attaques aussi bien dans des foyers de la contestation, tels Homs et Deraa, qu'à Alep, où des civils ont été tués pour la première fois depuis mars.

A Homs, des obus, des roquettes et des tirs de mitrailleuses lourdes ont visé vendredi à l'aube plusieurs



quartiers, dont Karm al-Zeitoune, où les affrontements avaient démarré jeudi soir, selon les Comités locaux de coordination (LCC), qui organisent la mobilisation des militants sur le terrain. A Hama, l'armée syrienne a mené de nouveaux assauts, trois jours après avoir lancé une vaste offensive sur la ville. Près de 4000 soldats et des blindés y sont déployés depuis mardi.

L'armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs, a de son côté attaqué deux bus des forces de sécurité à Mazalib près de Deraa, faisant six morts et cinq blessés, a indiqué l'OSDH à l'AFP. Un attentat non revendiqué à la voiture piégée a par ailleurs visé un barrage de l'armée à Idleb, à proximité de la frontière turque. L'ASL a enfin annoncé avoir arrêté cinq militaires iraniens, preuve que le régime de Bachar al-Assad est toujours soutenu par des pays étrangers.

La Russie reste l'un de ces principaux soutiens. Moscou a réitéré vendredi son opposition à toute résolution des Nations unies qui demande-

rait le départ du président syrien. Les Européens et les pays arabes préparaient depuis plusieurs jours un texte allant en ce sens. Outre l'imposition de nouvelles sanctions au régime, leur projet prévoit un transfert du pouvoir de Bachar al-Assad à son vice-président avant l'organisation d'élections.

Les Européens et les pays arabes souhaitent un vote sur leur texte dans la foulée de sa présentation, probablement mardi. « Ignorant l'opinion de leur partenaire, ils peuvent exiger un vote anticipé, mais ce sera un projet ouvertement voué à l'échec, puisque nous avons clairement exprimé notre opinion, de même que nos partenaires chinois », a réagi le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov.

**Libye.** L'intransigeance de la Russie, allié traditionnel de la Syrie, s'explique en partie par le précédent de la résolution 1973 sur la Libye. Moscou, qui s'était abstenu, estime s'être fait berné par les pays occidentaux qui ont ensuite lancé une opération de l'Otan pour soutenir la rébellion libyenne. Autre explication, le candidat Vladimir Poutine ne veut pas risquer d'apparaître comme soumis aux volontés occidentales alors qu'il est en pleine campagne électorale pour l'élection présidentielle de mars.

LUC MATHIEU



De Morgen (Belgique / Belgium)

# Assadgetrouwen moorden Syrische familie uit

AMMAN

**Een regeringsgezinde bende brengt acht kinderen en zes volwassenen om het leven. Unicef telt 384 gedode kinderen in tien maanden.**

Een regeringsgetrouwe militie heeft donderdag in de Syrische stad Homs veertien leden van een familie vermoord, onder wie acht kinderen van acht maanden tot negen jaar oud. Bewoners van Homs en activisten hebben dat vrijdag meegedeeld.

Beelden op YouTube, waarvan werd gezegd dat ze donderdag waren opgenomen, tonen de lichamen van vijf kinderen met wonden in het hoofd en de nek, drie vrouwen en een man. Het zou gaan om een soennitische familie met de naam

**In de opstandige stad Homs werden veertien leden van een familie gedood, onder wie acht kinderen van acht maanden tot negen jaar oud**

Bahader. De daders zouden alawieten zijn geweest, de sekte waartoe ook de Syrische president Bashar al-Assad behoort.

Als het bericht klopt, gaat het om het ernstigste geval van sektarisch geweld sinds het begin van de opstand in Syrië in maart vorig jaar.

Volgens Unicef zijn in die tien maanden

in het hele land minstens 384 kinderen door geweld omgekomen. De VN-organisatie baseert zich op meldingen van betrouwbaar geachte mensenrechtenorganisaties. Ongeveer 380 kinderen zitten gevangen, sommigen jonger dan 14 jaar, zei Rima Salah, plaatsvervangend directeur van Unicef, vrijdag tegen verslaggevers in Genève.

## Rusland ligt dwars

Volgens de Syrische oppositie zijn de afgelopen twee dagen ongeveer honderd mensen om het leven gekomen, zowel burgers als militairen. De berichten zijn moeilijk te controleren. Het hoofd van de waarnemersmissie van de Arabische Liga, de Soedanees generaal Mohammed al-Dabi, zei dat het geweld toeneemt. Vooral in de protesthaarden Homs, Hama en Idlib is het de afgelopen dagen gevaarlijker geworden.

Rusland heeft vrijdag opnieuw duidelijk gemaakt dat het in de Veiligheidsraad van de VN pogingen zal blokkeren om Syrië verder onder druk te zetten of aan te dringen op het vertrek van president Assad. Dat laatste staat in een ontwerp-resolutie, die westerse en Arabische landen hebben opgesteld. Volgende week zal in de Veiligheidsraad over de tekst worden gesproken.

In de ontwerp-resolutie wordt steun uitgesproken voor het plan van de Arabische Liga "om een politieke overgang te faciliteren die moet leiden tot een democratisch politiek systeem, onder andere via de overdracht van macht door de president, en transparante, vrije verkiezingen".

"Elk besluit over een politieke regeling moet tot stand komen zonder voorwaarden vooraf en de eis dat Assad aftreedt is zo'n voorwaarde vooraf", zei de Russische onderminister van Buitenlandse Zaken Gennadi Gatilov in Moskou. (VVK)

BOMBARDEMENTEN OP STAD HOMS DOOR SYRISCH REGIME 'WAANZINNIG

# 'Bloed is niet goedkoop'



Een gewonde Syrische opposant wordt behandeld in een ziekenhuis in het noorden van Libanon. © afp

Terwijl de volksopstand in Syrië voortwoedt, vinden gewonden een wankel toevlucht in buurland Libanon. Ze worden illegaal over de grens gesmokkeld. 'Voor ons geen normaal leven zolang we het regime niet ten val brengen.'

VAN ONZE CORRESPONDENT  
IN HET MIDDEN-OOSTEN  
**JORN DE COCK**

**TRIPOLI** | Het oude stadscentrum van de Noord-Libanese stad Tripoli, in de schaduw van het kasteel van kruisvaarder Raymond de Saint Gilles, hangt vol groen-wit-zwarte stickers: de kleuren van de Syrische vlag vóór de Baath-partij in 1963 met een coup aan de macht kwam in Damascus. Alleen in Syrië dienen ziekenhuizen om patiënten te kidnappen; staat op een sticker. Met zijn grote soennitische meerderheid in het etnisch gefragmenteerde Libanon, is Tripoli een

steunpilaar geworden van de Syrische volksopstand. 'We doen onze morele en religieuze plicht,' zegt directeur Ahmed Khaled van het private Shifaa-hospitaal, dat elke maand tientallen gewonde Syriërs verzorgt. 'Bovendien weten we hoe het Syrische regime werkt: tijdens de Libanese burgeroorlog, in de jaren tachtig, heeft het Syrische leger ook Tripoli gebombardeerd. Ook bij ons hebben ze tweeduizend mensen vermoord.' Het Shifaa-hospitaal is een van de twee ziekenhuizen in Tripoli die gratis gewonde Syriërs verzorgen, die in eigen land niet naar ziekenhuizen durven omdat de geheime

dienst daar gewonde activisten zoekt. Een rapport van mensenrechtenorganisatie Human Rights Watch beschreef vorige herfst hoe zelfs dokters worden gedwongen om hun patiënten te folteren.

#### Verlamde smid

'Het is een moeilijke tocht om tot hier te geraken', vertelt directeur Khaled. 'Gewonde activisten worden illegaal de grens overgesmokkeld, en met ambulances van het Libanese Rode Kruis tot in Tripoli gereden. Soms zijn ze dagen onderweg. Velen zijn er slecht aan toe omdat ze dagen op gespeciali-

seerde hulp moesten wachten.' In een van de kamers ligt Adnan (32), die tot vorige maand in de woelige stad Homs woonde en er werkte als smid. Zijn gezicht staat nog altijd vrolijk, maar zijn lichaam is verlamd vanaf zijn bekken: hij toont de wonde onder zijn rechteroksel, waar een kogel zijn bovenlijf binnendrong en eindigde in zijn ruggengraat. 'Ik zat gewoon met mijn vrouw en schoonmoeder in een taxi,' zegt Adnan. 'We waren op de terugweg van een ziekenhuis waar mijn vrouw zich moest laten verzorgen. We stonden voor een verkeerslicht toen de taxi plots werd be-

schoten. Natuurlijk waren het sluipschutters van het regime: in Homs schieten ze op alles wat beweegt. Ze hebben me naar een kleine medische post gebracht, waar ik twee weken heb gelegen. Maar bij gebrek aan een behoorlijke behandeling is mijn situatie alleen verergerd.'

Het 'Vrije Syrische Leger', een groep van legerdeserteurs die de wapens hebben opgenomen tegen het regime van president Bashar al Assad, bood Adnan uiteindelijk aan hem naar Libanon te smokkelen. 'Onderweg zijn er tien checkpoints van het Syrische leger die we absoluut moesten ontwijken', vertelt Adnan. 'Als ze je pakken met een kogelwonde, gaan ze ervan uit dat je een gewapende strijder bent. Dan wacht het ergste.' In Adnans stad Homs woedt een open oorlog tussen het regeringsleger en opstandelingen. Volgens ziekenhuisdirecteur Ahmed Kha-

led bombardeert het regime zo intensief 'dat je het alleen waanzin kunt noemen'. 'Sinds mei leven we voortdurend met beschietingen van tanks en artillerie', zegt Adnan. 'Ik heb veel mensen zien sterven, soms vijftien per dag.'

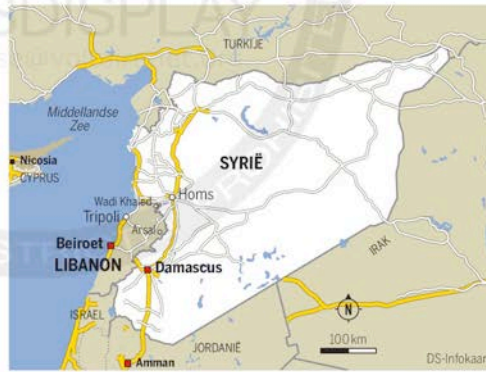
#### Kinderen afgemaakt

Toch wil hij terug naar Homs, als hij ooit herstelt: zijn vrouw en drie jonge kinderen zijn er nog. 'Ik heb Homs nooit willen verlaten', zegt hij. 'Ik had er werk, en wie anders zou willen?' Hij glimlacht bij het idee terug te gaan naar 'zijn' stad – ook al werden daar donderdag nog veertien leden van één familie, onder wie acht kinderen tussen acht maanden en negen jaar oud, afgemaakt door pro-Asad-milities.

In een andere kamer ligt Ahmed (29), die werkte als groentehandelaar toen vorig jaar zijn stadje Kseir, nabij Homs, in opstand kwam. 'Aanvankelijk wilde ik niets weten van de betogingen', vertelt hij. 'Het leek gekkenwerk. Pas in oktober ben ik zelf activist geworden. Mijn buurjongen van negentien is doodgeschoten, mijn oom van 85 stierf voor mijn ogen toen hij een moskee verliet en een betoging daar werd beschoten.'

#### Ongeorganiseerd

Als ex-dienstplichtige in het Syrische leger werd Ahmed ingelijfd bij de 'bewakingsdienst' van de betogers. 'Om te vermijden dat er doden vallen door schutters van het leger, stellen we ons gewapend op langs de randen van de betogingen', zegt hij. 'Het is allemaal goed georganiseerd: we krijgen voor enkele uren wapens, die we nadien meteen inleveren.' Getuigenissen als die van Ahmed wijzen op het erg lokale karakter



van de Syrische opstand: op de meeste plaatsen is er geen georganiseerde aanwezigheid van het 'Vrije Syrische Leger', ook al claimt die milite bij monde van woordvoerders dat ze grote delen van de revolutie coördineert. Op het terrein zijn het doorgaans lokale burgercomités die betogingen organiseren, en daarbij hun eigen 'bewakingsdiensten' opzetten met hun schaarse wapens. Omdat het zo werkt in talloze stadjes en steden van Syrië moet het leger voortdurend elders uitrukken. Daardoor staan delen van het land nu onder de directe controle van de betogers, tot buitenvijken van Damascus toe. Althans tot de volgende massale aanval van het regeringsleger.

Ahmed werkt niet geraakt toen hij een betoging beschermde, zegt hij. 'Ik liep gewoon mijn huis uit toen in onze wijk twee tienerjongens werden neergeschoten. Ik wou hen helpen en werd dan zelf geraakt in mijn dij.' Ook hij werd illegaal naar Libanon gesmokkeld. Een van de zandwegen rond de stad wordt officieel bewaakt door het leger, onder leiding van

een generaal die voor ons graag een oogje dichtknijpt', zegt Ahmed. 'Er zijn er velen in het leger die eigenlijk aan onze kant staan, maar niet durven te deserteren uit angst voor represailles tegen hen of hun families.' Ahmed is optimistisch over het succes van de revolutie. 'De economie gaat naar de haaien, het Syrische pond is compleet gedevalueerd (een jaar geleden kostte een dollar 45 Syrische pond, nu 75, ndr.) en steeds meer soldaten deserteren. Het regime zal vallen. Onderhandelen doen we niet meer. Bloed is niet goedkoop.'

#### Wraak

Wandelen kan hij nog niet, maar als hij terug naar Syrië kan gaan, is het om 'wraak te nemen op diegenen die me dit hebben aangedaan', zegt Ahmed. Nog een andere patiënt in het Shifaa-hospitaal kan waarschijnlijk nooit meer lopen. Khaled is nauwelijks negentien en werd zeven maanden geleden neergeschoten tijdens de eerste betogingen in Homs. De kogel raakte zijn hand, drong dan zijn borst binnen en

'Opgeven is geen optie meer. Beter een uur pijn dan elk uur pijn, zegt een Arabisch spreekwoord'

kaa-vallei, van waaruit smokkelroutes over het majestueuze Anti-Libanon-gebergte naar Syrië leiden. Maar ook in Arsal is het niet meer veilig, zeggen dorpsbewoners. Eind december vielen militanten van de pro-Syrische Hezbollah-beweging het stadje binnen op zoek naar een Syrische activist die net over de grens was gesmokkeld. Gesteld op onafhankelijkheid en hun oude smokkelroutes sloegen de dorpsbewoners de aanval af met hun eigen kalasjnikovs.

#### Koude Oorlog

'In Libanon woedt zo ongeveer een Koude Oorlog', zegt Yassin, een jonge internetactivist die uit Damascus naar de Libanese hoofdstad Beiroet vluchtte. 'De Libanese regering is pro-Syrisch, met de Hezbollah-partij op kop, en de Syrische geheime dienst is hier van oudsher ook sterk aanwezig.'

We ontmoeten Yassin in een koffiebar in Beiroet, waar hij voortdurend op zijn hoede is voor binnenkomende nieuwe klanten. Volgens officiële schattingen zijn al minstens tien Syrische activisten in Libanon ontleerd en terug over de grens met Syrië gebracht, waar ze 'verdwijnen'.

'Ik kijk voortdurend over mijn schouder, verander geregeld van adres en werk doorgaans onder een schuilnaam', zegt Yassin. 'Voor ons zal er geen normaal leven meer zijn tot we het regime ten val brengen. Hoe lang dat nog duurt, weet niemand. Maar opgeven is geen optie meer. In het Arabisch hebben we een spreekwoord: beter een uur pijn dan elk uur pijn.'

Alle namen van Syriërs in deze reportage werden op verzoek van de betrokkenen gewijzigd.

#### Kalasjnikovs

Hoeveel Syriërs intussen in buurland Libanon hun toevlucht hebben gezocht, is onduidelijk: officiële cijfers spreken van vijfduizend vluchtelingen, Syrische activisten in Tripoli zeggen dat er in die stad alleen al achtduizend vluchtelingen zitten. Ze komen vooral via smokkelroutes, waar ze het risico lopen te worden beschoten door legerpatrouilles, of om te komen in de talrijke mijnenvelden die het regime langs de grens heeft laten aanleggen.

Duizenden Syriërs wonen tijdelijk rondom het noordelijke grensstadje Wadi Khaled. Dat is door het Libanese regeringsleger afgezet om pottenkijkers zoals journalisten buiten te houden. Wel toegankelijk is het oostelijke stadje Arsal, in de beruchte Be-

# Wenn die Beobachter fort sind

**SYRIEN** Die arabische Beobachtermission geht vorerst zu Ende, die Gewalt nicht. Beschuss der aufständischen Stadt Sabadani dauert trotz Ankündigung eines Waffenstillstands an



Siegesgewiss: Aufständischer in der belagerten Stadt Sabadani Foto: reuters

VON JANNIS HAGMANN

BERLIN taz | Während die Arabische Liga sich darauf vorbereitet, den Bericht ihrer Beobachtermission über die Lage in Syrien zu prüfen, dauern die Kämpfe im Landesinneren an. Anwohnern der nordwestlich von Damaskus gelegenen Stadt al-Sabadani zufolge haben Regierungstruppen die Stadt am Mittwoch mit Luftabwehrraketen beschossen. „Die Geschäfte haben geschlossen, Familien fliehen unter dem Schutz der Rebellen“, berichtet ein Einwohner der rund 40.000 Menschen zählenden Gemeinde an der Grenze zum Libanon telefonisch der taz. „Die Stadt ist von Panzern umstellt.“ Videoaufnahmen zeigen, dass Rebellen an den Ortsausgängen Straßensperren

zur Verteidigung der Stadt errichtet haben.

Anders als von der Nachrichtenagentur Reuters gemeldet, ist in al-Sabadani kein Waffenstillstand zwischen regierungstreuen Truppen und Aufständischen in Kraft getreten. „Fünf Minuten, nachdem die Beobachter der Arabischen Liga die Stadt verlassen, wurden die Angriffe fortgesetzt“, so der Augenzeuge. Nach dem Besuch der Beobachter versuchten Demonstrierende nach Videoaufnahmen, den Beobachtern den Weg zu versperren und sie zum Bleiben zu überreden. Bei der Abreise wurden die Autos der Beobachtermission mit Steinen beworfen.

In Aleppo, der zweitgrößten Stadt des Landes, kam es am Mittwoch auf dem Universitätsgelän-

„Nachdem die arabischen Beobachter gingen, wurden die Angriffe fortgesetzt“

AUGENZEUGE IN AL-SABADANI

de zu Auseinandersetzungen zwischen Demonstrierenden und Angehörigen der regierungstreuen Schabiha-Miliz. Dies berichten AktivistInnen in sozialen Netzwerken. Die Demonstrierenden forderten die Freilassung von KommilitonInnen, die bei einer Razzia am Vortag festgenommen worden waren. Dutzende seien bei den Ausschreitungen verletzt worden.

Unterdessen spitzt sich der Syrien-Konflikt auch auf interna-

tionaler Ebene zu. Der russische Außenminister Sergei Lawrow lehnte am Mittwoch eine Einmischung der internationalen Staatengemeinschaft in Syrien erneut ab. Zuvor hatte Russland im UN-Sicherheitsrat einen überarbeiteten Resolutionsentwurf eingebracht, der von westlichen Diplomaten als unzureichend betrachtet wird. Der Entwurf gibt der Opposition und dem syrischen Regime gleichermaßen Schuld an der Gewalt. Dem Westen warf Lawrow am Mittwoch vor, die Augen vor den „Terroranschlägen“ der Aufständischen zu verschließen. Russland ist ein wichtiger Waffenlieferant Syriens.

Der syrische Präsident Baschar al-Assad wandte sich mit deutlichen Worten gegen Erwägungen, arabische Truppen nach Syrien zu schicken. Er warnte, er werde sich von diesen nicht kampfflos entmachten lassen. Am Wochenende hatte Katar, das den für Syrien zuständigen Ausschuss der Arabischen Liga leitet, eine arabische Truppenentsendung erwogen. Es war der erste diesbezügliche Vorschlag aus den Reihen der Liga.

Das Syrien-Mandat der Beobachtermission der Arabischen Liga läuft am heutigen Donnerstag aus. Am Sonntag will die Liga den Bericht der Beobachter prüfen. Syrien hat bereits eingewilligt, das Mandat der Liga zu verlängern und die Zahl der derzeit 165 Beobachter aufzustocken. Es sprach sich jedoch gegen weitreichende Befugnisse für die Beobachter aus. Die EU wird voraussichtlich bei ihrem Außenministertreffen am Montag ihre Sanktionen gegen die Regierung in Damaskus verschärfen.

# Washington hofft auf arabische Hilfe

## USA wollen Russlands Widerstand im Sicherheitsrat gegen eine Syrien-Resolution aufweichen / Berichte über neue Armeeooffensiven

Von Stefan Kornelius und Paul-Anton Krüger

**München** – Die US-Regierung hofft, den Widerstand Russlands im UN-Sicherheitsrat gegen eine Syrien-Resolution mit Hilfe der Arabischen Liga brechen zu können. „Die beste Chance für einen Resolutionsbeschluss haben wir, wenn die Araber stark darauf drängen und sich in New York einig zeigen“, sagte der für den Nahen Osten zuständige Abteilungsleiter im amerikanischen Außenministerium, Jeffrey Feltman, der *Süddeutschen Zeitung*. Eine von den arabischen Staaten selbst getragene Syrien-Resolution des Sicherheitsrats wiederum eröffne die Chance auf eine geordnete Übergabe der Macht in dem arabischen Land.

Marokko, derzeit Mitglied im Sicherheitsrat, wollte nach Angaben von Diplomaten noch am Freitagabend einen mit westlichen Staaten abgestimmten Resolutionsentwurf einbringen. Am Dienstag sollen dann der Generalsekretär der Ara-

bischen Liga, Nabil el-Arabi, und der Premierminister von Katar, Scheich Hamad bin Jassim al-Thani, der dem Syrien-Komitee der Liga vorsteht, dem Rat einen Friedensplan der Organisation vorstellen, wie es in New York weiter hieß. Er sieht vor, dass Syriens Präsident Baschar al-Assad die Macht an seine Stellvertreter überträgt. Eine Übergangsregierung unter Beteiligung der Opposition soll dann Wahlen vorbereiten.

Feltman enthielt sich einer Prognose, wie sich der Kreml letztlich verhalten werde. Er hoffe aber, dass Moskau „darüber nachdenkt, wie es langfristig seine Interessen in Syrien wahren kann“. Russland könne nicht wohl dabei sein, wenn sich die Demonstrationen in Syrien immer stärker gegen das Land wendeten, weil es jede wirksame internationale Lösung des Konflikts blockiere. Feltman kritisierte die geplante Lieferung von 36 Jak-150-Kampfflugzeugen als „sehr negatives Signal russischer Unterstützung für das Regime zu einem Zeitpunkt, da es

alle anderen Freunde mit Ausnahme Irans und der Hisbollah verloren hat“. Russlands Vize-Außenminister Gennadi Gatielow bekräftigte am Freitag, Moskau werte sich einer neuen Resolution gegen Syrien widersetzen. Bedenken des Kreml seien darin nicht berücksichtigt worden. Der Entwurf schließe die Mög-

### Der geplante Verkauf russischer Kampfjets an Damaskus ist für die USA ein „negatives Signal“

lichkeit von Militärinterventionen aus dem Ausland nicht aus, zitierte ihn die Nachrichtenagentur Hart-Teleas.

Der britische Premier David Cameron hielt dieser Aussage in Davos am Rande des Weltwirtschaftsforums entgegen: „Ich denke nicht, dass irgendjemand über eine Militärintervention spricht.“ Im Entwurf der Arabischen Liga sind auch keine Sanktionen vorgesehen. Di-

plomaten hoffen, dass es Moskau am Ende schwerfallen könnte, eine Resolution per Veto zu stoppen, die vor allem darauf zielt, den Friedensplan der Arabischen Liga zu unterstützen.

Feltman zeigte sich zuversichtlich, dass der Friedensplan der Liga dazu beitragen könnte, bislang neutrale Bevölkerungsgruppen dafür zu gewinnen, sich den Protesten anzuschließen. Der Plan helfe deutlich zu machen, dass „Assads Vorgesetzten, dass es Chaos und Bürgerkrieg geben wird, wenn er geht, nicht notwendigerweise zutreffen und dass es andere Wege gibt“. Die USA haben den Machthaber bereits im August aufgefordert zurückzutreten. Feltman hob hervor, dass die Liga den Plan „in Koordination und Beratungen mit vielen Syriern erarbeitet habe. Eine geregelte Übergangszeit mit einer Regierung sowohl aus Mitgliedern der Opposition als auch des derzeitigen Regimes würde es ermöglichen, die Stabilität des Staates und seiner Institutionen zu wahren, während

neuerrechtliche Rahmenbedingungen geschaffen und demokratische Wahlen vorbereitet würden, sagte Feltman. Die USA würden einen solchen arabischen Plan „sicherlich unterstützen“.

Die Beobachtermission der Arabischen Liga hat zwar ihr Ziel verfehlt, die Gewalt zu stoppen; dennoch hat sie nach Einschätzung des Diplomaten dazu beigetragen, dass mehr Syrer ihre Meinung hätten artikulieren können. Der Zugang für Journalisten sei besser geworden und in manchen Fällen sei das Regime vor Gewalt zurückgeschreckt. Soldaten hätten nicht so auf die friedlichen Proteste reagieren können, wie sie es andersorts getan haben“, sagte Feltman. Oppositionsgruppen meldeten am Freitag allerdings eine neuen Militäroffensive gegen die Protesthochburg Homs. Auch aus Hama berichteten Regimegegner; die Armee nehme die Stadt seit dem Morgen unter Beschuss. Insgesamt sollen in Syrien seit Donnerstag mehr als 80 Menschen getötet worden sein, überwiegend Zivilisten.

Der Standard (Autriche / Austria)

# Marokkos Syrien-Entwurf ist Moskau ein Dorn im Auge

## Resolutionstext sah „weitere Maßnahmen“ vor, falls Assad Forderungen nicht erfüllt

*Gudrun Harrer*

**New York / Damaskus / Wien** – Der marokkanische Entwurf einer Syrien-Resolution war in der Form, in der er am Freitag dem Uno-Sicherheitsrat in New York vorgelegt werden sollte, ein Non-Start. Es ist für Russland – mit China im Schlepptau – immerschwieriger, dem Regime von Bashar al-Assad die Mauer zu machen und mit einem Veto zu drohen. Aber angesichts der Spaltung in der Arabischen Liga sind die Russen noch nicht ganz isoliert.

Zwar brechen nun die arabischen Golfstaaten endgültig mit Assad: Saudi-Arabien hat seine Beobachter aus der Liga-Mission abgezogen und will nun sogar den oppositionellen Syrischen Nationalrat (SNC) als Vertreter des syrischen Volkes anerkennen. Aber

ein Teil der Liga setzt weiter auf eine gütliche Lösung, auch wenn fast alle einsehen, dass es ohne Rückzug Assads nicht geht.

Marokko versuchte zweierlei in seinem Entwurf: erstens die Haltung der Anti-Assad-Fraktion in der Liga vom Sicherheitsrat absegnen zu lassen, inklusive arabischen Sanktionen und Rücktrittsaufforderungen; zweitens eine offene Situation zu schaffen: Nach einer Revision der Lage in Syrien sieht die Resolution „weitere Maßnahmen“ vor.

Das erinnert an die Resolution 1441 vom November 2002, die zum US-französischen Clash über den Irakkrieg führte: Washington hatte die Resolution als Beginn eines zu einer militärischen Intervention führenden diplomatischen Prozesses interpretiert, den

auch Paris letztlich mitgehen würde – was dann nicht der Fall war.

Hauptauslöser für das Njet bleibt jedoch Libyen, wo die Enthaltungen Moskaus und Pekings im Sicherheitsrat ein militärisches Mandat zum „Schutz der Bevölkerung“ ermöglichen. Es wurde eine große Luftwaffenoperation daraus, in der die Nato mit einem Golfkooperationsratsland, Katar, kooperierte – ein guter Testfall für Iran – und den Rebellen den Weg nach Tripolis freischoß. In Syrien, wo es keine „befreiten Gebiete“ gibt, wäre die Bezeichnung „Flugverbotszone“ noch deutlicher als in Libyen nur eine Chiffre für eine massive Militärintervention.

Russland hat ebenfalls versucht, seine Position in Resolutionsform zu gießen: Um eine Verurteilung der bewaffneten Rebel-

len zu erreichen, wäre Moskau bereit gewesen, auch das Regime zu verurteilen. Aber die anderen Sicherheitsratsstaaten rochen den Braten natürlich sofort: Eine Verurteilung der bewaffneten Opposition hätte den Weg zu deren eventueller späterer Unterstützung wenn nicht verbaut, so doch sehr kompliziert.

Auf einer Metaebene geht es Moskau darum, dass mit Assad und dessen Freunden – Iran – die letzte Anti-US-Bastion im Nahen Osten zu bewahren ist. Die Konstellation sieht – wieder einmal – eine Interessengemeinschaft der USA mit Saudi-Arabien, das heißt dem sunnitischen islamistischen Lager, vor. Zu diesem gehört jedoch auch die Hamas: Ihr Politbüro in Damaskus ist geschlossen, sie übersiedelt offenbar nach Katar – also zu den „Guten“.

### ANALYSE

## Un «niet» et des avions au secours d'Assad

**La Russie a répété hier qu'elle mettrait son veto à tout projet de résolution de l'ONU sur la Syrie, son alliée à qui elle vend des armes**

C'est un «niet» sec et sonnante qu'a donné hier la Russie pour réponse à un nouveau projet de résolution de l'ONU sur la Syrie, proposé par les Européens et les pays arabes. Outre de nouvelles sanctions contre le régime syrien, le projet vise à imposer un embargo sur toutes fournitures d'armes à Damas. Avant même qu'elle ne soit discutée (lundi ou mardi) à l'ONU, Guennadi Gatilov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, a qualifié cette résolution d'«inacceptable».

Non seulement la Russie s'y oppose fermement, mais elle semble poursuivre activement sa coopération militaire engagée de longue date avec la Syrie. Lundi dernier, alors que l'Union européenne adoptait son onzième train de sanctions contre le régime de Bachar el-Assad, le journal russe *Kommer-sant* avançait que Moscou avait passé un contrat à hauteur de 550 millions de dollars pour la livraison de 36 avions de combat à Damas. Le Yak-130 est un bi-réacteur de combat utilisé dans la formation des pilotes et qui sert également dans l'attaque de cibles au sol. Le journal citait une source anonyme proche de l'Etat russe, information qui n'a pas été officiellement confirmée. Mais un vice-mi-

nistre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, déclarait à ce sujet que son pays «ne violait aucune convention internationale portant sur la livraison de matériel de guerre à différents pays» et qu'«il n'existe aucune sanction internationale à l'encontre de la Syrie». En 2010, Moscou a vendu de l'armement à Damas à hauteur de 700 millions de dollars, soit un bon client qui pèse pour 7% du volume total des exportations d'armes russes.

La semaine dernière, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov jouait lui avec les formules pour souligner que son pays ne vendait à la Syrie que «ce qui n'est pas interdit par le droit international». Il réagissait aux informations de médias russes laissant entendre qu'un bateau venait de déposer 60 tonnes d'armes et d'équipement militaire dans le port de Tartous, la base militaire russe en Syrie. Les Américains déploraient aussitôt, tandis que les Russes insinuaient sans nommer de responsables que des armes sont livrées aux insurgés.

Hier en Syrie, une fois encore, les armes ont en tout cas beaucoup servi. De part et d'autre. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres, douze membres des forces de sécurité ont été tués dans deux attentats à Idlib (nord-ouest) et la région de Deraa (sud), tandis que vingt-trois civils tombaient sous les balles de l'armée en divers endroits du pays.

**Cathy Macherel**

# «Le régime despotique syrien a perdu la raison»

> **Syrie** Le chef des observateurs arabes a dénoncé une recrudescence des violences: 176 personnes tuées en quatre jours

Le chef de la mission des observateurs arabes en Syrie, le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, a déclaré vendredi que les violences avaient augmenté de manière importante depuis mardi, en particulier à Homs, Hama et Idlib. Vendredi, 56 personnes ont encore été tuées, selon des militants.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), la répression de la révolte a fait 44 morts à travers le pays. D'après l'OSDH, c'est la première fois que des civils sont tués par les forces de sécurité à Alep, deuxième ville du pays, depuis mars 2011. Deux enfants figurent

parmi les victimes de vendredi et, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), au moins 384 enfants, en majorité des garçons, ont été tués depuis le début de la révolte contre le régime du président Bachar el-Assad en mars 2011.

En outre, deux attentats visant les forces de sécurité à Idlib (nord-ouest) et à Mazarinb, près de Deraa (sud), ont fait 12 morts parmi leurs membres, a annoncé le président de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, trois jours selon l'OSDH, 176 personnes ont été tuées en quatre jours: 33 civils tués mardi, 25 morts (dont 15 civils) mercredi, 62 (dont 43 civils) jeudi et 56 (dont 44 civils) vendredi,

Comme chaque vendredi depuis mars, les militants pro-démocratie avaient appelé les Syriens à manifester en masse contre le régime. A Damas, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs quartiers, malgré des tirs des forces de sécurité, selon l'OSDH.

## Conseil de sécurité réuni

A l'étranger, plus de 200 opposants au régime de Bachar el-Assad ont attaqué l'ambassade de Syrie au Caire, brisant portes et fenêtres pour pénétrer de force dans le bâtiment, avant d'en être chassés par les forces de sécurité égyptiennes.

Sur le plan diplomatique, le Con-

seil de Sécurité de l'ONU devait se réunir vendredi soir pour discuter de la situation en Syrie, mais la Russie a déjà annoncé qu'elle ne soutiendrait aucune résolution appelant au départ du président syrien, Bachar el-Assad.

Après plus de dix mois de révolte et des milliers de morts selon l'ONU, le Conseil de sécurité, divisé sur le dossier et sollicité par la Ligue arabe pour soutenir son plan de sortie de crise, devait se réunir à New York à 21 heures (suisses). «Un projet de résolution sur la Syrie pourrait être distribué aux 15 membres du Conseil, selon un diplomate d'un pays membre.

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, a réclamé que le Conseil de sécurité «condamne les crimes du régime et s'engage à juger les criminels». Il a aussi appelé la communauté internationale à «assurer une protection internationale» aux civils.

«Le régime despotique a perdu la raison depuis que la Ligue arabe a décidé de transférer le dossier (syrien) au Conseil de sécurité, et s'est mis à encercler et à bombarder à l'arme lourde plusieurs villes et villages syriens, notamment Homs, Hama, Douma et Jabal Zawiya», a affirmé le CNS. **AFP**





Desertierte syrische Soldaten sichern eine Strasse in einem Ort in der Provinz Homs.

## Asads Truppen weichen zurück

Russland weist neuen Uno-Resolutionsentwurf zu Syrien zurück

Syrische Regierungstruppen verlieren die Kontrolle über Orte in der Peripherie der Hauptstadt. Die Strasse Damaskus–Aleppo wird zunehmend unsicher.

Jürg Bischoff, Kairo

Während die syrischen Regierungskräfte zunehmend die Kontrolle über den Agglomerationsgürtel um Damaskus an die Aufständischen verlieren, kündigt sich ein neues Ringen im Uno-Sicherheitsrat um eine Resolution zu Syrien an. Ein Resolutionsentwurf, der von Marokko und EU-Staaten vorgelegt wurde, ist bereits auf russische Ablehnung gestossen. Am Wochenende wollen Vertreter der Arabischen Liga nach New York reisen, um ihre Vorstellungen einzubringen.

### Bomben auf Homs

Oppositionelle Quellen haben in den letzten Tagen Kämpfe zwischen Rebellen und Regierungstruppen in Homs und Hama sowie den Einschlag von Granaten in aufständischen Vierteln der zwei Städte gemeldet. Die Bombardements, die am Freitag weitergingen, sollen Dutzende von Toten gefordert haben. Der Chef der arabischen Beobachtermission in Syrien erklärte am Freitag, die Gewalt habe in den letzten drei Tagen bedeutend zugenommen,

namentlich in Homs, Hama und Idlib. In Homs sollen regimetreue alawitische Milizionäre am Donnerstag eine sunnitische Familie mit mehreren Kindern umgebracht haben. Seit Wochen dringen immer wieder Berichte über religiös motivierte Morde aus Homs nach ausser. Die Opfer sind Sunniten, die den Aufstand hauptsächlich tragen, oder Alawiten, zu denen die Präsidentenfamilie und die meisten Sicherheitsoffiziere gehören.

Am Donnerstag haben Beobachter der Arabischen Liga mehrere Orte in der Peripherie von Damaskus besucht, aus denen Kämpfe gemeldet worden waren. Laut einem Reuters-Reporter, der die Gruppe begleitete, weigerten sich syrische Sicherheitsbeamte auf mehreren Rundgängen, die Beobachter zu begleiten, weil die Regierung das betreffende Gebiet nicht kontrolliere. In einem Ort, wo sie sich einer feindseligen Menge gegenübersehen, brachen die Beobachter den Besuch ab. Die Opposition wirft der Liga vor, Sicherheitskräfte und Aufständische gleich zu behandeln.

### Opposition klagt Iran an

Die «Freie Syrische Armee», die aus desertierten Soldaten der Regierungstruppen hervorging, hat ein Video veröffentlicht, das die iranische Unterstützung für das Regime belegen soll. Darin sind fünf Männer zu sehen, von denen einer auf Persisch sagt, sie hätten die Sicherheitskräfte bei der Unterdrückung der Zivilbevölkerung unterstützt.

Auf Befehl des Nachrichtendienstes der Luftwaffe hätten sie in Homs viele Zivilisten getötet. Auch das syrische Fernsehen hat in den letzten Monaten angebliche Geständnisse von Gefangenen ausgestrahlt, die umgekehrt belegen sollen, dass der Aufstand von Terroristen organisiert wird, die vom Ausland mit Geld und Waffen beliefert werden.

Die Namen, die der Sprecher der fünf im Video angibt, stimmen mit jenen überein, die iranische Medien fünf Technikern zuschrieben, die im Dezember in Syrien entführt wurden. Damals hiess es, die Techniker seien in einem Kraftwerk bei Homs beschäftigt gewesen. Zwei weitere Iraner, die den Verbleib der Entführten aufklären sollten, verschwanden ebenfalls. Am vergangenen Donnerstag wurde zudem ein Bus mit iranischen Pilgern überfallen, und elf Männer daraus wurden entführt, von denen jede Spur fehlt.

Der Überfall auf die iranischen Pilger fand auf der Autobahn zwischen Damaskus und Aleppo statt. Auf der gleichen Strasse wurde am Mittwoch ein hoher Funktionär des Syrischen Roten Halbmonds in einem Fahrzeug erschossen, das mit dem Emblem der Hilfsorganisation gekennzeichnet war. Opposition und Regierung schoben sich die Untat gegenseitig in die Schuhe. Die Vorfälle zeigen jedenfalls an, wie unsicher die zentrale Verkehrsachse des Landes und das Reisen zwischen den beiden Metropolen geworden sind.

## Arabische Liga

# In Syrien zeigen die Staaten erstmals Verantwortung

Nun stellen auch die letzten Beobachter der Arabischen Liga in Syrien ihre Arbeit ein. Aus Protest gegen das Regime in Damaskus. Ganz überraschend kommt das nicht, schon vor Tagen haben das schwerreiche Emirat Katar und Saudiarabien erklärt, in der Diktatur von Bashar al-Asad in Syrien könnten ihre Mitarbeiter nicht ungehindert arbeiten. Da war es dann eine Frage der Zeit, bis die ärmeren Mitglieder der Arabischen Liga nachzogen. Man mag seinen Ohren nicht trauen, was die Arabische Liga heute erklärt im Vergleich zu vor zehn Jahren: Selbstbewusst fordert sie die Einhaltung der Menschenrechte, erwägt gar eine militärische Intervention. Ist das der gleiche Verein, der bis vor einem Jahr nur langweilige Communiqués veröffentlichte und seine Aufgabe in allererster Linie darin sah, Reformen zu verhindern, anstatt sie zu befördern? Die Befreiung der ehemals so schwerfälligen Organisation hat zwei Gründe: In Ägypten, in Libyen und in Tunesien herrschen bereits Revolutionäre. Und die werden die Politik der Arabischen Liga ändern und den arabischen Frühling in anderen Staaten stützen. Zweitens ist der Emir von Katar, der die Syrien-Kommission der Liga koordiniert, nicht nur ein Mann mit Geld, sondern auch mit Überzeugungen. Dieses Staatsoberhaupt, das mit den Amerikanern so gut kann wie mit den Iranern, hat schon die libyschen Aufständischen gegen Ghadhafi unterstützt. Jetzt will der Emir seinen Kollegen Bashar al-Asad weghaben, weil der Tausende hat töten lassen. Die Arabische Liga folgt ihm – sei es aus Überzeugung oder weil der mächtige Emir das so will. (pla.)

Libero (Italie / Italy)

# Le violenze di Assad La Lega araba si arrende Via la missione dalla Siria

■ ■ ■ CARLOPANELLA

■ ■ ■ Dopo la notizia ufficiale, di fonte Unicef, del massacro di 348 bambini e ragazzi (le salme di 8 di loro avvolte in sudari rossi hanno fatto il giro di Internet) e dell'imprigionamento di altri 340 ragazzini da parte del regime siriano, la Lega Araba ha annunciato ieri la sospensione della missione dei suoi osservatori in Siria. Dunque, persino la più umida delle organizzazioni multilaterali, la Lega Araba apponendo di non essere in grado di far nulla, neanche «osservare», per contrastare lo sterminio delle vittime e degli schiavati del regime (la media è ormai di 50 al giorno). Una repressione crescente, nonostante le diserzioni persistono dalla famigerata IV<sup>a</sup> Divisione di Maher al Assad e nonostante

che città come Homs, e Duma, vicino a Damasco, abbiano interi quartieri presi di mira da disertori in armi. «Zone liberate».

L'elemento più preoccupante della crisi siriana è che questa repressione frenetica si accompagna a un' chiusura politica del regime netta, totale, demente. Nonostante le forti pressioni - anche della alleanza Russia - nonostante gli appelli a trovare uno sbocco politico alla crisi - l'ultimo ieri della ex alkata Turchia e dei Paesi del Consiglio del Golfo - il regime baathista di Damasco (seguendo le orme del regime baathista di Saddam Hussein) altro non sa fare che percorrere la strada del confronto militare, impotente, il segretario generale della Lega Araba Nabil Blaraby ha dunque dovuto denunciare ieri la decisione del regime di Damasco che ha rifiutato ogni tavolo negoziato e di ricorso a



## PUTIN IL RIANIMATORE

Oppositori di Assad con un manifesto che mostra il premier russo Vladimir Putin che prova a rianimare con l'elettroshock (cioè il veto russo all'Onu) il dittatore siriano morente. Ap

alla rivolta a partire da Daraa. Il tutto, a fronte della totale incapacità di Onu. Ue e Usa di intervenire per fermare il più grave massacro sulle rive del Mediterraneo dai tempi della crisi jugoslava. Per l'ennesima volta, l'ambasciatore russo all'Onu Vitaly Churkin, ha confermato ieri il rigetto del progetto di risoluzione presentato all'Onu dalla Lega Araba, perché giudica «inaccettabile» la soluzione «yemenita» che ne è il cuore: l'abbandono del potere da parte di Assad e la formazione di un governo di unità nazionale. Una posizione cieca, che mira a preservare al potere l'unico alkaato arabo di Mosca che ha la sola scusante di una Russia che non intende permettere un secondo «equivoco omusiano» dopo quello della Libia, dove la «missione umanitaria» Onu si è subito trasformata in un'agiteria.

che i cristiani (appartiti sul governo, fatto che pagheranno caro un domani) e anche i ricchi sunniti che controllano gran parte dei gangli dell'economia. Dunque, una rivolta araba anomala, che vede i poveri contro un compatto fronte interconfessionale di classi agiate. L'unico voltafaccia con un chiaro segno di «lotta di classe», ha un ruolo determinante nei confronti del Crescente Fertile (la grande zona agricola del Paese), che di edero inizio amaro

una crescente opzione militare in completa violazione dei suoi impegni». Un quadro fosco, perché la stragrande maggioranza del movimento di protesta che ha già sopportato più di 6.000 morti, si confronta non solo con un apparato repressivo imponente, ma anche e soprattutto con la capacità di Assad di tenere coesa, anche con minacce e terrore, tuttal più ad asse dirigente: non solo gli alkauti, che controllano il potere politici-co-militare, ma an-

L'Unita (Italie / Italy)



Bambini sventolano la bandiera siriana

## Il dossier

UMBERTO DE GIOVANNANGELI  
udegi@unita.it

**A**fef, Zuhair, Thimir, Hamza. Non sono numeri. Sono nomi, storie, sono vite spezzate. Afef, Zuhair, Thimir, Hamza: sono quattro dei quasi 400 bambini vittime della brutale repressione messa in atto dal regime del presidente Bashar el-Assad. Bambini torturati, uccisi in piazza, stuprati. Cos'altro deve accadere perché Bashar el-Assad venga perseguito per crimini contro l'umanità?

**Nel mattatoio** siriano in cui i morti si contano a decine ogni giorno con una recrudescenza particolare proprio questa settimana, è stato aggiornato anche il bilancio dei bambini vittime della repressione: sono almeno 384 i bambini uccisi, ha stimato l'Unicef, il Fondo delle Nazioni Unite per l'infanzia che parla anche di altri 380 ragazzini arrestati, in gran parte sotto i 14 anni. Il dato è riferito al 7 gennaio

# I figli di Damasco: storie di vite spezzate nel mattatoio Siria

**Stuprati, torturati, uccisi. Almeno quattrocento bambini massacrati dal regime del presidente Bashar el-Assad. L'Unicef denuncia l'infanticidio senza che nessuno intervenga. Ma Afef e gli altri meritano pietà e giustizia**

ed è quindi sicuramente incompleto visti gli almeno otto piccoli uccisi nelle ultime quarantott'ore. «Abbiamo informazioni su 384 bambini uccisi al 7 gennaio, la maggioranza dei quali sono ragazzi e circa altrettanti sono stati detenuti. Alcuni hanno meno di 14 anni», denuncia da Ginevra il vice direttore esecutivo dell'Unicef, Rima Salah, sottolineando l'obbligo delle autorità di Damasco a proteggere i bambini. Un obbligo inavuto. E le storie di Afef,

Zuhair, Thimir e Hamza ne sono una agghiacciante conferma. Era «la più giovane prigioniera politica finita nelle carceri degli Assad»: Afef Saraqibi, di Homs, aveva appena 4 mesi. Secondo gli attivisti siriani che lottano contro lo spietato regime, è morta a seguito delle torture che le sono state inflitte durante la prigionia.

**Il corpicino** martoriato della piccola, ormai senza vita, è stato conse-

gnato dalle autorità ai familiari. La salma della piccola Afef è mostrata in un filmato amatoriale pubblicato su YouTube, nel quale sono visibili gli ematomi sulle braccia, sulla tempia e sulla schiena della bimba. Secondo il sito Internet del Centro di documentazione delle violazioni in Siria, legata ai Comitati, Afef è stata arrestata assieme al padre Mahmud a un posto di blocco delle forze lealiste a Homs ed è morta sotto tortura. Alcune foto del corpicino tumefatto



della bambina, postate su Internet sono di un'atrocità indicibile.

**Thamir** Al Sharee aveva 13 anni. È morto sotto tortura. Un testimone, anch'egli vittima di tortura, racconta che «il ragazzo era disteso sul pavimento e era completamente blu... sanguinava copiosamente dal suo orecchio, occhi e naso. Gridava e invocava sua madre e suo padre per chiedere aiuto. Ha perso i sensi dopo essere stato colpito con il calcio del fucile sulla testa...».

**Awad** al-Amar, 8 anni, è morto dopo essere stato colpito ad un rene il 21 maggio, nel villaggio meridionale di Nim.

**Hamza** Ali al-Khateeb, solo 13 anni, scomparso il 29 aprile durante l'assedio e i disordini di Daraa, è stato ritrovato morto con segni di percosse e il pene mozzato. «Pochi giorni fa ho ricevuto un messaggio secondo il quale alcuni siriani hanno trovato il corpo di un bambino in una fogna a cielo aperto. Il bambino aveva otto anni ed è stato torturato a morte. Ai genitori è stata impedita la possibilità di celebrare una cerimonia funebre. Ciò lascia immaginare cosa voglia dire avere bambini di 8, 10,

13 anni torturati», afferma François Zimeray, ambasciatore per i Diritti Umani. Un rapporto delle Nazioni Unite riferisce anche il caso di una bambina di due anni uccisa a Al Ladhqiyyah, in agosto, da un ufficiale per evitare che da grande diventasse una manifestante. «Anche i bambini sono stati torturati, alcuni fino alla morte», si legge nel rapporto che riporta testimonianze di uomini che hanno affermato di aver subito stupri anali con manganelli e di aver assistito a stupri di ragazzini. Un uomo di 40 anni ha detto di essere stato testimone dello stupro di un undicenne da parte di tre uomini dei servizi di sicurezza. «Le storie di cui sentiamo raccontare oggi sono inimmaginabili nella loro brutalità», confessa al *Wall Street Journal* un uomo siriano che aveva lavorato nei servizi di intelligence militare negli anni Ottanta e ora si dice schifato: «La tortura non è solo uno strumento deterrente per bloccare le proteste - aggiunge - Provano piacere a far male alla persona. Solo per il gusto di farlo».

**Al suo nascere**, la rivolta siriana è stata ulteriormente alimentata dalla notizia, alcuni giorni fa, di torture inflitte a un gruppo di adolescenti, fermati nella città di Daraa perché autori di graffiti contro il partito Baath: tutti furono torturati. «Strappare via le unghie a dei bambini è stato davvero troppo», racconta un venditore di scarpe, a sua volta arrestato e torturato. Il *Sunday Times* riporta la testimonianza di un soldato della Divisione Corazzata 11 che racconta come dei soldati fedeli a Bashar al-Assad avevano fatto irruzione in una casa di un uomo sospettato di nascondere e sostenere alcuni ribelli. Non trovando l'uomo i soldati, hanno preso di mira moglie e figli: «Il comandante ha afferrato il figlio più giovane della donna, un bambino di sette mesi, da un angolo del salotto dove la famiglia si era rannicchiata, poi lo ha messo sul pavimento e con un coltello ha tagliato la testa al bambino». Il soldato di 22 anni, conosciuto solo come Mohammed, ha confessato: «È stato allora che ho deciso di disertare, abbiamo fatto cose che non vorrò mai più ricordare». Il comandante del gruppo di soldati avrebbe poi appeso la testa del bambino sopra la porta di ingresso e gridato che avrebbe fatto lo stesso con gli altri bimbi. L'uccisione del piccolo avrebbe avuto luogo nel nord ovest della città di Jisr al-Shughur. Un disertore citato dal *Guardian* ha raccontato di aver visto un militare sparare a una bambina di tre anni, dicendo di non voler vederla crescere e diventare un manifestante. E la mattanza continua. Impunita. ♦

## La Lega Araba contro Bashar Assad: stop alla missione

**La Lega Araba ha deciso di sospendere la missione dei suoi osservatori in Siria per via della «recrudescenza delle violenze» nel Paese. Il regime: «Vogliono forzare le decisioni del Consiglio di Sicurezza dell'Onu».**

### U.D.G.

La Lega Araba ha deciso di sospendere la missione dei suoi osservatori in Siria per via della «recrudescenza delle violenze» nel Paese. Ad annunciarlo è un responsabile dell'organizzazione. «La decisione di sospendere la missione è stata presa in virtù della recrudescenza delle violenze», ha detto un responsabile della Lega Araba che ha voluto rimanere anonimo. Gli osservatori resteranno nel Paese ma interromperanno il loro lavoro, ha aggiunto precisando che seguirà un annuncio ufficiale da parte dell'organizzazione. I ministri della Lega Araba si incontreranno dopo il 5 febbraio per discutere se ritirare i loro osservatori dalla Siria. Lo riferiscono fonti ufficiali dell'organizzazione. Il segretario generale della Lega, aggiungono le fonti, ha il potere di riti-

rare gli osservatori in ogni momento qualora lo ritenga necessario. La data dell'incontro dei ministri della Lega Araba non è ancora stata fissata.

### BILANCO DI SANGUE

«La Siria è rammaricata e sorpresa per la decisione della Lega Araba di sospendere la missione degli osservatori, che avrà un impatto negativo e costituisce una forma di pressione sul Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite per favorire l'intervento straniero e incitare i gruppi armati alla violenza», ha spiegato la tv di Stato. Il regime ha tuttavia assicurato di restare «impegnato per il successo della missione» e di «proteggere» la missione di osservatori.

### CRONACA DI GUERRA.

Almeno 20 persone sono morte ieri nella repressione delle forze governative in Siria, secondo i Comitati locali di coordinamento dell'opposizione. Il numero maggiore di vittime, 10, è segnalato a Homs. Tre morti ciascuno si contano a Hama e nella provincia di Damasco. La stessa organizzazione aveva dato precedentemente un bilancio di 60 uccisi nella giornata di venerdì. Guerra sul campo e guerra di proclami. Il regime siriano è determinato a «ripulire» il Paese dai criminali. Lo ha detto il ministro degli Interni siriano Mohammed Ibrahim al Chaar, citato dall'agenzia siriana Sana. «Le forze di sicurezza sono determinate ad andare avanti per ristabilire l'ordine e la sicurezza e ripulire il territorio dai criminali». Le autorità siriane definiscono «bande di terroristi armati» gli oppositori del regime.

Dal marzo 2011, quando è esplosa la rivolta contro il presidente Bashar el-Assad sono morte oltre 5.000 persone. Il ministro degli Interni siriani ha parlato davanti ai familiari di poliziotti rimasti uccisi. «Queste bande di criminali - ha affermato al Chaar - terrorizzano e uccidono cittadini innocenti, destabilizzano la sicurezza del Paese. Ma i loro crimini non impediscono alle forze dell'ordine di fare il loro dovere». ♦

### MOGADISCIO

## Somalia, ucciso il direttore di «Radio Shabelle»

■ Hassan Osman Abdi, direttore di un'importante radio somala, radio Shabelle, è stato ucciso da colpi d'arma da fuoco da alcuni uomini davanti alla sua abitazione a Mogadiscio. Lo hanno annunciato testimoni e colleghi. «Due uomini armati di pistola hanno sparato diverse volte contro il direttore che è morto sul colpo», ha dichiarato Adan Yare, un collega. La ricostruzione dell'attentato viene confermata sul sito della radio indipendente di cui Abdi era direttore. Il direttore di radio Shabelle è stato freddato da uomini mascherati sull'ingresso della sua abitazione. Nonostante le minacce subite, Hassan Osman Abdi non aveva alcuna protezione. Era un bersaglio facile per quanti avversavano il suo giornalismo coraggioso.

# SIRIA LA REPRESSIONE

## Reportage

GIORDANO STABILE  
INVIATO AD AL QUBAYYAT (confine siriano)

**L**e immagini dei bambini uccisi, con i volti coperti di sangue, messi in fila nei teli di plastica rossa, sono attaccate alla meglio con scotch su uno dei cartelli in cartone. «Assad assassino», si legge. La notizia del massacro di giovedì a Homs, con le prime immagini affidabili, «occidentali», a documentario, ha attraversato rapidamente il confine tra Siria e Libano. A Tripoli, a trenta chilometri dalla frontiera, sono scese in strada centinaia di persone, tra cui molti siriani fuggiti nei mesi scorsi dal conflitto. Si muovono con una certa prudenza nella centrale piazza Ibn Sina, perché a Tripoli c'è pure una minoranza di alawiti, la corrente islamica che detiene le chiavi del potere in Siria. E nel giugno scorso due opposte fazioni sono venute pesantemente alle mani. Ora, intorno, ci sono soltanto militari dell'esercito libanese.

Tripoli, nel Nord del Libano, è a meno di cento chilometri da Homs, l'epicentro dell'insurrezione siriana. In mezzo, le propaggini dei Monti del Libano che degradano verso il mare, colline di aranceti, e una strada stretta tra due filari di canne che porta al posto di frontiera di Al Qubayyat. Deserto, con una dozzina di Tir che aspettano da giorni di passare. Di là la strada scende verso Hama e Homs, circondate dalle forze di sicurezza siriane, isolate dal mondo. Finora sono filtrate solo voci, le testimonianze raccolte dall'opposizione, difficili da verificare. Fino a quelle fotografie, firmate Agenzia Reuters. Il massacro di giovedì.

Sul come sia avvenuto, bisogna fidarsi delle testimonianze raccolte dal Consiglio nazionale siriano, il fronte di opposizione al regime di Bashar al Assad creato sul modello del Cnt libico. «È stata una vendetta degli shabbiha, i miliziani alawiti

- racconta Hama, un attivista di Homs -. Hanno ucciso 14 persone di una stessa famiglia, nel distretto di Al Zaitoun. Otto erano bambini: il più piccolo aveva otto mesi, il più grande nove anni. Una vendetta, perché nei giorni precedenti una pattuglia di miliziani era stata decimata dai disertori che si sono organizzati nell'Esercito libero della Siria e conducono una

guerriglia fatta di continue imboscate, soprattutto vicino al confine. E la guerra civile, messa in sordina dal cerchio di ferro e fuoco che Assad ha dispiegato attorno alle città ribelli, chiusa a ribollire come in una pentola a pressione, diventa sempre più feroce. Gli osservatori arabi non sono serviti praticamente a nulla, tanto che ieri i sei Paesi del Golfo, Arabia Saudita in testa, hanno ritirato i loro. E si sono fatti promotori della riunione d'urgenza di ieri sera al Consiglio di sicurezza dell'Onu, per spingere su una nuova risoluzione euro-araba, abbastanza dura da convincere Assad a dimettersi e fermare il massacro. Le fredde statistiche stilate dall'Onu dicono che dal mar-

Gli osservatori della Lega araba se ne vanno e scatta la violenza. Arrivano le prime immagini della carneficina: 135 morti in 48 ore

# La vendetta di Assad su Hama e Homs È strage di bambini



## Tutti in piazza a protestare

Anche i bambini urlano slogan e sventolano bandiere durante una manifestazione organizzata a Homs, epicentro della lotta contro Assad

zo scorso ci sono state 5400 vittime, tra le quali qualche centinaio di disertori, 384 bambini, compresi gli otto di Homs, avvolti nei teli rossi. Ieri altri 56 morti tra le forze di opposizione, 135 in meno di 48 ore, 400 in 4 giorni.

Con la diplomazia in fibrillazione, e Mosca che continua a frenare, ieri gli insorti hanno messo a segno sul campo un colpo al più fedele alleato di Assad, l'Iran. Altre immagini, questa volta in video: sette uomini con la barba, vestiti di una camicia nera, seduti spalle a un muro, controllati da uomini armati. Sono prigionieri del battaglione Farouq dell'Esercito libero della Siria, catturati a Homs. «Soldati iraniani venuti ad addestrare le forze di sicurezza di Assad», secondo gli insorti, che nel video mostrano i passaporti iraniani dei prigionieri e chiedono in cambio della loro

liberazione lo stop «a tutte le operazioni dell'esercito del regime». Per Teheran sono «pellegrini di passaggio attraverso la Siria».

La loro cattura è il segno che il regime sta perdendo il controllo di pezzi del territorio. Persino a Damasco, finora ai margini della rivolta, sono comparsi checkpoint degli insorti nei quartieri periferici di Douma e Saqba. E il generale Mustafa al-Dabi, capo degli osservatori arabi, ieri per la prima volta ha parlato di «una escalation di violenza negli ultimi giorni», mentre solo una settimana fa sosteneva che la missione araba aveva ridotto l'intensità del conflitto. La missione è stata prorogata dalla

Lega araba per tutto febbraio, ma ormai è chiaro che il livello delle pressioni internazionali deve salire di un gradino. Il Consiglio di sicurezza dell'Onu è stato convocato d'urgenza ieri sera dal Marocco, membro di turno arabo. Francia, Germania, Gran Bretagna e Qatar hanno

messato a punto un testo che condanna la repressione ed esprime forte sostegno al piano della Lega araba che prevede le dimissioni di Assad e l'avvio di una transizione democratica. Ma la riunione si è chiusa con il «riet» della Russia, espresso dal vice-ministro degli esteri Gennady Gatilov: «Il testo è inaccettabile». In settimana riprenderanno le consultazioni per arrivare al voto atteso per la fine della settimana.

**LA DENUNCIA DELL'UNICEF**  
Sono 384 i piccoli ammazzati in questi mesi  
Otto le vittime di ieri

**DIPLOMAZIA**  
Nella notte riunito il Consiglio di Sicurezza, Mosca frena sulla risoluzione di condanna

La missione è stata prorogata dalla



**Disertori portati in trionfo**

Centinaia di soldati hanno lasciato le forze regolari per riunirsi nell'Esercito libero della Siria, fondato in luglio dal colonnello dell'aviazione Riad al-Asad



**Nell'obitorio**

I bambini uccisi giovedì, avvolti nei teli di plastica rossa che nascondono i volti coperti di sangue. Il più piccolo aveva 8 mesi

# “Il regime mostra le crepe I soldati ora sono stanchi di questi massacri”

David Schenker: immagini choc, è un segno di debolezza

## Intervista



**MAURIZIO MOLINARI**  
CORRISPONDENTE DA NEW YORK

L'apparato di sicurezza responsabile della repressione di Bashar Assad mostra segni di stanchezza: così David Schenker, ex consigliere del Pentagono per la Siria e oggi analista del Washington Institute, interpreta le crude immagini che arrivano dalla città di Homs.

Che cosa pensa degli scatti sulle scene di bambini uccisi?

«Sono macabri. Rendono esplicita la violenza della repressione contro i civili e svelano la stanchezza di chi li conduce».

Perché parla di «stanchezza»?

«Il regime di Bashar Assad finora ha represso le proteste applicando i manuali del regime iraniano, che nel 2009 riuscì a limitare il numero delle vittime. Se facemmo attenzione a quanto è avvenuto negli ultimi mesi, ci accorgiamo che il numero quotidiano delle vittime civili in Siria non ha mai superato le 50 e c'è stata sempre grande attenzione nel limitare l'impulso delle violenze, al fine di contenere le proteste internazionali. Questa sono state le



**L'esperto americano**

David Schenker del Washington Institute. Dal 2002 al 2006 è stato direttore dell'ufficio per la Siria al Pentagono

istruzioni dei servizi iraniani al siriano. Ma per rispettarle serve una disciplina ferrea, che evidentemente il regime non riesce più a mantenere».

Quale può essere stata la genesi della strage di civili a Homs?

«Homs è la culla della rivolta. Il regime ha aspettato il ritiro degli osservatori arabi, poi le forze di sicurezza hanno voluto impartire una severa lezione ai civili. Facendolo, hanno violato le disposizioni iraniane e il risultato è un'indignazione internazionale che potrebbe scuotere il Consiglio di Sicurezza».

Come avviene per il massacro di bambini a Serbia che nel 1995 spinse la comunità internazionale a intervenire contro la Serbia?

«È presto per dirlo, certo le immagini dei bambini uccisi a Homs rendono per la Russia più difficile oppor-

si alle richieste di intervento che la Lega Araba sta rivolgendo alle Nazioni Unite».

È più Mosca o Pechino a proteggere Damasco all'Onu?

«È Mosca e il motivo è che la Russia si è sentita ingannata sulla Libia. Dopo la via libera all'Onu per l'operazione di Bengasi solo a fini umanitari, ma poi quell'intervento ha portato a deporre Gheddafi. Il Cremlino non vuole che tale precedente si ripeta in Siria col rovesciamento di Assad, che è un suo stretto alleato».

Che grado di controllo ha Assad sulla situazione interna?

«Oltre alla foto dei bambini morti ce n'è un'altra importante che arriva sempre da Homs. Vi si vede un disertore della IV divisione portato in trionfo dalla folla. La IV divisione è stata finora uno degli strumenti più efficaci ed efficienti della repressione e il fatto che inizi ad avere disertori conferma come nei ranghi del regime si registrino delle crepe».

Che giudizio dà dell'Esercito di liberazione siriano?

«L'opposizione armata cresce lentamente ma registra progressi. Riesce a creare posti di blocco, impedisce alle truppe di Assad di

entrare in alcuni quartieri alla lontana periferia di Damasco ed è anche riuscita ad assumere, per breve tempo, il controllo di piccoli centri ai confini con il Libano. Gli elementi di maggiore efficacia finora sono i posti di blocco, perché sono efficaci nell'ostacolare i movimenti delle forze di sicurezza contro i civili».

### LA STRATEGIA ANTI-RIVOLTA

Avevano imparato dall'Iran a limitare il numero dei morti

Ma ora lo schema è saltato

# La rappresaglia di Damasco una minaccia per l'Unifil

Oggi in Libano l'Italia prende il comando della missione Onu

## Retrosceca

PAOLO MASTROLELLI  
INVIATO A NEW YORK

L'Italia riprende oggi il comando di Unifil in Libano, ma l'attenzione di chi guida le operazioni è puntata soprattutto sull'instabilità del Paese vicini, Siria o Iran in testa. Da qui potrebbero venire i pericoli più insidiosi, che minaccerebbero di riflesso i caschi blu. Il generale Paolo Serra, piemontese, sostituisce lo spagnolo Asarta al comando della missione composta da circa 18 mila persone, tra militari e civili, di cui oltre mille italiani. Il mandato è monitorare la cessazione delle ostilità tra Hizbollah e Israele nel Sud del Paese, favorendo la stabilità e prevenendo un nuovo conflitto. Quindi un incarico militare e diplomatico.

Il passaggio di consegne è stato l'occasione per una visita in Libano del ministro della Difesa Di Paola e del sottosegretario agli Esteri De Mista, che hanno incontrato le più alte autorità locali, dal

presidente Sleiman al premier Mikati, per ribadire l'impegno italiano a favore della stabilità e ricevere assicurazioni sulla collaborazione di Beirut con Unifil.

La situazione è complessa per almeno tre motivi: la paralisi del processo di pace tra israeliani e palestinesi; le tensioni interne alla società libanese; l'instabilità del Paese vicini e il rischio di essere coinvolti nella fase montante tra sciiti e sunniti, che potrebbe contagiare il Libano.

L'anno scorso Unifil ha subito tre attacchi, e almeno uno sarebbe stato ordinato dalla Siria, per rappresaglia contro le critiche al regime sulla repressione delle proteste. Simili ostilità potrebbero ripetersi con l'acuirsi della pressione internazionale su Damasco, mentre le violenze o il crollo del regime di Assad minacciano di destabilizzare il Libano, aprendo la strada all'afflusso di profughi nelle regioni controllate da Unifil. La missione Onu dovrà anche pattugliare il mare, per evitare il contrabbando di armi dal Libano verso la Siria in favore dell'insurrezione. Nella regione c'è poi grande preoccupazione per le armi che arrivano dall'Iran verso la Siria per sostenere il regime, e per i profughi che potrebbero puntare sul Golan in caso di scontri interni violenti.

Un altro timore è che Hizbollah,

davanti a un aumento delle tensioni con l'Iran, attacchi Unifil per conto di Teheran come rappresaglia. La sfida tra sunniti e sciiti, che ha già colpito in Iraq e Bahrain, contagiarebbe il Libano, in passato polveriera proprio per le diverse etnie e religioni che lo abitano.

Questo problema si intreccia con gli equilibri politici interni. Alcuni attribuiscono uno dei tre attacchi lanciati contro Unifil a uomini di Hizbollah, che volevano dimostrare come il Partito di Dio non controlla il Sud del Paese. Un regolamento di conti interno, di cui ha fatto per fare le spese la missione Onu. Israele da tempo denuncia che Hizbollah si sta riarmando al Sud, ma non avrebbe fornito informazioni di intelligence su cui agire, anche perché la ricerca delle armi toccherebbe all'esercito libanese. Il ritaro, comunque, viene visto come una dimostrazione di forza interna al Libano, rivolta ai partiti rivali, piuttosto che un tentativo di prepararsi a una nuova guerra con Israele. Il bisbetico del processo di pace, poi, allontana la conclusione della missione.

I militari giudicano adeguate le regole d'ingaggio attuali per garantire la sicurezza dei caschi blu, però non nascondono che si tratta di una missione prestigiosa, ma anche molto delicata.



**Caschi blu**  
Soldati italiani pattugliano un'area a rischio missili nel Sud del Libano



**Al vertice**  
Il generale di divisione alpina Paolo Serra, 55 anni, nuovo comandante Unifil in Libano

## PROTESTE CONTRO IL GOVERNO MILITARE Egitto, ancora migliaia in piazza Tahrir per il venerdì dell'orgoglio e dignità

Dopo l'imponente manifestazione di mercoledì per il primo anniversario della rivoluzione egiziana, decine di migliaia di persone si sono di nuovo radunate in piazza Tahrir per partecipare al venerdì dell'orgoglio e della dignità. Indotto da tutti i movimenti della rivoluzione per chiedere la fine del potere ai militari e la liberazione

dei prigionieri politici. Dieci cortei sono partiti dalle moschee dopo la preghiera, diretti alla piazza simbolo della rivoluzione. Altri hanno puntato sulla sede della Tv di Stato, luogo simbolo di protesta. Quattro i parchi attesi sulla piazza, a cura dei Fratelli musulmani, del movimento 6 aprile, dei salafiti e dei giovani della rivoluzione.

**Il reportage**

**Il villaggio di Qardaha è un feudo degli alawiti, la setta del rais che ora si sente accerchiata**

DAL NOSTRO INVITO

QARDAHA — Il mausoleo ottagonale domina il centro del villaggio come un tragico memento di morte e allo stesso tempo di nostalgia per un passato più felice. Il marmo bianco e nero è tirato a lucido ogni giorno da un ampio stuolo di guardiani. Le cupole bombate ricordano quelle delle moschee iraniane. Al centro sta la tomba di Hafez Al Assad, il padre della patria, il patriarca della Siria contemporanea, il fine politico celebre per la sua capacità di trasformare la debolezza in forza, tanto da imporre dal 1970 sulla maggioranza sunnita (oltre il 70% dei siriani) il governo della minoranza alawita che non supera il 12% della po-



Disertore Un soldato siriano che si è unito ai ribelli venerdì scorso a Saqba, nei dintorni di Damasco (Reuters)



# Nel bastione del clan degli Assad ultima trincea del regime

## E la Lega araba ritira i suoi osservatori

polazione. Ai lati stanno le tombe dei due figli scomparsi prematuramente. Majid, deceduto per malattia due anni fa. E Basim, morto in un incidente d'auto nel 1994. Sui muri esterni pendono sgualcite dalla pioggia alcune fotografie dell'attuale presidente Bashar, che studiava da oftalmologo a Londra quando 18 anni fa venne richiamato precipitosamente in Siria per intraprendere la carriera militare e impraticarsi con i bizantinismi della dittatura.

Ma nel mausoleo si vedono soprattutto le immagini di Hafez a braccetto di Basim vestito da alto ufficiale, il petto coperto di medaglie, il viso abbronzato, sorridente. Era lui il prescelto del padre. Lui avrebbe dovuto essere la guida del futuro. Ancora oggi raccontano con discrezione nella capitale che la scomparsa del successore predestinato gettò Hafez in una gravissima depressione. Bashar fu un ripiego, probabilmente l'unico possibile. L'altro fratello «papabile», Maher, generale della Quarta brigata, è considerato troppo duro, anche se qui ora molti lo vorrebbero presidente. Ma persino Anisa, la vedova di Hafez, che trascorre lunghi periodi nella grande villa di famiglia a Qardaha e pare abbia tuttora un ruolo importante nel clan, conti-

nua a preferire Bashar a Maher. I figli vengono spesso da lei per le feste di famiglia e allora la cittadina si fa festosa.

Eppure in questi giorni a Qardaha la paura, l'insicurezza e il senso di accerchiamento che attanagliano gli alawiti sono davvero imperanti. Ci arriviamo mentre sempre più le rivolte esplodono 111 mesi fa stanno diventando una violentissima guerra civile. Ieri la Lega araba ha deciso di richiamare i suoi osservatori mandati in Siria a Natale. Ancora una settimana fa erano 165. Poi i Paesi del Golfo avevano ritirato i loro, riducendo il numero a 111. «Per la grave situazione del Paese e il degenerare della violenza è stato scelto di fermare le operazioni di monitoraggio», spiegano i responsabili. I leader della rivoluzione nel Paese e all'estero avevano più volte criticato la missione, sostenendo che serviva solo da copertura alle efferatezze del regime. Due giorni fa nella cittadina di

Harasta, vicino alla capitale, ne abbiamo visto in diretta l'inefficacia. Sette osservatori su due Mercedes nere scortate dai servizi di sicurezza si sono limitati ad ascoltare le testimonianze del regime. A un posto di blocco ci vengono mostrati due cadaveri impolverati. «Li hanno gettati i terroristi da un'auto in corsa», sostengono i militari. «Perché non andate a parlare con i manifestanti?», chiediamo a Mohamed Ahmed Al Dabi, l'ambasciatore sudanese che guida la missione nell'area della capitale. «Sono troppo rumore. Gridano tutti assieme, non sono disciplinati. Abbiamo deciso di

**«Complotto»**

I sostenitori del presidente Bashar urlano al «complotto» orchestrato da Stati Uniti, Arabia Saudita e Israele per screditare Damasco

non ascoltarli più», è la risposta scontentante. Poco dopo tre soldati comandati da un capitano pongono sette bombe a mano e un paio di vecchi mitragliatori nel bagagliaio di una Peugeot presso l'ospedale militare. Ben visibili alcune scritte in caratteri ebraici sulle scatole delle granate. «È la prova che Israele istiga le rivolte, questa è l'aiuto dei suoi agenti che abbiamo catturato», gridano agli osservatori, che si limitano a fotografare annuendo.

Il dibattito sulla Siria si sposta ora al Consiglio di sicurezza dell'Onu, che sta esaminando l'ennesima mozione per chiedere le dimissioni di Assad e una soluzione negoziata della crisi. Punto cruciale resta la posizione di Mosca, che continua a sostenere il regime. Ma intanto le violenze non si fermano e la repressione è in crescita, l'esercito sta tornando all'offensiva. Secondo i leader delle sommosse, il numero delle vittime ha subito un'impennata gravissima negli ultimi quat-

**Gli alawiti**

**L'origine**  
Gli alawiti sono una corrente scismatica dell'islam scita il cui nome discende dal cugino e genero di Maometto, Ali, da loro venerato. Sorta nel X secolo, la setta è stata a lungo perseguitata



**Oggi**  
Presenti soprattutto in Siria, dove non superano il 12% della popolazione, gli alawiti qui hanno raggiunto posizioni di potere dopo che Hafez Al Assad, il cui clan appartiene alla setta, divenne rais nel 1970

**La rivolta**  
Dall'inizio della rivolta il rischio di divisione interna tra sunniti e alawiti è cresciuto, anche se molti appartenenti alla setta sono oppositori del regime degli Assad

tro giorni: oltre 150 morti tra i manifestanti da venerdì e quasi 720 dall'arrivo degli osservatori. A detta del regime i «terroristi» sarebbero ora organizzati in bande ben armate. L'artiglieria è stata utilizzata anche nei dintorni di Damasco. Ma cuore degli scontri sono Hama, Homs e Idlib. Aleppo per la prima volta vede manifestazioni rilevanti: venerdì sono stati segnalati 9 morti.

Gli alawiti di Qardaha spiegano tutto questo con una sola, semplice e in qualche modo rassicurante definizione: «moamar», che in arabo significa «complotto, cospirazione. Rivolte, violenze, attentati, strade vuote, economia a rotoli, condanna internazionale?». «È tutta una moamar guidata da Usa, Israele e Arabia Saudita», rispondono sospettosi. Lo straniero qui è per tutti una spia. Non ci fanno neppure accedere alla moschea locale dedicata a

Nase, la madre di Hafez. Sui muri di un'altra moschea nell'area del mercato stanno gli annunci mortuari dei caduti del villaggio mentre combattevano per sedare le sommosse. Pare siano 200 in 10 mesi. «Capitano Osama Mohammad Ahmad, 32 anni, assassinato a Idlib», si legge. «Ali Marwan Ahmad, 25 anni, caduto a Homs», recita un altro. Ogni cittadino si trasforma in agente, prima di parlare con noi vuole vedere il passaporto. Più volte chiamano la polizia locale per avvisare che qui ci sono «conosciuti sospetti».

Imboccando i 350 chilometri di strada per tornare a Damasco il traffico è quasi nullo. I soldati ai posti di blocco neppure lasciano i ripari dei sacchetti di sabbia per controllare. E le cupole del mausoleo degli Assad spariscono nella nebbia.

**Lozenzo Cremonesi**

© FOTOGRAFIA



ABC (Espagne / Spain)

## «Los cristianos no tenemos miedo»

ENTREVISTA

Ignacio IV (Hazim)

Líder cristiano ortodoxo de Siria

► «No hay un presidente como Assad en todo el mundo árabe», dice el patriarca a ABC

MIKEL AYESTARAN  
ENVIADO ESPECIAL A DAMASCO

Un grupo de jóvenes reza en la catedral de María en recuerdo de Basilio Nazzar, sacerdote abatido a tiros en Hama el miércoles cuando acudió a atender a uno de sus feligreses que se encontraba «herido y sangrando» en una calle de esta ciudad que es uno de los feudos de la revuelta que vive Siria desde hace diez meses. Ignacio IV (Hazim) (Mhardy, 1921), patriarca de la Iglesia Ortodoxa de Antioquía y de todo Oriente, mira desde la ventana el desfile de chicos y chicas que acuden al templo. La revuelta le sorprende a los 91 años, de los que los últimos 33 los ha vivido como máximo representante del único patriarcado árabe. Advierte que no piensa hablar de política, pero con el paso de las preguntas resulta inevitable y no esconde su compromiso con el régimen.

—¿Cómo vive la actual situación?

—Tenemos un gobierno que nos considera igual que al resto de sirios, gozamos de los mismos derechos. Naturalmente que vemos y escuchamos noticias sobre las manifestaciones de la oposición y sabemos que hay cristianos que forman parte del Consejo Nacional (órgano político opositor), pero estamos tranquilos. Desde el comienzo ha quedado claro que no tienen nada en contra de nosotros, algo lógico por otra parte porque eso les restaría credibilidad.

—El miércoles fue abatido a tiros el padre Basilio Nazzar en Hama, el primer sacerdote que muere durante las revueltas, ¿Sabe las causas?

—Lo desconozco, no sabemos quién le disparó, pero esto no es Irak o Egipto. Aquí hasta el momento nadie ha matado a ciudadanos por ser cristianos, ni se atacan iglesias. Somos simplemente sirios, como los demás.

—El Gobierno asegura que grupos extremistas islámicos serían parte activa de la oposición en estos momentos, ¿qué le dicen sus sacerdotes sobre el terreno al respecto?

—El salafismo es una moda que se está imponiendo dentro del Islam en los últimos años y lo que habría que preguntarse es quién está detrás de ella. Lo que puedo asegurar es que los cristianos no tenemos miedo. Si algunos han decidido emigrar ha sido por motivos económicos más que por sufrir discriminación.

—La ONU denuncia la muerte de más de 5.000 personas a manos de las fuerzas de seguridad, ¿qué dice a sus fieles sobre esto?

— Los cristianos estamos en contra de todo tipo de violencia, venga de quien venga y respetamos el mandamiento que dice «no matarás». La solución a todos los problemas está en Dios, las personas debemos vivir unidas independientemente de nuestra religión. Yo pienso seguir en Siria y lo que debería hacer Occidente es tomar nota del ejemplo de convivencia que representa este país. Algunos europeos y estadounidenses me preguntan sobre nuestra relación con los musulmanes y les explico que aquí nacemos, crecemos y morimos juntos. En Siria los cristianos no vivimos en guetos, muy diferente a la situación que



MIKEL AYESTARAN

### La Liga Árabe suspende su misión

M. AYESTARAN

► La Liga Árabe ha suspendido la misión de sus observadores en Siria debido al «deterioro crítico de la seguridad». Las protestas son cada vez más cerca del centro de la capital. A este paso podrán escuchar las manifestaciones de la oposición desde sus habitaciones del Sheraton. Los enviados permanecerán en el país. Su secretario general justificó la decisión por «el deterioro peligroso de la situación» con «ciudadanos inocentes» como víctimas.

viven los musulmanes en Occidente. —¿Cuándo fue la última vez que vio al presidente?

—Hace siete meses.

—¿Es la persona adecuada para superar esta situación?

—Fue educado en Europa, sabe idiomas, junto a su mujer visita residencias de ancianos y orfanatos... Bashar es un presidente que no existe en todo el mundo árabe. Un futuro diferente no nos ofrece garantías, por eso estamos contentos con este Gobierno.

—Los observadores de la Liga Árabe, sin embargo, pidieron la dimisión del presidente como paso previo para alcanzar la paz entre los sirios.

—Los árabes hablamos así los unos de los otros, pero son ellos los que se tienen que ir.



Soldados sirios que se han unido al Ejército de la liberación junto a los manifestantes contra el régimen de Bashar el Asad en Khalidieh, cerca de Homs. / AFP/REUTERS

## El régimen pierde el control de parte de Siria

- ▶ Los grupos armados de la oposición llegan ya a los suburbios de Damasco
- ▶ La violencia se generaliza con secuestros, asesinatos, choques y atentados

ENRICH GONZÁLEZ  
Jesús Alón

Siria se despeña por un barranco de violencia. El régimen de Bashar el Asad ha perdido el control sobre importantes áreas del país, los grupos armados de la oposición han llegado a las afueras de Damasco y en algunas ciudades, como Homs, se multiplican los secuestros y asesinatos entre distintas comunidades religiosas. Homs vuelve a ser cañoneada por el Ejército y se acumulan las víctimas: al menos medio centenar de personas han muerto desde el jueves, según fuentes de la oposición.

La oposición difundió ayer imágenes que parecían mostrar la matanza de una familia suní en un apartamento de Karm el Zay-

tun, uno de los barrios más conflictivos de Homs. En las imágenes se veían los cadáveres de cinco niños de distintas edades, cinco mujeres y un hombre. Sobre el incidente circulan distintas versiones: unos dicen que en ese edificio permanecía secuestrado un alauí y que los shabiba —las milicias armadas alauíes partidarias del régimen— habían lanzado un asalto para liberarlo; otros afirman que se trataba de una venganza por el previo asesinato de una familia alauí; otros, incluso, culpaban a las milicias opositoras. Por el momento resulta imposible verificar las circunstancias.

El jefe de la misión de observadores de la Liga Árabe, el general sudanés Mohamed Dabi, ya no ve en Homs "indicios tranquilizadores" como cuando llegó a Siria, a

finales de diciembre. Ahora afirma que desde el martes se registra "un fuerte incremento de la violencia" en Homs, Hama e Idlib.

La propia misión de la Liga Árabe se descompone por momentos. Los seis países del Golfo, encabezados por Arabia Saudí, han retirado sus observadores y consideran que la iniciativa ya no tiene sentido, dado que el Gobierno de Bashar el Asad ha expresado muy claramente su rechazo al plan de pacificación planteado por el resto de los países árabes. El pasado fin de semana, la Liga propuso que en Siria se estableciera un "poder compartido" para abrir una transición. Para el Asad, ese fue el punto de ruptura.

Los peores pronósticos sobre la evolución de la crisis siria se verifican uno a uno. El Asad goza

de un importante respaldo popular, su apoyo al 50% según diferentes sondeos fiables, pero es absolutamente rechazado por casi la mitad de la población, lo que hace muy difícil algún tipo de compromiso. El conflicto político deriva hacia el conflicto sectario, con suníes (el grupo musulmán mayoritario) y alauíes (la minoría musulmana chií a la que pertenece el clan de los H. Asad) enfrentados, especialmente en Homs.

La oposición está cada vez mejor armada y el ejército irregular formado por desertores emprende acciones crecientemente audaces y sangrientas. Y, a la vez que se hace fuerte, la oposición se divide: la cuestión de pedir o no la intervención extranjera impide el consenso entre los grupos que luchan contra el régimen.

Ya no se percibe como imposible una guerra civil a múltiples bandos como la de Libano en los años setenta o la actual en Irak. Arabia Saudí y sus aliados del Consejo de Cooperación del Golfo quieren que el Consejo de Seguridad de la ONU asuma la iniciativa y abra la posibilidad de una intervención militar extranjera. Esa es la posición adoptada por el Consejo Nacional Sirio (CNS), un organismo compuesto mayoritariamente por exiliados que se ofrece como Gobierno alternativo al de Bashar el Asad. Libia ya ha reconocido al CNS como legítimo Gobierno de Siria, y Arabia Saudí y sus aliados podrían hacer lo mismo en los próximos días. El CNS respalda los ataques lanzados por el Ejército de la Siria Libre, formado por desertores y civiles armados.

## "Me hicieron fotos en el cuarto de baño para chantajearme"

IGNACIO CEMBRERO, Madrid

Anouar Malek fue el primer observador enviado a Siria por la Liga Árabe que dimitió, aunque otros siguieron después su ejemplo. Ahora la primera misión de la organización panárabe hace agua tras la retirada de las monarquías del golfo Pérsico.

"Dimité [el 6 de enero] porque tuve la impresión de dar al régimen la oportunidad de seguir matando ante mis ojos sin que yo pudiera hacer nada", explica Malek.

Malek, un exmilitar argelino

exiliado en Francia desde 2006, fue reclutado por la Liga Árabe a propuesta de la ONG Comité Árabe de Derechos Humanos. La mayoría de su estancia se desarrolló en Homs. "Fui el primero en entrar en el barrio de Baba Amrou", el más conflictivo de la ciudad, explica por teléfono.

Su primera sorpresa es que los observadores "cercaban de medios". "Teníamos que pagarnos las llamadas telefónicas, no disponíamos de un despacho en el que trabajar y recibir". "La escucha siria no ponía trabas mientras que proseguían los bombardeos sobre

las zonas rebeldes". "El Ejército Libre [resistencia armada] sí instauró una tregua para facilitar nos la labor".

Su segunda gran queja concierne los informes que se enviaban a la sede de la Liga en El Cairo bajo la responsabilidad del jefe de la misión, el general sudanés Mohamed al Sabi. "El eligió a personas cercanas al régimen para encabezarnos los grupos de trabajo e ignoró a los que veníamos del mundo de las ONG", recuerda Malek. "Los informes pasaban por alto muchas cuestiones sensibles".

¿Qué era lo peor? "Lo que



Anouar Malek.

más me chocó fueron los asesinatos de niños y los cadáveres destrozados de manifestantes devueltos a las familias", responde. Unicef, el fondo de la ONU para la infancia, señaló ayer que hasta principios de enero murieron

384 niños en Siria y que otros 380 menores de 14 años fueron detenidos. El número total de muertos supera los 5.400.

Trabajar en Siria no fue fácil y marcharse tampoco. Tras su dimisión Malek colgó sus reflexiones en Facebook cuatro días antes de salir del país, el 10 de enero. "Mi página fue pirateada de inmediato", asegura. "Tuve diez llamadas anónimas amenazándome con degollar me".

En chasco una vez fuera, primero en Doha y después en París, Malek siguió recibiendo llamadas. "Tras acudir a los estudios de la televisión Al Yawira me advirtieron que si no me callaba colgarían en Internet fotos de mis tomadas en el baño del hotel Essafir de Homs", afirma. "Está claro que los servicios sirios metieron una cámara hasta en el mismo baño".

El Cuerpo Nacional de Coordinación, otra plataforma opositora, rechaza por el contrario toda opción de intervención extranjera y exige al ejército de la Siria libre que se limite a proteger manifestaciones, sin lanzar ataques ni conquistar territorio. La mayoría de los activistas locales que organizan las protestas populares están del lado del Cuerpo Nacional y no quieren ver soldados extranjeros en su país. Los sondeos indican que una gran mayoría de la población siria, en la que se incluye un buen porcentaje de opositores, está en contra de cualquier tipo de invasión patrocinada por la ONU.

Los periodistas extranjeros en Damasco han comprobado que en los suburbios de Duma y Sakba, muy cercanos a la capital, milicianos de la oposición mantienen puestos de control y se mueven con plena libertad. La

## Libia ha reconocido ya al opositor Consejo Nacional Sirio, en el exilio

expansión de los grupos armados, a los que el Gobierno de Bashar el Asad acusa desde el principio de ser responsables de la violencia, agudiza el desorden y en la práctica reduce las "zonas seguras" del país a los centros urbanos de Damasco y Alepo.

La inseguridad afecta a ciudadanos de Irán que peregrinan a los santuarios chiíes de Siria. Varios de ellos han sido secuestrados por grupos opositores y acusados de espionaje, por la estrecha alianza que el Gobierno iraní mantiene con el de El Asad.

Uno de los indicios más claros sobre la precariedad de la situación siria es el abandono del país por parte de Jaled Meshal, máximo dirigente político de Hamás, la milicia islamista palestina que durante los últimos años ha mantenido su sede en Damasco. Meshal ha dejado la sede de Damasco "abierto pero vacío", según fuentes de Hamás, y en adelante vivirá entre Catar (cuyo Gobierno es uno de los principales enemigos de El Asad) y Egipto. El grueso de la infraestructura de Hamás ha sido trasladado ya a El Cairo.

# La ONU estudia pedir la dimisión de El Asad y un gobierno de unidad

La resolución que se debate no hace mención expresa a medidas de fuerza

DAVID ALANDETE  
Washington

En una nueva jornada de violencia en Siria, el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas se reunió ayer para comenzar a debatir una resolución, redactada por las misiones europeas y árabes, que llama a la transición política a un sistema "democrático y plural". A pesar de que en esa resolución no hay mención expresa al uso de la violencia contra el Presidente Bashar el Asad y su régimen; sus aliados en Rusia, un país que es miembro permanente del Consejo de Seguridad, han dado indicaciones de que podrían vetarla.

En la resolución, obtenida ayer por EL PAÍS, se apoya explícitamente "la iniciativa de la Liga de Estados Árabes detallada en su decisión del 7 de enero de 2012 de facilitar una transición política que conduzca a un sistema político democrático y plural, en el que los ciudadanos sean considerados iguales independientemente de sus afiliaciones, etnias o credos". Se pide a El Asad que integre a la oposición en un gobierno de unidad nacional, "delegando su total autoridad sobre su vicepresidente, para que coopere completamente con el gobierno de unidad nacional".

Rusia dio indicaciones de que podría vetar esa resolución, ya que como miembro permanente de ese Consejo goza de esa potestad. El viceministro de Asuntos Exteriores ruso, Gennady Gatilov, dijo en una entrevista a la agencia Interfax que "cualquier decisión sobre el futuro político en Siria debe tomarse sin condiciones previas" y que la exigencia de que El Asad dimita constituye "una condición previa". "No podemos dar nuestro apoyo a la salida de El Asad en una resolución del Consejo de Seguridad", añadió.



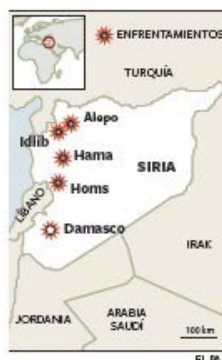
Desertores del Ejército sirio defienden una calle próxima a una manifestación antigubernamental en Homs. / AP

Según fuentes conocedoras de las negociaciones consultadas ayer por este diario, la resolución no se votará en ningún caso antes del martes, fecha en la que el Consejo de Seguridad recibirá un informe del secretario general de la Liga Árabe, Nabil al Arabi. "Las partes implicadas considerarán la resolución el viernes y el lunes, e in-

## Rusia anuncia que si el texto pide la salida del presidente sirio, lo vetará

tentarán vencer la resistencia de la representación rusa, que es la que más se opone a ella", explicaron ayer esas fuentes.

La Liga Árabe ha pedido a El Asad que abandone el poder y que lidere una transición pacífica a la democracia, algo que el



Gobierno sirio ha ignorado. El Asad y sus ministros acusan a los manifestantes prodemocráticos, enardecidos por los derrocamientos de la primavera árabe, de ser en realidad turbas controladas por terroristas extranjeros que han aniquilado

hasta la fecha a 2.000 soldados y policías nacionales. A El Asad le quedan pocos aliados en la escena internacional, entre ellos Rusia e Irán.

En la propuesta que se comenzó a debatir ayer en el Consejo de Seguridad, se asegura claramente: "no hay nada en esta resolución que obligue a los Estados a recurrir al uso de la fuerza o a la amenaza del uso de la fuerza". Aun así, "condena las continuadas, extendidas y flagrantes violaciones de los derechos humanos y de las libertades fundamentales por parte de las autoridades sirias, como el uso de la fuerza contra civiles, las ejecuciones arbitrarias, las matanzas, las persecuciones de manifestantes y de miembros de los medios de comunicación, las detenciones arbitrarias, las desapariciones, la interferencia en el acceso a tratamiento médico, la tortura, la violencia sexual y el maltrato, incluso contra los niños".

El Mundo (Espagne / Spain)

# La represión intocable de Asad en Siria

A pesar de los muertos y la tortura, Rusia y China bloquean la condena de la ONU

**PABLO PARDO / Washington**  
Especial para EL MUNDO  
Rusia se preparaba ayer para torpedear cualquier posible resolución de Naciones Unidas pidiendo algo tan suave como una «transición política» en Siria en la que Bashar Asad deje la jefatura del Estado al primer ministro, Adel Safar. La propuesta, que había sido presentada por Marruecos, no condenaba la represión, y estaba siendo debatida a puerta cerrada por el Consejo de Seguridad al cierre de esta edición. Es una declaración que apoya de forma explícita la propuesta Liga Árabe, que Rusia ya ha declarado inaceptable.

Los ejes del bloqueo ruso son dos. El primero es que la declaración de la Liga Árabe no descarta de forma explícita una intervención militar. El segundo, que propone sanciones a Damasco, incluyendo un embargo de armas.

El máximo responsable de la empresa estatal rusa de exportación de armamento, Rosobonexport, Anatoly Isaikin, ya declaró en verano de 2011 que Moscú está transfiriendo a Damasco, entre otros equipos, aviones de transporte Yak-130, con los que el régimen de Bashar Asad puede mover tropas por todo el país.

Pero Moscú y Pekín –que tienen veto en el Consejo de Seguridad de la ONU– no son el único soporte de Damasco. La publicación *Oil and Gas Journal* informaba ayer de que, según EEUU, Irán está ayudando a Siria a romper el embargo petrolero al que ese país está sometido desde el 1 de septiembre.

Según el Departamento de Estado, al menos un petrolero ha cargado 91.000 toneladas de petróleo en Siria y las ha transportado a Irán, un país productor de crudo y que, además, no logra convertir sus propios hidrocarburos en gasolina, por lo que está claro que la operación es simplemente una forma de esquivar el embargo.

Washington ya ha lanzado acciones legales contra la empresaria consignataria y la aseguradora del barco.

El Gobierno de Damasco asegura que el embargo de petróleo le ha costado ya 1.500 millones de euros, una cifra equivalente al 3% del PIB de Siria.



Los cuerpos sin vida de dos niños asesinados, ayer, por las fuerzas del régimen sirio. / REUTERS

## Un historial de fracasos

> **Civiles.** El Consejo de Seguridad de la ONU condenó en agosto del año pasado la violación de los derechos humanos y el uso de la fuerza por parte del régimen sirio contra los civiles.

> **Violencia.** Unos meses más tarde, en noviembre, Naciones Unidas volvió a condenar al Gobierno sirio por la represión desencadenada contra la población civil y exigió el fin inmediato de la violencia. China y Rusia se abstuvieron.

> **Torturas.** En diciembre de 2011, aprobaba otra resolución en la que denunciaba las «ejecuciones arbitrarias, las desapariciones, el uso de la tortura y el asesinato de manifestantes».

Pero Moscú ya había dejado claro de antemano que su respuesta era no. «No podemos apoyar en ninguna declaración de la ONU un llamamiento para la salida de Asad». Así de clara dejó su posición Guennadi Gatilov, el viceministro ruso de Asuntos Exteriores, en declaraciones a la agencia de noticias Interfax. Gatilov declaró que la resolución estaba «condenada al fracaso», y recordó que no sólo Rusia se opone a ella, sino también China.

## Una 'guerra' con casi 400 niños asesinados y 380 en cárceles

Los rebeldes sirios son cada vez más y están mejor armados

El Cairo  
La lucha que baña las calles de Siria de sangre desde hace meses tiene ya un terrible rastro de cadáveres sin edad para disparar y menos para morir asesinados: nada menos que 384 niños han muerto en la represión de las revueltas que exigen desde marzo la salida de su presidente, Bashar Asad.

Como aquel pequeño que su padre cargó hasta el capó del coche oficial de los observadores de la Liga Árabe después de que se les oyera decir que no habían visto nada atroz. O como los dos de la fotografía que acompaña esta información. Son parte de los cinco menores que, según denunció ayer la oposición, fueron asesinados en Homs junto a cinco mujeres y un hombre.

La realidad confirma cada día la peor de las hipótesis ante una tragedia que, ayer, oficializaba el informe de Unicef, con otro dato escalofriante: otros 380 menores (algunos ni siquiera han cumplido los 14 años) han sido detenidos desde que comenzaron los enfrentamientos entre los leales al régimen y los rebeldes.

La cifra de asesinados representa un importante incremento en el número de víctimas infantiles en el último mes. El anterior balance del conflicto, hecho público el pasado 2 de diciembre por la Alta Comisión para los Derechos Humanos de la ONU, Navi Pillay, era de 307 niños desaparecidos.

Los últimos datos facilitados ayer desde la ONU elevan el total oficial de muertos a 5.600, aunque algunas

organizaciones casi duplican el cálculo en un país que parece cada vez más fuera de control.

Homs es ya, sin siquiera la duda de la Liga Árabe, territorio comanche. Los observadores confirman «un fuerte incremento de la violencia» tanto en esta ciudad como en Hama e Idlib. De un lado, los represores, fieles a Asad. Y de otro, el Ejército Libre de Siria, que parece disponer cada día de más armas y más voluntarios para dispararlas.

El jueves por la noche, la resistencia denunció además la colaboración de Irán con el régimen de Asad en un vídeo que mostraba cinco supuestos Guardianes de la Revolución iraníes capturados en Homs. Sólo ayer, la oposición contó allí más de 30 muertos.

Diário de Notícias (Portugal)

## Missão da Liga Árabe na Síria foi suspensa

**DAMASCO** “Por causa da deterioração da situação na Síria e do uso contínuo da violência foi decidido que os trabalhos da missão da Liga Árabe na Síria serão imediatamente suspensos”. Foi desta maneira que o secretário-geral da Liga Árabe, Nabil al-Arabi, anunciou ontem que os observadores enviados em dezembro para território sírio vão parar de trabalhar, apesar de não haver planos para que estes abandonem o país.

O objetivo dos países árabes era pressionar Damasco a cumprir um acordo que previa o fim da violência contra os populares que têm saído à rua para protestar contra o regime de Bachar al-Assad. Apesar de na passada terça-feira a Liga ter anunciado o prolongamento da missão por um mês, vários países, como a Arábia Saudita, decidiram retirar os seus representantes da Síria comprometendo a missão.

A decisão de Assad de permitir a entrada de observadores no país foi vista desde o início como estratégia para ganhar tempo.

De acordo com a AFP, pelo menos 193 pessoas, na maioria civis, foram mortas numa nova onda de violência que está a varrer o país.

Publico (Portugal)

# Rússia vetará qualquer resolução sobre a Síria que implique a deposição de Assad

Ana Gomes Ferreira

Em Homs, 37 mortos; em Hama, 15; no resto do país, 22. Uma sexta-feira sangrenta a marcar a chegada do conflito sírio ao Conselho de Segurança

● O Conselho de Segurança das Nações Unidas começou ontem à noite (hora portuguesa) a discutir uma proposta árabe e europeia para solucionar o conflito na Síria. Mas a Rússia, que tem direito de veto neste organismo, votará contra qualquer documento que defenda a deposição do presidente Bashar al-Assad.

A saída de Assad faz parte do mapa para a paz da Liga Árabe, cujos representantes devem chegar hoje a Nova Iorque para falarem ao Conselho de Segurança (CS). "Não podemos apoiar uma resolução com a partida de Assad", disse o vice-ministro dos Negócios Estrangeiros russo, Gennadi Gatilov, citado pela Interfax.

A Rússia é uma velha aliada da Síria e um dos grandes fornecedores de armas ao Governo em Damasco. Gatilov disse que esta iniciativa árabe e europeia está condenada ao fracasso porque a Rússia já clarificara a sua posição, assim como a China, que também tem direito de veto no Conselho. O Governo russo fizera saber na quinta-feira que estava a trabalhar na sua própria resolução, a apresentar ao CS, que segue a via das negociações para terminar a guerra de quase 11 meses entre o Governo de Damasco e os opositores (civis e armados).

## Crianças mortas e presas

No conflito morreram pelo menos 5700 pessoas, 384 delas crianças, de acordo com os dados divulgados ontem por Marixir Mercado, porta-voz da Unicef, a agência da ONU para a infância. Mercado disse que o número se baseia em relatórios das organizações de direitos humanos e que a maior parte das crianças mortas são rapazes. "Perto de 380 crianças estão detidas, algumas com menos de 14 anos", acrescentou.



Protesto anti-Assad na Jordânia

A resolução em discussão, que sustenta o plano de paz da Liga Árabe, foi bem aceite pelos europeus, disse uma fonte da ONU à Reuters. Ao propor a saída de Assad e a criação de um governo de unidade, "facilita uma transição política com vista à demo-

cracia e a um sistema político plural". No final do ano, a Liga Árabe decidiu mediar o conflito na Síria para travar a morte de civis. A resistência de Assad levou à suspensão do país da Liga e à aprovação de sanções, nunca aplicadas: corte de relações comerciais e congelamento dos bens sírios nos países árabes.

O Presidente sírio acabaria por se comprometer com o fim da violência, a libertação de presos políticos e o início de negociações com a oposição. Mas não aplicou o que disse.

E nem a entrada de observadores árabes no país fez diminuir a violência da parte do Governo.

Ontem, a Síria viveu mais um dia de grande violência. As forças de segurança mataram 37 pessoas na cidade de Homs, sendo 14 delas da mesma família. Em Hama, outras 15 foram mortas num ataque de morteiros contra bairros conotados com a oposição. E, de acordo com o Observatório sírio para os Direitos Humanos, ouvido pela Reuters, noutras cidades morreram mais 22 pessoas, incluindo 12 que participavam num funeral em Nowa.

Publico (Portugal)



A espiral de violência – na sexta-feira morreram mais de 100 pessoas – levou o Conselho Nacional Sírio (CNS) a decidir pedir protecção para a população às Nações Unidas. O presidente do CNS, Bourhan Ghaloum, chefe a equipa que, hoje, será recebida por membros do Conselho de Segurança, em Nova Iorque.

Este começa amanhã a debater uma proposta árabe e europeia para a resolução do conflito na Síria que preconiza o afastamento de Assad e a criação de um governo de unidade nacional. A Rússia anunciou que vetará qualquer documento que exclua Assad do poder. “Já dissemos claramente que a Rússia não considera esse texto como uma base para um acordo”, disse o embaixador russo nas Nações Unidas, Vitalik Churkin, citado pela AFP.

Na terça-feira, é a vez de os enviados da Liga Árabe à ONU (o secretário-geral Nabil el-Araby e o primeiro-ministro do Qatar, Hamad al-Thani) defenderem as suas opções em Nova Iorque. E só no final deste processo se saberá se a resolução vai a votação. Dependerá do acordo que os diplomatas conseguirem alcançar para evitarem o veto da Rússia, que confirmou estar em negociações com o Governo de Damasco para encontrarem a sua própria solução para o conflito.

Não será fácil todas estas partes chegarem a um compromisso. O que, considera a oposição síria, dará mais tempo a Assad para adensar a violência.

#### Via militar

Talvez por isso, um elemento do Conselho Nacional Sírio, Louay Safi, tenha dito ontem à estação de televisão Al-Jazira que o Exército de Libertação da Síria tem que ser “parte da solução” para o conflito em curso.

No início de Janeiro, este exército e o CNS uniram-se contra o regime. Na base deste entendimento estava a convicção – agora assumida por Louay Safi – de que a via militar poderia ser essencial à revolta contra Assad. A oposição viu a sangrenta guerra civil líbia e a instabilidade gerada pela militarização da oposição. Mas viu, também, que os protestos não passaram disso até à entrada dos militares nas revoltas. Tudo indica que estão dispostos a arriscar.

“Estamos a referenciar os grupos que estão no terreno”, disse uma porta-voz do CNS, Bassma Kodmani, de forma a pô-los sob um só comando. Acrescentou que o Conselho está pronto a fornecer armas e dinheiro aos grupos espalhados pela Síria. E há cada vez mais civis a juntarem-se às milícias. “Temos o direito de pegar em armas. Não vamos voltar as costas a essa solução”, disse Omar, um residente de Homs, à Al-Jazira.

“A medida que o conflito se torna mais desesperado e feio, mais pessoas terão uma morte violenta. Não há solução visível para esta luta entre um regime determinado a manter o poder, e uma revolta que há muito entrou no ponto de não retorno”, sentenciou o jornalista Jim Muir, ao escrever na BBC online sobre um conflito a que ainda não há quem chame guerra civil.

## Aumento da violência leva Liga Árabe a suspender missão na Síria

A oposição vai fornecer armas às milícias armadas. O regime intensifica os ataques. Para ambos os lados, o conflito torna-se cada mais desesperado

Ana Gomes Ferreira

● A Liga Árabe admitiu ontem que há uma escalada de violência na Síria e suspendeu a sua missão de observadores naquele país. Ao mesmo tempo, o Conselho Nacional Sírio, um dos maiores grupos da oposição, anunciou que vai pedir às Nações Unidas “protecção” para os civis que estão a ser atacados pelas forças governamentais.

Na sexta-feira à noite, o chefe da missão árabe na Síria, o general sudanês Mohamed al-Dabi – que quando chegou a Homs, no final de Dezembro, disse não existirem “situações preocupantes” –, informou a Liga de um “forte incremento da violência”, sobretudo nas cidades de Hama, Homs e Idlib, relata a AFP.

Receando pela segurança dos delegados ou por outra razão não expressa, a Liga interrompeu a missão.

Na noite de quinta para sexta-feira, os corpos de 17 opositores de Hama, que tinham sido detidos pelas forças governamentais, foram encontrados espalhados por ruas da cidade.



Meninos com armas de brincar em Hula, perto de Homs, na Síria

Membros do Conselho Nacional Sírio na Turquia: Muti al Buteyin, Semir Nesar, Muhammet Faruk Tayfur

Tinham buracos de bala na cabeça, indicando execuções. “Há um homem na casa dos 60 anos, outro na dos 40 e a maior parte estaria nos 20 anos”, disse, por telefone, uma fonte da Reuters na cidade.

Hama, disse a fonte, era ontem uma cidade deserta, depois de três dias de intensos bombardeamentos. “Há pos-

tos de controlo a isolar os bairros uns dos outros e a cidade está fortemente militarizada”.

A mais de 200 quilómetros de Damasco (a capital), esta é uma das cidades mais activas na rebelião contra o regime do Presidente Bashar al-Assad, que recorreu às forças de segurança para reprimir a revolta que começou em Março do ano passado. Está conotada com a oposição e com a violência: na década de 1980, Hafez Assad, o pai do actual chefe de Estado, esmagou uma revolta da Irmandade Muçulmana. Milhares de pessoas morreram.

Aqui, como em Homs, Idlib e nos subúrbios de Damasco, registou-se nos últimos meses uma intensa actividade das forças armadas da oposição – grupos coordenados pelo Exército de Libertação da Síria e outros que actuam isoladamente. Perante a perda de controlo de partes substanciais do país, o regime de Bashar al-Assad ordenou às forças governamentais para atacarem, neutralizando os grupos armados da oposição e as comunidades que os abrigam.

# Sectarian slaughter of the innocents in Syria

By Aedine Blainfield  
Middle East Correspondent

EVEN by the unimposing standards of Syria's uprising, the most brutal of the Arab Spring, this images are harrowing. Their faces battered and bloodied, the four children are laid out on a bed. The camera hovers first over the body of a male toddler in a turquoise sleep suit and blue and pink socks. He is not yet of walking age.

A life around his neck is splattered in blood and he is lying on the upturned head of his older sister, whose face is stained crimson. Beside them on the street are the bodies of two more young children, a boy and a girl, both bearing horrific injuries.

The blood-soaked chest next to them. On the floor to the left of the bed is a veiled woman, perhaps the child's mother. The camera pans a little further away to show another child, his face so bloody it is difficult to tell his sex or age. It is impossible to verify the exact circumstances in which 11 members of the Bahader family were killed in their house in Hama on Thursday, their eight captured by an amateur cameraman.

According to neighbours in the city's Karm al-Zuhour district, they were murdered simply because they were Sunni Arabs, victims of militiamen from President Bashar al-Assad's Alawite Shia minority on a vengeance mission after some of their colleagues were killed by Sunni rebels at a checkpoint.

"It's racial cleansing," one resident of Karm al-Zuhour was quoted as saying. "They are killing people because of their sect."

Syria's struggle to shake off its dictators, a man once regarded by the West as a representative of a new generation, of unqualified Middle East leadership, has been more bloody than that, any other state caught up in the Arab awakening.

In the past 10 months, more than 5,000 civilians have died. The United Nations, which called the figure, said that it was gathering up by updating the tally would say.

But the frosty with which the Bahader



The bodies of members of the Bahader family wrapped in shrouds in the city of Hama. Witnesses fear they were victims of sectarian violence, killed by militiamen from President Bashar al-Assad's Alawite Shia minority

both cities. The surge in violence appears to reflect growing regime jitter after the rebel Free Syrian Army earned out attacks within four miles of the centre of Damascus, the closest it has come to the heart of the capital.

"Many fear the violence will intensify and take on a more sectarian tone," Sunnis and Alawites in Hama have already carried out hundreds of fit-for-all kidnappings in a so-called "revenge" of the Bahader family, and Hama, two days from the coast, has seen the death of the Bahader family on only one to be killed. The growing, cross-sectional hatred at the epicentre of the uprising.

Ruass's deputy foreign minister, said that the draft contained "no fundamental concession of our position," and protested that there was no specific clause ruling out military action.

The international community's perceived intolerance in responding to the crisis in Syria has angered many of Mr Assad's opponents, who question why the West was willing to act to protect Libya but not Syria.

But the growing sense that there might be a way out. In a UN Security Council meeting, UN secretary-general urged the Security Council to put aside its differences. "We mustly shelling residential suburbs in

way" since Tuesday. The violence, he added, did not "help the atmosphere to get all sides to sit at the negotiating table."

With the situation rapidly deteriorating, the UN Security Council met in closed session last night to discuss a draft resolution from Western and Arab states with the intention of bringing the matter to a vote next week.

But in Hama, the Syrian general said, the Arab League's decision to monitor the mission to Syria, and that things were getting worse, saying that unrest had risen "in a significant



The Independent (Royaume=Uni / United Kingdom)

# Russia stands fast in support of Syrian regime

By **CATRINA STEWART**

Russia's support for the embattled regime of Bashar al-Assad was increasingly at odds with international opinion ahead of a UN Security Council meeting last night to discuss ways to loosen the Syrian government's hold on power, where thousands have died in an 11-month uprising.

In a rare show of unity, European and Arab powers are backing a new draft resolution reflecting Arab League demands that President Assad step aside to allow a political transition to a democratic, pluralist system of government.

But Moscow, which has shown almost unshakeable support for Mr Assad since the uprising began and wields a Security Council veto, signalled it would block the wording of the resolution as it stands, criticising calls for the removal of Mr Assad and ambiguity over the prospect of military intervention.

"Any decision about a future political settlement in Syria must be made during the political process without... preliminary conditions and the demand for Assad's resignation is a preliminary condition," Interfax news agency quoted Deputy Foreign Minister Gennady Gatilov as saying yesterday. The Kremlin, a major arms supplier to Syria, is



**GENNADY GATILOV**

Russia's Deputy Foreign Minister is ruling out removing Assad from power

particularly concerned about unspecified "other measures" to be taken if Syria does not comply within 15 days. "What measures? That is our question," he said.

A vote could take place on the draft resolution as early as next week.

Nearly 100 people have died in two days of escalating violence. At least 37 people were killed yesterday, 15 of them during a pre-dawn assault by security forces on Hama, where eyewitnesses told of bodies strewn in the street. Another 22 were killed elsewhere in the country, including 12 members of the security forces, activists said.

A day earlier, about 62 civilians were killed, 33 of them in mostly sectarian fighting in Homs, a symbolic centre of resistance to the regime's crackdown. Rami Abdul-Rahman, of the British-based Syrian Observatory for Human Rights, described it as a "terrifying massacre".

Video footage posted online by activists showed images of an entire family, including five children, al-

# Syrians pay price for conflict

Commercial hub hit by inflation  
Backing for regime despite shortages

By Michael Peel in Aleppo and Abigail Fielding-Smith in Beirut

Violence continued across Syria yesterday amid the growing militarisation of the 10-month uprising, and fuel shortages deepened in Aleppo, the commercial capital.

As the UN Security Council prepared to meet for talks on the country's worsening crisis, activists claimed President Bashar al-Assad's security forces had launched offensives in the protest centres of Homs, Hama and the restive Damascus suburbs.

In Aleppo, government agents were deployed outside a mosque that has been one of the sites of sporadic protests.

Meanwhile, the city's residents continue to struggle with the economic costs of what some fear is a slow slide into civil war.

"We are living in a bad time," said Abdulqadir, a worker in a shop down the road from where about a dozen security agents, some in leather jackets and others in body armour, were gathered outside a mosque in Aleppo's Salaheddin district. "We have high prices and people are listening to the news and they are afraid."

An assault by government forces in the divided city of Homs on Thursday and yesterday killed 37 people, including nine children, according to Rami Abdulrahman of the London-based Syrian Human Rights Observatory.

Activists posted images on the internet that appeared to show the bloodied corpses of small children wrapped in plastic bags.

Opponents of Mr Assad also claimed the regime had mounted attacks in the central city of Hama, while fierce fighting was reported in Douma in the Damascus hinterland, where the rebel Free Syrian Army has taken a tenuous control of some areas.

General Mustafa Dabi,



Umayyad mosque in Aleppo, a city where protests have been limited so far but where the continuing violence is hurting the economy

Gerry

head of a month-old Arab League mission to Syria charged with assessing Damascus's implementation of a regional peace plan, called for an immediate halt to violence that he said had climbed steeply since Tuesday. The Syrian govern-

ment denies targeting civilians and says the attacks by its security forces are a legitimate response to an uprising by armed terrorist gangs backed by foreign powers.

In Aleppo, drivers in a line of cars at a petrol sta-

tion in the Midan district were preparing to queue most of the day for fuel to arrive. Many said the supply crisis had worsened since the new year as the Free Syrian Army had stepped up its operations on roads into the city.

A worker at the petrol station, where pictures of Mr Assad adorned stands full of car lubricants, claimed opposition "terrorists" were attacking and intercepting fuel tankers as part of a campaign against the regime.

In the queue of cars snaking around the station forecourt, drivers blamed their economic troubles on both the armed opposition and western countries that have imposed sanctions on Syria's oil industry.

One man said he stayed in bed some days because of shortages of heating oil. Others said the price of

sugar had doubled while the cost of a dozen eggs had soared.

A taxi driver named Rafi vowed to defy what he termed an opposition conspiracy to use economic pressure to bring down Mr Assad. "If we have to sell our house and our clothes, we will never surrender," he declared, tugging demonstratively at his blue jumper.

There were no obvious signs of protests during a car tour of several districts of Aleppo after Friday prayers, the traditional rallying point for protesters.

The university campus, which activists say has previously seen demonstrations numbering hundreds of people, was almost deserted.

There were only whispers of dissent in a city where a number of those interviewed by the Financial

Times attacked the opposition - and particularly the militarised elements of it - for causing insecurity and destabilising the country.

Residents reported seeing small protests of a few dozen people lasting only a few minutes at a time, while a man buying fresh herbs from a fruit and vegetable stall outside another Salaheddin mosque claimed he had seen much bigger demonstrations.

"I would give you more details but I am afraid to," he added, before turning quickly away from the warmth of the stallholder's brazier and into the rain.

MORE AT FT.COM

Interactive map and timeline on the Syrian uprising  
[www.ft.com/syriauprising](http://www.ft.com/syriauprising)



Le Journal de Montréal (Canada)

# Le Conseil de sécurité se heurte aux demandes de la Russie

**NEW YORK | (AFP) Européens et pays arabes ont présenté hier au Conseil de sécurité de l'ONU un nouveau projet de résolution sur la Syrie fondé sur le plan de règlement de la Ligue arabe, mais la Russie a immédiatement tracé des « lignes rouges » à ne pas dépasser.**

« J'ai dit clairement que la Russie ne considérait pas ce projet de texte comme une base d'accord », a déclaré l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine. « Cela ne veut pas dire que nous refusons de discuter ».

« Nous avons indiqué quelles étaient nos lignes rouges », a-t-il expliqué en citant l'opposition de Moscou à « toute indication de sanctions et à l'imposition d'un quelconque embargo sur les armes » à destination de la Syrie. Il a aussi affirmé qu'il n'était pas question pour la Russie de « préjuger du résultat d'un dialogue politique en Syrie » en demandant le départ du président Assad.

Or le plan arabe, repris dans le projet de résolution, prévoit un transfert du pouvoir de Bachar Al-Assad à son vice-président et la Ligue a pris en novembre dernier des sanctions économiques sans précédent contre Damas.

« Il y a trois ou quatre objections principales », a confirmé l'ambassadeur français Gérard Araud. Il a fait valoir qu'il n'y avait « pas d'embargo sur les armes dans le texte » et que sur la question des sanctions et celle du « changement de régime », la résolution ne faisait que reprendre les termes de la Ligue arabe.

## Recrudescence des violences

M. Araud a dit « espérer un accord sur une résolution à la fin de la semaine prochaine », rappelant « la paralysie du Conseil de sécurité » sur ce dossier.

De son côté, le chef de la mission des observateurs en Syrie a dénoncé hier une recrudescence des violences ces trois derniers jours dans le pays, où 56 personnes ont encore été tuées hier, selon des militants.



PHOTO REUTERS

■ Depuis mardi, les violences ont fait au moins 210 morts, dont 142 civils, et 34 personnes ont été tuées hier dans le pays.

SYRIE

## La Ligue arabe suspend sa mission d'observation

**DAMAS | (AFP) La mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie a été suspendue hier en raison de la recrudescence des violences contre les civils, le chef de l'organisation panarabe accusant le président Bachar al-Assad d'avoir choisi l'« option de l'escalade ».**

« La décision de suspendre la mission des observateurs a été prise après une série de consultations avec les ministres arabes des Affaires étrangères en raison de la recrudescence des violences dont sont victimes les civils », a annoncé le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi. Le régime syrien a « choisi l'option de l'escalade », a-t-il dénoncé.

Depuis mardi, les violences ont fait au moins 210 morts, dont 142 civils. Trente-quatre personnes ont été tuées hier dans le pays, dont 23 militaires.

Les observateurs de la Ligue arabe ont été déployés depuis le 26 décembre pour surveiller l'application d'un plan de sortie de crise prévoyant l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait des chars des villes et la libre circulation des médias étrangers. Mais aucune de ces clauses n'a été mise en œuvre par Damas.

### Projet de résolution

Sur le plan diplomatique, Paris, Londres, Berlin et plusieurs pays arabes ont présenté vendredi au Conseil de sécurité un projet de résolution qui reprend les grandes lignes du plan annoncé il y a une semaine par la Ligue arabe. Mais la Russie s'est opposée à ce texte.

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, « a décidé de se rendre devant le Conseil de sécurité, pour (...) exiger une protection internationale pour les civils », a déclaré Samir Neshar, membre du comité exécutif du CNS.

The Washington Post (USA)



AHMED JADALLAH/REUTERS

Members of the Free Syrian Army patrol during a funeral Friday for protester Mazen Abu al-Dahab in the Damascus suburb of Saqba.

## Syria's army shells rebel towns

### U.N. Security Council debates draft resolution on ways to end violence

BY ALICE FORDHAM AND COLUM LYNCH

BEIRUT — Violence surged in Syria on Friday, with government forces using heavy artillery to bombard several towns, while the United Nations debated a resolution on ways to end the bloodshed, intensifying the diplomatic pressure on Damascus.

According to activists, a military crackdown that ebbed when an Arab League monitoring team began its work in the country more than a month ago resumed this week with heightened force.

"In some areas, the shelling has not stopped for three days in a row," said an activist in the central city of Homs who uses the name Hadi al-Homsi. "The regime is now waging full-scale war against the people." He described what he called a "massacre" in the district of Karm al-Zeitoun, a focal point of government military operations in the city.

Although movement between Homs neighborhoods is limited, residents participated in demonstrations after prayers, Homsi said, joining protesters elsewhere in chants hailing the "Friday of the right to self-defense."

That designation — the latest

London-based Syrian Observatory for Human Rights. He said he was increasingly afraid that the country is in a state of civil war.

According to Abdulrahman, 62 people were killed across Syria on Thursday, including 33 in Homs, and at least 60 more, including 47 civilians, on Friday. It was not possible to confirm the death toll because of tight restrictions imposed on journalists, but U.N. human rights chief Navi Pillay has said that more than 5,400 people — including civilians, army defectors and security troops executed for refusing to shoot civilians — have died since the uprising began in March.

Asked whether those killed in Homs were civilians or armed opposition members, Abdulrahman said the difference between the two was becoming ever more vague. He added that a growing number of soldiers were defecting to join a loose opposition group known as the Free Syrian Army.

The head of the Arab League observer mission, Mohammed Ahmed al-Dabi, issued a statement Friday condemning the latest surge in violence and saying that the circumstances were not conducive to the negotiations the Arab group called for Sunday in a wide-ranging proposal.

At a closed-door meeting in New York on Friday, the U.N. Security Council debated a draft resolution — introduced by Morocco on behalf of a group of

travel sanctions already introduced by the Arab League.

The developments in the Security Council underscore Syria's deepening isolation at the United Nations. In recent months, the country has been the subject of numerous resolutions in the Human Rights Council and the General Assembly condemning its conduct.

Arab League Secretary General Nabil Elaraby and Qatari Prime Minister Hamad Bin Jasim al-Thani, who leads the Arab League committee overseeing its Syria policy, are expected to brief a ministerial-level Security Council meeting early next week ahead of an as-yet-unscheduled vote on the resolution.

Russia, a close ally of Syria and permanent member of the Security Council, has warned that it will block any U.N. measure that requires Assad to step aside. Speaking to reporters after Friday's meeting, Moscow's U.N. ambassador, Vitaly Churkin, said the draft measure did not provide "a basis on which we can agree."

Russia, which has been pressing its own resolution, will continue to "engage" on the matter, he said. Syria's U.N. ambassador, Bashar al-Jaafari, said Western powers think Syria is "still under their hegemony, and they deal with us as if we are a former colony, that we should subjugate ourselves to their will." He added: "They are wrong, and they will be disappointed."



doors and doors and ransacking offices. The Syrian ambassador, Yousef Ahmed, blamed Egypt's security forces for failing to prevent the attack.

Also Friday, the Free Syrian Army appeared to score a strategic victory over the Iranian government, which backs Assad, when it released a video showing a group of Iranian hostages in Syria. The video, posted online, shows five men displaying Iranian identity cards, two of them military, while Syrian fighters urge the Assad government to admit that members of Iran's Revolutionary Guard Corps are operating in the country.

It was not possible to verify the provenance of the footage.

Reached by telephone, Col. Malik al-Kurdi of the Free Syrian Army said the group had invited the Syrian government to negotiate the hostages' release, calling for an end to shelling, a withdrawal of tanks and a prisoner release.

The Washington Post Sunday (USA)

# Syria is Russia's latest stand against the West

**Moscow reasserting its authority in major crises, analysts say**

BY COLUM LYNCH

**UNITED NATIONS** — With the United States and its allies pressing President Bashar al-Assad to step down, the Arab League last week issued a detailed plan for a political transition in Syria. The plan was welcomed by the Obama administration, and Arab leaders quickly said they would refer it to the United Nations.

And a day later, Russia had its say: Not a chance.

"This is an effort from the Arab League, if I understand correctly, to sort of already put a precooked solution on the table," said Vitaliy I. Churkin, Moscow's envoy to the United Nations. "I understand that the attitude of Damascus to that has been negative."

The response doomed any hope of a quick resolution at the United Nations to bring greater pressure to bear on the Syrian government, but it also fell into a familiar pattern by which Moscow has shown a growing willingness to challenge the United States and its European partners on a range of issues.

In recent weeks, Moscow has sought U.N. scrutiny of possible crimes by NATO during its air campaign in Libya, and even called for investigations into organ sales in Kosovo, a close ally of the West. Most notably, Moscow has obstructed any effort to increase pressure on Iran.

Asked in an interview whether Russia would ever support a U.N. resolution imposing economic sanctions on the Islamic republic, Churkin said: "No chance, no chance, no chance. . . . Ever."

Critics say Moscow's tough line at the United Nations reflects what one senior council diplomat described as "the Putinization of Russian foreign policy," on the eve

of what many expect will be the return of Vladimir Putin to the presidency. Other analysts say Russia is trying to reassert its authority in the council following a period in which the United States and Europe prevailed in the handling of several major crises, engineering the downfall of former Ivory Coast leader Laurent Gbagbo and, more recently, of Moammar Gaddafi in Libya.

"The Russians looked diminished in the first half of 2011, and the strategy is to show, one, they are prepared to act as a spoiler, but, two, they can also lay out a more proactive agenda," said Richard Gowen, an expert on the United Nations at the New York University Center for International Cooperation.

The United States and its European partners have responded to Russian aims by mounting a campaign to isolate it at the United Nations, and portraying Moscow as an obstacle to the democratic changes sweeping through the

Middle East.

This past week, for example, the United States, Britain, Germany and France publicly rebuked Syria's arms suppliers, a veiled reference to Russia, for continuing to sell weapons to Damascus.

"It is glaringly obvious that transferring weapons into a volatile and violent situation is irresponsible and will only fuel the bloodshed," Britain's U.N. envoy, Mark Lyall Grant, told the Security Council.

Russia is coming under mounting pressure to break with Assad from the Arab League, which is sending a delegation to the Security Council on Tuesday to press its case for a political transition that would require that the Syrian leader step aside. Meanwhile, Morocco, acting on behalf of a group of Western and Arab governments, has introduced a draft resolution endorsing the Arab League initiative calling on states to follow the Arab organization's example by imposing sanctions on Syria. The Russians have responded coolly.

The high-level diplomatic gamesmanship is playing out as violence continues to spiral in Syria, forcing the United States to prepare for the possible closure of its embassy and the evacuation of its diplomatic personnel. U.N. officials estimate that more than 5,400 civilians have been killed, mostly at the hands of government security forces, since protesters took to the streets earlier last year.

Russia's stance underscores the strength and depth of its relationship with Assad's regime, which is not only a recipient of Russian arms but also host of a Russian naval base. The crisis in Syria also has provided Moscow with an op-

portunity to show it is a more reliable ally than Western powers, particularly the United States, which is seen by many in the region as having abandoned one of its closest allies, former Egyptian leader Hosni Mubarak.

"If you have good relations with a country, a government for years, for decades, then it's not so easy to ditch those politicians and those governments because of political expediency," Churkin said.

Asked if he was trying to change the subject from Syria, Churkin acknowledged that the Security Council has been the scene of "games of distraction," but he said Russia's concerns about the Libya mission were legitimate, asserting that the killing of civilians during the NATO campaign was "a real issue."

Russia, along with Brazil, China, India and South Africa, believe it would be extremely dangerous if the West continues to be "carried away by this regime-change idea," he said.

In Syria, Russia has pursued a complicated diplomatic strategy to shore up the regime, joining China in vetoing the Western-backed resolution threatening sanctions against Damascus, and introducing its own resolution. That resolution, now stalled, sought to focus the Security Council's energy on backing a political settlement between the Syrian government and the opposition, and cutting off military supplies to the opposition.

Under the resolution, Assad's army could still be armed.

Asked if Russia's ongoing arms sales to Assad's government were perhaps undercutting his government's effort to pursue a political settlement, Churkin said: "We are not doing anything which is contrary to international law. Other than that, we don't have to give any explanation to anybody."

lynch@washpost.com

**"If you have good relations with a country, a government for years, for decades, then it's not so easy to ditch those politicians and those governments because of political expediency," Churkin said. "We are stronger on our allegiances than others."**

**Vitaliy I. Churkin, Moscow's envoy to the United Nations**

Tensions between the West and Russia have spilled over into a series of highly personal attacks at the United Nations. Last month, U.S. Ambassador Susan E. Rice

derided Churkin's appeal for a new probe into possible NATO killings as a "cheap stunt" aimed at distracting attention from the killing in Syria.

**YOU DON'T NEED 1,455 HANDYMEN. YOU NEED ONE.**

**service alley**

# Russia stands firm as Assad's bulwark

MOSCOW

Moscow casts uprisings as Western project to reshape the Middle East

BY ELLEN BARRY

There are not many world capitals today where President Bashar al-Assad of Syria can count on full-throated support. But diplomats who passed through Moscow this week hoping to secure Russia's help in forcing Mr. Assad from power met with cold refusal.

Moscow entrenched itself as Mr. Assad's political bulwark on Friday, declaring that it would, together with China, block a Western-drafted U.N. Security Council resolution calling for Mr. Assad to step down. Meanwhile, Deputy Foreign Minister Sergei A. Ryabkov rejected Western criticism of ongoing arms shipments to Mr. Assad's government, including a freshly inked \$550 million contract for fighter planes. "I do not understand why we should justify ourselves for that, constantly blush, turn pale, be damp with sweat," Mr. Ryabkov told Ekho Moskvy radio station Thursday. "We are acting within our rights."

Russian political support has proved essential to the regime, said Peter Harling, a Syria specialist with the International Crisis Group. Foreign Minister Sergey V. Lavrov's statements are featured continuously on Syrian state news agencies, he said, offering reassurance that Mr. Assad's government still has mighty and unshakeable allies.

"It is central to the regime's narrative, and key to the cohesiveness of the regime's ranks," Mr. Harling said. "They believe that the international community is divided. So Russians are providing cover for the regime to push forward with their approach. There is a strong belief that all doors are not closed."

The United Nations estimates that 5,400 have been killed in Syria since the uprising began last March, and the violence has escalated as Syrian soldiers defect to join the protest movement. Among the countries that have called for Mr. Assad to step down are the United States, Turkey and Jordan, as well as the members of the European Union and the notoriously nonconfrontational Arab League.

Russia has staked out this position for reasons that have little to do with the specifics of Syria's political crisis. Syria is a major customer for Russian state weapons exporters, who have already lost as much as \$10 billion in orders, by one estimate, during the political turmoil of the Arab Spring. The military industry holds sway over a significant slice of Russian voters, and "will be very angry at the ruling group" if further contracts are lost, said Fyodor Lukyanov, editor of Russia in Global Affairs.

Meanwhile, Russians are skeptical of the view that these are popular uprisings, casting them instead as part of a Western project to reshape the Middle East. Prime Minister Vladimir V. Putin openly seethed over the aftermath of the U.N. resolution on Libya, which China and Russia last March agreed not to veto. Many in the government contend that President Dmitri A. Medvedev was deceived by Western allies who then used airstrikes to drive Muammar al-Qaddafi from power.

"We were naive," said Yevgeny Y. Satanovsky, president of the Institute of Middle Eastern Studies. "The Chinese were the same. Trust this: That was the last mistake of such type."

The standoff over Syria has also come at a critical moment in Russian politics, as Mr. Putin himself faces large anti-gov-

ernment demonstrations for the first time. Mr. Putin — who hopes to return to the presidency on March 4 — has blamed the United States for mobilizing protesters, and anti-American rhetoric has surged back onto state-controlled television. The conciliatory tone that developed under Mr. Medvedev's term has already given way to something tougher.

"Theoretically, the Western bloc has a few more months of the Medvedev presidency," said Mr. Satanovsky, who last week briefed Russia's minister of foreign affairs. "After that, Putin is a bigger realist than Medvedev, he has more experience, he is much more pragmatic. I don't think he will have these ideas that opened from the Medvedev side the gate to this campaign in Libya."

Russia has benefited from Syria's isolation from the West over the years, because it enjoys preferential access for its arms and petroleum industries.

Around the time Mr. Putin came to power, Moscow wrote off 73 percent of Syria's Soviet-era debt and acquired a steady customer. Syria places orders worth about \$700 million a year, making it a "major, very important, high-priced client by Russian standards," said Ruslan Aliyev, a defense specialist at the Center of Analysis of Strategies and Technologies, a Moscow research center. Russia has been reluctant to use military sales for political leverage over Syria, according to diplomatic cables released by the anti-secrecy group WikiLeaks.

The Kremlin does not wield much influence over Mr. Assad's actions, Mr. Aliyev said. This created problems for Moscow in 2006, when Israel — another Russian ally — found that Hezbollah fighters were using Russian-made weaponry that had been sold to Syria, in violation of Syria's agreement with Russia. Mr. Aliyev called this "a weighty slap in the face." Similarly, Mr. Assad has defied Russian entreaties to "stop the hostilities and bloodshed."

"In fact, he is not Russia's satellite, and nobody can influence him," Mr. Aliyev

**Syria is a major customer for Russian state arms exporters, who have already lost as much as \$10 billion in orders.**

said. "It's difficult to defend a person who does not want to cooperate with you and is not prepared to take advice from you."

Mr. Aliyev, who was present at meetings with U.S. diplomats last week, said Americans were convinced that Mr. Assad's government was bound to fall and advocated engaging with the opposition. He said Russian officials were "more pragmatic," arguing that regime change would lead to "a civil war, followed by rampant violence and banditry and terrorism, as it happened in other countries."

Russian analysts warn that if Mr. Assad falls, it will lead to a broader war pitting Arab nations against Iran. Mr. Lavrov evoked that possibility last week, warning of a "a very big war that will cause suffering not only to countries in the region, but also to states far beyond its boundaries."

Mr. Satanovsky said Russia would see "maybe hundreds of thousands, maybe millions of refugees coming from Iranian territory into Azerbaijan and Russia" if that occurs, as well as ethnic violence and the spread of terrorism. He said Russia supported not Mr. Assad, but stability.

"After Egypt, Tunisia, Iraq, Afghanistan, why should Russia once more look at all this with the idea that everything will be all right?" he said. "This is not a choice between good and bad; this is a choice between bad — which we have now — and terrible and apocalyptic."

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

# Un énième vendredi sanglant en Syrie : au moins 102 morts

**Révolte** Le Conseil de sécurité se réunit à huis clos pour discuter d'un plan de sortie de crise arabo-européen.

La Syrie a vécu hier un véritable bain de sang, avec au moins 102 personnes tuées, selon le bilan de la chaîne de télévision al-Arabiya. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), des civils ont notamment été tués à Naoua, dans la province de Deraa, Alep, Homs, Douma, Harnourieh (dans la banlieue de Damas) et Hama. D'après l'OSDH, c'est la première fois que des civils sont tués par les forces de sécurité à Alep, deuxième ville du pays. Deux enfants figurent également parmi les victimes.

En outre, deux attentats visant les forces de sécurité à Idleb et à Mazatlib, près de Deraa, ont fait douze morts parmi leurs membres, a annoncé le président de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. À Idleb, un attentat à la voiture piégée contre un poste de contrôle des forces de sécurité a ainsi fait six morts. Et à Mazatlib, des soldats rebelles ont attaqué deux bus de la sécurité, faisant six morts et cinq blessés, a expliqué M. Rahmane, sans précision sur les auteurs du premier attentat.

Le chef de la mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie, le général saoudien Mohammed Ahmad Moustapha al-Dabi, a déclaré hier que les violences avaient augmenté « de manière importante » depuis mardi, en particulier à Homs, Hama et Idleb.

Comme chaque vendredi depuis le début de la révolte, les militants prodémocratie avaient appelé les Syriens à manifester en masse contre le régime. Un appel largement entendu. À Damas, des manifestations ont ainsi eu lieu dans les quartiers de Midane, Kaboune et Barzeh, malgré des tirs des forces de sécurité dans les deux premiers, selon l'OSDH. À Deraa, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants dans le quartier de Hamidiyeh, et ont encerclé la mosquée Omar ben Khattab », selon la même source.

Des manifestations ont également eu lieu à Palmyre, Jésser, Hassaka, Idleb, Malechia, Douma, Homs, où des snipers



À Idleb, face à l'intransigeance de Moscou, des manifestants antirégime ont piétiné un portrait de Vladimir Poutine.

Photo Reuters

tiraient à l'aveuglette, Deraa, Zamalka, Hatit el-Turkman, Hama, Qamishli, Alep, Baraza, Az-Zyabeyh, Lattaquié, Khan Shaykoun, al-Habeet, Madaya, al-Rayaika, Kafra Sajna, Moqa, Heesh, Maar Zetta, Jabala, Chelki Moustapha, Amouda, Talbisé, Sarineen, Qussayr, Daraya, ainsi que dans plusieurs villes du Houran. Une présence massive des Kurdes a été signalée parmi les manifestants hier, surtout à Alep, selon une source de l'opposition.

Parallèlement, l'ASL a annoncé avoir arrêté cinq militaires iraniens. Elle a appelé l'Iran à « reconnaître clairement la présence en Syrie » de militaires iraniens venus « aider le régime d'Assad », et à retirer ses troupes du territoire syrien.

À l'étranger, plus de 200 opposants au régime de Bachar el-Assad ont attaqué l'ambassade de Syrie au Caire, brisant portes et fenêtres pour pénétrer de force dans le bâtiment, avant d'en être chassés par les forces de sécurité égyptiennes.

## L'intransigeance de Moscou

Sur le plan diplomatique, après plus de dix mois de révolte et des milliers de morts selon

l'ONU, le Conseil de sécurité s'est réuni hier à huis clos pour discuter du dossier et un projet de résolution mis au point par des pays occidentaux et arabes, prévoyant la mise à l'écart de Bachar el-Assad, pourrait être soumis à un vote dès la semaine prochaine. Selon des sources diplomatiques, la délégation marocaine devait soumettre lors de cette réunion ce projet, rédigé par des diplomates britanniques et français en consultation avec le Qatar, le Maroc, les États-Unis, l'Allemagne et le Portugal. Signalons que ce texte vise à remplacer celui soumis par la délégation russe, jugé trop timoré par les Occidentaux. Cette nouvelle version invite notamment le Conseil à se prononcer pour une « transition politique ».

La Russie, qui a un droit de veto au Conseil, a néanmoins déjà jugé ce texte « inacceptable ». Pour Moscou, ce projet ne tient pas suffisamment compte des propositions russes et ignore certains aspects du problème qui apparaissent « fondamentaux » aux yeux du Kremlin. « Toute décision sur un règlement politique en Syrie doit être prise (...)

sans condition préalable, et exiger la démission d'Assad serait une condition préalable », a indiqué à l'agence de presse Interfax le vice-ministre des Affaires étrangères Guennadi Gattilov, ajoutant que « nous ne pouvons pas appuyer un appel au départ d'Assad qui figurerait dans une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies ». M. Gattilov s'inquiète aussi du fait que le texte n'exclue pas explicitement une intervention militaire contre la Syrie, à laquelle Moscou est farouchement opposé.

Le Conseil national syrien (CNS) a réclamé de son côté que le Conseil de sécurité « condamne les crimes du régime et s'engage à juger les criminels ». Il a aussi appelé la communauté internationale à « assurer une protection internationale » aux civils. « Le régime despotique a perdu la raison depuis que la Ligue arabe a décidé de transférer le dossier (syrien) au Conseil de sécurité, et s'est mis à encercler et à bombarder à l'arme lourde plusieurs villes et villages syriens, notamment Homs, Hama, Douma et Jabal Zawiya », a affirmé le CNS. Selon Nagib

Ghadban, un membre du CNS, le projet de résolution « bénéficie d'un large appui au sein du Conseil de sécurité, même du Liban, de l'Irak et de l'Algérie, le départ d'Assad n'étant plus un sujet tabou ». D'après lui, le veto russe n'est pas la fin du monde, tout en appelant à préserver les bonnes relations entre Moscou et l'opposition syrienne.

Dans ce contexte, le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, doit se rendre aujourd'hui à New York, afin de solliciter le soutien du Conseil de sécurité au plan arabe. Son homologue à l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé le Conseil de sécurité à « agir de manière cohérente et d'une même voix » sur la Syrie.

Signalons finalement que le ministre des Affaires étrangères d'Oman, Youssef ben Alouti, a affirmé hier que les pays arabes ne donneront pas leur accord à une intervention militaire étrangère en Syrie, soulignant que le seul moyen de mettre fin à la crise était un plan de paix de la Ligue arabe.

(Sources : agences et rédaction)

## Selon l'Unicef, au moins 384 enfants ont été tués depuis le début de la révolte

Au moins 384 enfants ont été tués en Syrie depuis le début de la révolte, a déclaré hier le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). « En date du 7 janvier, 384 enfants, en majorité des garçons, ont été tués », a déclaré lors d'un point de presse la directrice

générale adjointe par intérim de l'Unicef, Rima Salah, sans préciser sur quelles sources l'Unicef s'était appuyé pour établir ce chiffre. Par ailleurs, environ 380 enfants, « dont certains étaient âgés de moins de 14 ans », ont été détenus, a-t-elle ajouté.

## Une famille sunnite massacrée à Homs

Des chabbiha ont tué 14 membres d'une famille sunnite jeudi à Homs, ont rapporté des militants et des habitants. Les violences interreligieuses entre sunnites et alaouites ont commencé il y a quatre mois dans cette ville, mais ce bilan est apparemment un des plus lourds jamais enregistrés. Huit enfants âgés de huit mois à neuf ans figuraient parmi les 14 membres de la famille Bahador, tués dans un immeuble d'un quartier mixte de Homs, Karm el-Zeitoun. Les chabbiha, ont pénétré dans le

quartier après son bombardement au mortier par les forces loyalistes, qui a fait 16 morts. Des images diffusées sur YouTube, impossibles à vérifier indépendamment, montrent les corps de cinq enfants dans une maison avec des blessures à la tête et au cou. On voit également les cadavres de trois femmes et un homme. Les autorités syriennes n'ont fait aucun commentaire. « Les alaouites qui habitaient encore Karm el-Zeitoun ont mystérieusement disparu il y a quatre jours et la bruit a

circulé qu'ils étaient partis sur ordre des autorités. Aujourd'hui, on comprend pourquoi », a déclaré un médecin souhaitant rester anonyme, ajoutant que « nous avons également 70 blessés. Les antennes médicales ont elles-mêmes été prises sous le feu des mortiers ». Hamza, un militant de Homs, suppose que l'attaque des chabbiha était un acte de vengeance après des embuscades menées par les dissidents regroupés au sein de l'Armée syrienne libre.



## Grandes manœuvres pour prendre la présidence tournante du CNS

**Éclairage** L'Arabie pourrait reconnaître le Conseil national syrien comme représentant du peuple.

Les grandes manœuvres ont commencé à Paris pour le renouvellement mi-février de la présidence tournante du Conseil national syrien (CNS) critiqué par les opposants de l'intérieur qui réclament plus d'aide et moins de dissensions entre exilés.

Le 15 février, Burhan Ghalioun pourrait perdre la direction du CNS, instance de représentation de l'opposition syrienne, qui selon ses statuts renouvelle sa présidence tous les trois mois. Universitaire exilé en France depuis plus de 30 ans, tenant d'une gauche nationaliste arabe, il avait émergé en octobre comme « la » personnalité capable de rassembler au sein d'un conseil composé de multiples tendances (islamistes, nationalistes, libéraux, indépendants), adoubé par les Frères musulmans majoritaires. Son poste aurait dû être remis en jeu le 15 janvier, mais faute de consensus le vote avait été repoussé d'un mois.

À l'approche de ce rendez-vous, d'autres se positionnent. Deux opposants, dont Georges Sabra (voir par ailleurs), sont ainsi récemment arrivés de Syrie pour se faire porte-parole de la rue syrienne et lui permettre de peser davantage. Souheir al-Atassi est issue d'une grande famille d'opposants sunnites laïques de Homs. Cocréatrice de la commission générale de la révolution syrienne mais non membre du CNS, elle dit être sortie de « la clandestinité à la demande des révolutionnaires » pour passer à « une nouvelle éta-

pe ». Rappelons que parmi les exilés de longue date, la libérale Basma Kodmani, porte-parole du CNS passée par la fondation américaine Ford, avait été candidate en janvier tout comme un représentant des Frères musulmans. In fine, « c'est le Qatar, qui avec la Turquie pilote le CNS, qui choisira son chef, une personnalité montrant l'unité de l'opposition », estime Fabrice Balanche, chercheur à la Maison de l'Orient.

En attendant, tous font le même constat. Le CNS a gagné son statut de représentant légitime de la révolution syrienne notamment à l'étranger, jusqu'à l'Arabie saoudite qui pourrait reconnaître le CNS comme « représentant officiel » du peuple syrien, a indiqué Ahmad Ramadan, membre de l'exécutif du Conseil, au journal koweïtien *al-Rai*. Il n'a pas précisé quand Riyad comptait effectuer cette démarche ni si les cinq autres États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) allaient lui emboîter le pas. Le CNS reste néanmoins trop déconnecté du terrain avec lequel son action n'est pas assez coordonnée. Il ne fait pas assez pour ces jeunes qui tous les jours affrontent l'armée et la mort, indiquent les opposants de l'intérieur.

En outre, le Conseil souffre de ses dissensions avec l'Armée syrienne libre (ASL). « Nous devons maintenant organiser le travail et la coordination entre tous les acteurs (...), le mouvement révolutionnaire pacifiste,

le CNS qui est son visage politique et diplomatique, l'ASL et les soldats qui ont fait défection, et les médias », a ainsi expliqué Mme al-Atassi au site Média-part. Le CNS, qui voudrait encadrer l'ASL, insiste pour que cette armée libre se cantonne à un rôle de protection des civils quand les officiers déserteurs voudraient être plus actifs. « L'intérieur veut de la protection physique et c'est l'ASL qui assure ce rôle. Les opposants et les révolutionnaires sont reconnaissants à l'ASL avant de penser au CNS », résume Joseph Bahout, chercheur à l'Institut d'études politiques de Paris.

D'autant que les batailles d'ego et de partis, notamment entre islamistes et laïcs, paralysent le fonctionnement du Conseil. « Il n'y a pas de discipline », concède Mme Kodmani.

Le CNS est aussi fragilisé par ses échecs à trouver un accord avec d'autres composantes importantes de l'opposition. Comme avec le Comité national pour le changement démocratique (CNCD), opposé à toute intervention militaire étrangère alors que le CNS appelle à une protection internationale. Ou avec les principales formations de Kurdes (10 % de la population) qui demandent « le droit à l'autodétermination », mais se heurtent à la crainte du CNS de voir « créer un État kurde », selon Abdul Hakim Bachar, président du Conseil kurde syrien.

(Source : AFP)

### George Sabra à Paris pour remettre de l'ordre dans l'opposition

Pendant 42 ans, George Sabra a contesté le pouvoir des Assad à Damas, de planques en rencontres clandestines. Figure respectée de la révolution, il a quitté son pays pour Paris, refuge de l'opposition syrienne, avec pour mission d'y jouer les premiers rôles. L'ancien militant communiste, chrétien, a grossi le flot de ces opposants qui ont fui la répression sanglante du régime de Bachar al-Assad et trouvé refuge en Turquie, au Liban et en Europe, notamment en France. Il reçoit dans un appartement parisien où il a posé ses valises à la mi-décembre après avoir traversé à pied la frontière entre la Syrie et la Jordanie. À 65 ans, il a été dépêché par l'opposition interne pour remettre de l'ordre dans le travail du CNS. « Le CNS est parfois comme paralysé. Il va trop lentement par rapport à ce qui se passe en Syrie », estime-t-il à l'AFP en sirotant un café à la cardamome. « Il faut des réponses plus rapides et plus du soutien du Conseil national syrien. Nous avons besoin de nourriture, de médicaments ». Candidat pour succéder à Burhan Ghalioun, M.

Sabra déplore le « manque de coordination » et la cacophonie qui prend parfois le conseil. « Il y a tellement de personnes qui font des déclarations », relève-t-il. « Il faut que la responsabilité des déclarations soit confiée à des personnes définies. » « Politiquement, le Conseil a réussi. Mais concernant l'argent, l'aide aux civils, c'est un échec », déplore-t-il. Depuis sa création à l'automne, le CNS s'est toujours gardé d'évoquer une intervention étrangère alors que la rue syrienne se faisait, elle, de plus en plus insistante. « Nous devons prendre une décision claire. Les Syriens ont besoin d'être protégés contre les bombes, contre les tueries quotidiennes », estime l'opposant. « Notre devoir est de trouver les moyens et les méthodes pour arriver à cela. L'ONU est un bon endroit pour en discuter, surtout depuis que la Ligue arabe a introduit cette question au Conseil de sécurité », souligne-t-il. Il mentionne également les problèmes entre le CNS et l'ASL. « Il doit y avoir plus de coordination », insiste-t-il, évoquant la nécessité d'un « conseil militaire ».

Signalons qu'« emprisonné huit ans par le régime de Hafez al-Assad, Georges Sabra a goûté de nouveau l'année dernière aux geôles syriennes après avoir participé à des manifestations. Après un premier séjour d'un mois et un second de deux mois en prison, il est libéré le 19 septembre et rentre de nouveau dans la clandestinité, un retour aux réflexes de survie de sa jeunesse. « Il était plus difficile d'être dans la clandestinité en 1985. Là, je n'ai changé que deux fois de planques en deux mois. J'ai même habité à une cinquantaine de mètres des services de sécurité », sourit l'ancien instituteur. « C'est la première fois que je quitte la Syrie depuis un voyage aux États-Unis en 1978 », dit-il en rappelant que le régime lui avait confisqué son passeport. Il vit désormais grâce à l'aide d'un fils médecin. « Tout le monde sera candidat (pour succéder à Burhan Ghalioun). Mais celui qui pourra convaincre toutes les tendances du conseil sera président », dit-il. « Je pense que les Frères musulmans peuvent être d'accord avec moi. Et le fait que je sois chrétien n'est pas un problème. »

The Daily Star (Liban / Lebanon)

## Syrian refugee numbers jump as 600 register in single week

BEIRUT: More than 600 Syrian refugees registered with the United Nations and the Lebanese Higher Relief Committee over the past week, the largest number in a single week since the uprising began.

There are now 6,290 refugees registered with the two bodies, a report from the U.N. High Commissioner for Refugees said Friday, the majority in the Wadi Khaled and Tripoli areas.

The report emphasizes that the number reflects not new arrivals, but significant numbers of people who have been in the country for some time registering with the agencies.

The report also highlights increased security concerns of late following, among other incidents, an attack on three Lebanese fisherman, leading to the death of one, bullets fired toward Wadi Khaled and the arrival of more wounded Syrians across the border.

Also this week, the U.N. began its monthly distribution of food, hygiene kits, milk, winter clothes coupons, toys and fuel.

The U.N. said this week it was unable to keep count of the number of deaths in Syria as a result of the uprising, which has already topped 5,400.

Meanwhile, in what has become a weekly practice, worshippers staged a demonstration following Friday prayers in support of Syria's uprising from the Hamza Mosque in the Qibbeh neighborhood of Tripoli to the nearby Ibn Sina Square.

Demonstrators chanted slogans against Syrian President Bashar Assad

and the ruling Baath Party and set ablaze the flags of Russia and China because of their support for the Syrian regime, as well as the flag of Hezbollah.

Delivering Friday's sermon at the mosque, Sheikh Zakaria Masri lashed out at Syria's Baath Party which he accused of "believing in atheism," and of attempting to impose its religion on the Syrian people.

### The report reflects new registrations rather than new arrivals

Addressing Lebanese authorities, Masri asked about the fate of a number of Islamists who are in Lebanese prisons. "We ask about the young Muslim people who have been under arrest by the Lebanese authorities for several years, despite the fact that some have proven to be innocent," he said. "Does the Interior Ministry want them to remain detained in order to satisfy Tehran and Washington?" he asked.

Also, Masri warned officials against harassing or detaining any of the several thousand Syrian refugees in Lebanon, citing rumors about authorities' intentions to deport them back to Syria. "The honorable Lebanese people will not forgive the state for this [if it happens]," said Masri.

Also in Tripoli, another demonstration in support of Syrian protesters was organized by Hizb ut-Tahrir after Friday prayers. – *The Daily Star*

# Case of abducted Syrian to go to U.N. Human Rights Committee

**By Hussein Dakroub**  
The Daily Star

BEIRUT: A senior U.N. official told the family of former Syrian Vice President Shibli Aisamy Friday that the case of the leading Syrian dissident, who has been missing since May last year, has been referred to the highest international judicial authority.

A delegation from the Aisamy family met with interim United Nations Special Coordinator for Lebanon Robert Watkins at the U.N. headquarters in Yarze, as part of their ongoing moves to determine Aisamy's whereabouts more than eight months after he was kidnapped in front of his house in Aley, Mount Lebanon.

Watkins told the family that the Aisamy case has been referred to the "highest international judicial authority," the state-run National News Agency reported.

The family's delegation said that the U.N. Human Rights Committee was "following up details linked to Aisamy's kidnapping with a view to pressuring the Syrian regime to uncover his fate and release him quickly."

Aisamy, who fled Syria in 1966 over political differences with then-President Hafez Assad, was abducted in May in Aley, minutes after leaving his daughter's home for a walk.

The Aisamy family handed Watkins a letter addressed to U.N. Secretary-General Ban Ki-moon urging the U.N.

chief to intervene immediately to secure the release of "our father, who is 88 years old and whose health condition is deteriorating."

The letter pointed out that all local efforts made to determine Aisamy's whereabouts have led nowhere.

It said that Aisamy, who was kidnapped in Aley on May 24, had arrived from Washington with his wife to visit their daughter.

"Shibli Aisamy is one of the founders of the Baath Party (1947-92), a former Syrian vice president and a leading Syrian politician. He held several official posts in the Syrian government between 1950 and 1960, including the Education Ministry and the Agriculture Ministry," the letter said.

It also quoted Maj. Gen. Ashraf Rifi, director general of the Internal Security Forces, telling a human rights committee in the Lebanese Parliament that Aisamy was kidnapped by intelligence agents under the cover of the Syrian Embassy in Beirut.

Addressing Ban, the letter said: "Our family needs your help. We believe that you will do your best to save him. We thank you for adopting our case and for your defense of justice and human rights."

Aisamy's daughter, Rajaa Sharafeddine, has rejected comments suggesting that her father had been killed, saying the family had received confirmation that their father in Syria.

Sharafeddine told The Daily Star in November, "We have received confir-

mation from a number of sources that my father was kidnapped in Lebanon and taken to Syria where he is being held." She was responding to comments made by Baath Party official and Baalbek-Hermel MP Assem Qanoun in which he said it "is not unlikely" that Druze leader Walid Jumblatt and Aley MP Akram Shehayed "oversaw the liquidation of Aisamy."

Meanwhile, a joint delegation from the March 14 secretariat general and the Association of Lebanese Prisoners in Syrian jails met Watkins Friday and handed him a memorandum calling for U.N. action to determine the fate of Lebanese held in Syrian prisons, a U.N. source told The Daily Star. He spoke on condition of anonymity because of the sensitivity of the issue.

Addressed to Ban, the memo urged the U.N. chief to intervene along with the Arab League, and observers currently in Syria to follow up the case of Lebanese detainees while they inspect prisons there.

"The continued detention of Lebanese in Syrian prisons is an international crime that falls within the jurisdiction of the International Criminal Court," the memo said.

Lebanese nongovernmental organizations say they have the names of 545 people who went missing and are now believed to be in Syrian prisons, all of them victims of forced disappearance during the 1975-90 Civil War.

Separately, Watkins discussed with Hezbollah official Ammar Musawi

the U.N. Security Council Resolution 1701 that calls for a cessation of hostilities between Lebanon and Israel following the 34-day devastating war between the Jewish state and Hezbollah in the summer of 2006.

"We had a very good discussion about the situation in Lebanon, particularly related to the implementation of Resolution 1701," Watkins said in a statement released following the meeting with Musawi, head of Hezbollah's International Relations Department.

"We discussed the areas where 1701 has worked very well so far," added Watkins, "including the relative stability that has prevailed in south Lebanon, but also the requirements of 1701 that still have to be met in order to be able to move from the current cessation of hostilities to a permanent ceasefire."

Watkins said he briefed Musawi on Ban's visit to Lebanon, and the preparations for the U.N.'s next report on the implementation of Resolution 1701.

"I told Mr. Musawi that the secretary-general expressed his expectation in all his meetings that Lebanon would continue to meet all its international obligations under all relevant Security Council resolutions," Watkins said.

He said that talks also tackled developments in the region.

"I reiterated the U.N.'s hope that Lebanon would continue to seek to safeguard its stability and security, particularly in light of the developments taking place in the surrounding Arab world," Watkins said.

# Citi: Lebanon's economy could suffer if Syria situation worsens

**Report warns ongoing unrest in neighboring countries may impact domestic stability**

**BEIRUT:** Citi warned that the unfolding developments in Syria may affect Lebanon's economy and political future if the situation grows out of control.

"Ongoing unrest in neighboring countries may impact domestic stability, particularly if the situation descends further into sectarian armed conflict, with a potential spill-over of sectarian friction into Lebanon," Citi said in its report on Lebanon.

The report still perceived substantial risks to the outlook emanating from regional geopolitical which have the potential of disturbing local stability.

However, the report, which was published by Bank Audi's Lebanon Weekly Monitor, noted that economic indicators revealed a slight turnaround in the local economic situation.

The report noted that there had been significant positive progress in Lebanon's bid to begin exploiting its potentially extensive offshore hydrocarbon resources.

"Following the passage of a law establishing the legal basis for exploitation of the country's reserves, the Cabinet approved a number of decrees in early January, including the set up of a hydrocarbons regulatory authority," Citi said.

According to Citi, progress in developing Lebanon's hydrocarbon reserves has significant economic implications.

"Oil and gas imports account for around 25 percent of total imports, representing 7 percent of GDP. Moreover, the fiscal burden of the external oil dependence is significant. The transfer made from the budget to EDL accounts for some 5 percent of GDP, on average. A local source of gas is likely to be cheaper and ease the burden on the country's external balances, providing much-needed support to the economy," the report explained.

Citi's report added that confidence

in the banking system remained solid. Dollarization, a possible indicator of eroding confidence in the Lebanese pound, has remained broadly flat in recent months.

"Moreover, deposit growth and, in particular, non-resident deposit growth, remain strong, at a yearly rate of 7 percent and 17 percent respectively in November 2011," the report said.

"The premium charged on Lebanese pound deposits over USD deposits, a common measure of the country risk premium, has remained at all-time lows and stable (under 3 percent)," it added.

The Citi report said that these indicators were particularly important given the role the Lebanese banking sector plays in propping up government finances through its purchase of government debt.

On the real economy front, indicators suggest a modest turnaround. Tourism appears to have suffered as a result of regional and domestic political uncertainty, but is recovering.

Hotel occupancy rates are down for

the year to November compared with the same period in 2010, but average occupancy in the three months to November was 72 percent, compared with 66 percent the year before.

"This suggests a modest recovery in recent months. Imports measured by incoming freight volumes, which have been falling over recent months, started to grow again in September, rising 5.7 percent that month," according to the Citi report.

Central Bank Governor Riad Salameh told Bloomberg News Thursday that Lebanon's economy could grow more than 4 percent this year if the country remained politically stable and unrest subsides in the Middle East.

"We can get over that if we have the proper conditions, political stability and less tension in the region," Salameh said.

Other investment banks and international agencies believe that Lebanon may even maintain a relatively high growth in 2012 if the situation in Syria becomes more stable in the future. — *The Daily Star*

# Syrian rebels defiant on Damascus outskirts with Assad forces absent



Syrian soldiers who defected to join the Free Syrian Army pose in Duma, near Damascus.

As the fighters entered the newly renamed Maysara Square, accompanying a small group of foreign journalists, they were warmly welcomed by people who carried them on their shoulders and waved the green, white and black flag which dates to before Assad's Baath Party seized power nearly 50 years ago.

Women peered through windows of bullet-pocked houses at hundreds of men chanting in the square. Some veiled women applauded from rooftops, and children joined the demonstration.

Anger against the 46-year-old Assad ran high. Many had stories of brothers or cousins killed or detained by his security forces.

"We want Bashar under ground," chanted protesters.

"I am here to say down with Assad. We do not want him. I do not want him because he kills people," one demonstrator said.

The rebel forces appeared in total control and people heaped praise on them. "God protect the Free Army," "The Syrian army is a traitor," and "The people want a flight ban," they chanted, referring to calls for a Libya-style no-fly zone.

People complained of electricity shortages and some said supplies were short. "But here we are all one hand. My food is for the whole town. We are sharing everything," said one resident in his 80s.

People were eager to tell their stories, but some were troubled to see the journalists. "Now after you leave they will come and massacre us all. Why did you come?" shouted a man.

A group of angry teenagers shouted, "Do you see the Salafists?" referring to foreign-backed Islamists who satirized Assad by killing 2,000 soldiers and police. "Do you see the terrorists? ... Tell the world we are suffering."

"The people want to execute the president," people chanted. There was no sign of security forces across the town, whose littered streets, closed shops and bullet-marked walls

remained Maysara Square, accompanying a small group of foreign journalists, they were warmly welcomed by people who carried them on their shoulders and waved the green, white and black flag which dates to before Assad's Baath Party seized power nearly 50 years ago.

Women peered through windows of bullet-pocked houses at hundreds of men chanting in the square. Some veiled women applauded from rooftops, and children joined the demonstration.

Anger against the 46-year-old Assad ran high. Many had stories of brothers or cousins killed or detained by his security forces.

"We want Bashar under ground," chanted protesters.

"I am here to say down with Assad. We do not want him. I do not want him because he kills people," one demonstrator said.

The rebel forces appeared in total control and people heaped praise on them. "God protect the Free Army," "The Syrian army is a traitor," and "The people want a flight ban," they chanted, referring to calls for a Libya-style no-fly zone.

People complained of electricity shortages and some said supplies were short. "But here we are all one hand. My food is for the whole town. We are sharing everything," said one resident in his 80s.

People were eager to tell their stories, but some were troubled to see the journalists. "Now after you leave they will come and massacre us all. Why did you come?" shouted a man.

A group of angry teenagers shouted, "Do you see the Salafists?" referring to foreign-backed Islamists who satirized Assad by killing 2,000 soldiers and police. "Do you see the terrorists? ... Tell the world we are suffering."

"The people want to execute the president," people chanted. There was no sign of security forces across the town, whose littered streets, closed shops and bullet-marked walls

chanted for the Free Army. Suddenly the crowd got hold of two men and started beating them and accusing them of being "security agents." It was unclear what happened to them.

As journalists left the town they were turned back several times by Free Army fighters, saying snipers were operating in the area.

A few hours after they left, activists said fighting erupted in the nearby suburbs of Zamalka and Ain Tarma.

fight fill the last man and child." One man said that security forces were still holding bodies of rebels which they had not delivered to their families. "They killed Jamal Qasabely who was 48 years old and they still have his body for four months. They are asking for 200 thousands pounds (nearly \$3,000) to return the body," he said.

A funeral procession for Muzen Abu al-Dabhan, a 25-year-old activist who had been killed by a sniper Thursday, toured the square and people

four months ago with his friends. He did not do anything," said resident Mohammad Qassem. "His wife was giving birth at the hospital when she received the news of his death."

A masked Free Army fighter said 12 tanks tried to enter the town three days earlier. "We stopped them. We fought them and we caught them a lesson," he said. "Any minute now they might try to invade. We are ready for them, we will not let them enter here. We will

offered evidence of the strife. Residents said there had been no business in Sapha, known for its workshops producing wooden furniture, for the last two months. "Every day we protest," said one.

People described what they said were scenes of horror when Syrian security forces had been in the town, arriving without notice and firing at people.

"They killed us without discrimination, my brother Sakem Reeshan who was 52 with five children was killed

# WOMEN AND CHILDREN SLAIN IN STRIFE-TORN SUNNI CITY OF HOMS IN SYRIA

VIDEO POSTED ONLINE BY ACTIVISTS SHOWED THE BODIES OF FIVE SMALL CHILDREN, FIVE WOMEN OF VARYING AGES AND A MAN, ALL BLOODED AND PILED ON BEDS IN WHAT APPEARED TO BE AN APARTMENT AFTER A BUILDING WAS HIT IN THE KARM EL-ZAYTOUN NEIGHBORHOOD OF THE CITY



Syrian soldiers who have defected to the Free Syrian Army hold up their rifles decorated with roses and wave Syrian independence flags during a protest in Khalidieh.

Armed forces loyal to President Bashar Assad barraged residential buildings with mortars and machine-gun fire, killing at least 30 people, including a family of women and children during a day of sectarian killings and kidnappings in the besieged Syrian city of Homs, activists said on Friday.

Video posted online by activists showed the bodies of five small children, five women of varying ages and a man, all bloodied and piled on beds in what appeared to be an apartment after a

building was hit Thursday in the Karm el-Zaytoun neighborhood of the city. A narrator said an entire family had been "slaughtered."

The video could not be independently verified. Heavy gunfire erupted for a second day on Friday in the city, which has seen some of the heaviest violence of the 10-month-old uprising against Assad's rule. Activists said at least four people were killed. In an attempt to stop the bloodshed in Syria, the UN Security Council was to hold a closed-door meeting Friday to discuss

the crisis, a step toward a possible resolution against the Damascus regime, diplomats said. The UN says at least 5,400 people have been killed in the government crackdown since March, and the turmoil has intensified as dissident soldiers have joined the ranks of the anti-Assad protesters and carried out attacks on regime forces.

Details of Thursday's wave of killings in Homs were emerging from an array of residents and activists on Friday, though they said they were having difficulty because of continuing gunfire. **CONTINUED ON PAGE 10**

▶ **HAMAS LEADER KHALED MESHAAH QUIETLY LEAVES SYRIA AS VIOLENCE CONTINUES PAGE 10**

# WOMEN AND CHILDREN SLAIN IN STRIFE-TORN SYRIAN CITY OF HOMS

Video posted online by activists showed the bodies of five small children, five women of varying ages and a man, all bloodied and piled on beds in what appeared to be an apartment after a building was hit in the Karm el-Zaytoun neighborhood of the city

PHOTOS BY REUTERS



Children chant slogans as Syrian independence flags are waved behind them during a protest against Syrian President Bashar al-Assad in Khalidiyah, near Homs.

CONTINUED FROM PAGE 1

"There has been a terrifying massacre," Rami Abdul-Rahman, director of the British-based Syrian Observatory for Human Rights, told the AP on Friday, calling for an independent investigation of Thursday's killings.

Thursday started with a spate of sectarian kidnappings and killings between the city's population of Sunnis and Alawites, a Shiite sect to which Assad belongs and which is the backbone of his regime, said Mohammad Saleh, a centrist opposition figure and activist resident of Homs.

There were also a string of attacks by unknown gunmen on army checkpoints, Saleh said. Checkpoints are a frequent target of dissident troops who have joined the opposition.

The violence culminated with the evening killing of the family, Saleh said, adding that the full details of what happened were not yet clear.

The Observatory said 29 people were killed, including eight children, when a building came under heavy mortar and machine gun fire. Some residents spoke of another massacre that took place when shabitha - armed regime loyalists - stormed the district, slaughtering residents in an apartment, including children.

"It's racial cleansing," said one Sunni resident of Karm el-Zaytoun, speaking on condition of anonymity for fear of reprisal. "They are killing people because of their sect," he said.

Some residents said kidnapers were holding Alawites in the building hit by mortars and gunfire in Karm el-Zaytoun, but the reports could not be confirmed.

Thursday's death toll in Homs city was at least 35, said the Observatory and the Local Coordination Committees, an umbrella group of



Bodies of children, whom activists say were killed by the Syrian army, are seen at a medical center in Homs.

activists. Both groups cite a network of activists on the ground in Syria for their death tolls. The reports could not be confirmed. Syria tightly controls access to trouble spots and generally allows journalists to report only on escorted trips, which slows the flow of information. The Syrian uprising began last March with largely peaceful anti-government protests, but it has grown increasingly militarized in recent months as frustrated regime opponents and army defectors arm themselves and fight back against government forces.

It has also seen outbreaks of bloody tit-for-tat sectarian killings. Syria has a volatile religious divide, making civil unrest one of the most dire scenarios. The Assad regime and the leadership of its military and security forces are dominated

by the Alawite minority, but the country is overwhelmingly Sunni Muslim. Also Friday, Iran's official IRNA news agency said gunmen in Syria have kidnapped 11 Iranian pilgrims traveling by road from Turkey to Damascus.

Iranian pilgrims routinely visit Syria -- Iran's closest ally in the Arab world -- to pay homage to Shiite holy shrines. The government crackdown has killed more than 5,400 people since March, according to estimates from the United Nations.

UN rights chief Navi Pillay said the "fragmentation within the country" was making it harder to update the numbers. "Some areas are completely closed, such as parts of Homs, we are unable to verify much of the information that's coming to us. Beirut AP

# Furore over slaughter of women and children in Homs

Video posted online by activists shows bodies piled on beds in a Karm Al Zaytoun neighbourhood after troops attacked residential buildings

**Beirut (AP)** Armed forces loyal to President Bashar Al Assad barged residential buildings with mortars and machine-gun fire, killing at least 30 people, including a family of women and children during a day of sectarian killings and kidnappings in the besieged Syrian city of Homs, activists said yesterday.



Reuters

## RUSSIA

### 'We cannot support a UN resolution'

Russia will not support any UN Security Council resolution demanding Syrian President Bashar Al Assad resign, a senior Russian diplomat was quoted as saying yesterday. He stopped short of saying Moscow would veto a Western-Arab draft if the call for Al Assad to step aside was not removed. "Any decision about a future political settlement in Syria must be made during the political process without ... preliminary conditions, and the demand for Al Assad's resignation is a preliminary condition," Interfax news agency quoted Deputy Foreign Minister Gennady Gatilov as saying. "We cannot support a call to support Al Assad's departure in any UN Security Council resolution."

with the evening killing of the family, Saleh said, adding that the full details of what happened were not yet clear.

The Observatory said 29 people were killed, including eight children, when a building came under heavy mortar and machine gun fire. Some residents spoke of another massacre that took place when shabiba — armed regime loyalists — stormed the district, slaughtering residents in an apartment, including children.

"It's racial cleansing," said one Sunni resident of Karm Al Zaytoun, speaking on condition of anonymity for fear of reprisal. "They are killing people because of their sect," he said.

Some residents said kidnappers were holding Alawites in the building hit by mortars and gunfire in Karm Al Zaytoun, but the reports could not be confirmed.

Thursday's death toll in Homs city was at least 35, said the Observatory and the Local Coordination Committees, an umbrella group of activists.

### Unacceptable situation

Bodies of children, whom activists say were killed by the Syrian government forces, at a medical centre in the Karm Al Zaytoun neighbourhood of Homs on Thursday.

Observatory for Human Rights said, citing witnesses on the ground. The number of casualties was not immediately clear.

### 'Terrifying'

The UN says at least 5,400 people have been killed in the government crackdown since March, and the turmoil has intensified as dissident soldiers

have joined the ranks of the anti-Al Assad protesters and carried out attacks on regime forces.

Details of Thursday's wave of killings in Homs were emerging from an array of residents and activists yesterday, though they said they were having difficulty because of continuing gunfire.

Details of Thursday's wave of killings in Homs were emerging from an array of residents and activists yesterday, though they said they were having difficulty because of continuing gunfire.

There has been a terrible sect to which Al Assad belongs and which is the backbone of his regime, said Muhammad Saleh, a centrist opposition figure and activist resident of Homs.

There were also a string of attacks by unknown gunmen on army checkpoints, Saleh said. Checkpoints are a frequent target of dissident troops who have joined the opposition.

The violence culminated

**GULFNEWS.COM**  
**ON THE WEB**  
For more news and pictures on the unrest in the region, log on to [www.gulfnews.com](http://www.gulfnews.com)



Gulf News (EAU / UAE)

# Arabs freeze Syria mission

LEAGUE MOVE COMES AFTER SPIKE IN BLOODSHED AS GULF STATES, TURKEY PUSH PEACE PLAN

*Gulf News Report*

**Beirut** Amid rising death toll and raging fighting outside three suburbs of Damascus, the Arab League yesterday halted its observer mission, sharply criticising the regime of President Bashar Al Assad for escalating violence that has killed at least 193 since Tuesday.

In Istanbul, Gulf states and Turkey urged Syria to accept an Arab League plan to stop the bloodshed "without delay." The meeting said no significant progress was made on the League peace plan "mostly due to the intransigent attitude displayed by the Syrian administration."

League chief Nabeel Al Arabi said the organisation decided to halt the observers' work until the League's council can meet to decide the mission's fate. He blamed Damascus for the spike in bloodshed, saying the regime has "resorted to escalating the military option in complete violation of [its] commitments" to end the crackdown, Al Arabi said. He said the victims of the violence have been "innocent citizens," in an implicit rejection of Syria's claims that it is fighting "terrorists."

Al Arabi and Qatar Premier Shaikh Hamad Bin Jasem Al Thani were set to leave for New York today to seek UN support for the latest Arab plan. The Syrian National Council meanwhile, urged Syria's diaspora to protest outside Russian embassies today against Moscow's opposition to a draft resolution on Syria at the UN Security Council.

See also Pages 8, 10 & 11



## Support for army defectors

Protesters carry soldiers, who have defected to join the Free Syrian Army during a protest against Al Assad in Saqba. The growing violence and assertiveness of the loosely organised military force hinted at the expanding role of armed fighters in a movement that began peacefully more than 10 months ago and that now seems to attract more defectors from Syria's military by the day.

Reuters

# More Syrians take up arms

REGIME FORCES IN VIOLENT ATTEMPT TO RETAKE LOST TOWNS ENCOUNTER STIFF RESISTANCE

BY KAREEM FAHIM

**Saqba** If the scene here on Friday was anything to judge by, the armed opposition to the Syrian government was making inroads and had won control of this town at the doorstep of the capital, Damascus, and perhaps of several other neighbourhoods, signalling an escalation of violence in this beleaguered country.

At a funeral for one of the more than 5400 victims of Syria's unfolding civil war, fighters from the opposition Free Syrian Army kept a menacing watch, their faces covered with scarves and balaclavas as they stood at the edge of a square, carrying assault rifles and grenade launchers. Thousands of demonstrators marched behind the coffin beneath the green, white and black banner of the opposition. Suspected state security agents were grabbed by the crowd.

## Assertiveness

The growing violence and assertiveness of the loosely organised military force hinted at the expanding role of armed fighters in a movement that began peacefully more than 10 months ago and that now seems to attract more defectors from Syria's military by the day.

After months of a withering government crackdown on the opposition, many protesters have come to welcome the fighters as a bulwark against the security forces loyal to President Bashar Al Assad.

The Free Syrian Army's leadership is based over the border in Turkey. It is unclear whether it has any organisational control over the local, ad hoc militias in Syria that one person described as "franchises." The scene in the square in Saqba showed that the ranks of the



Reuters

## Secure for now

Syrian soldiers, who have defected to join the Free Syrian Army, secure a street in Saqba, in Damascus suburbs on Friday. Arab and Western nations have intensified their efforts to isolate Al Assad's government.

fighters had been buttressed by army conscripts and others, including air force veterans. In some places the militias are filled with local men, and in others, like Saqba, many of the defectors come from other parts of the country; welcome but somewhat mysterious guests.

"We don't know who their commanders are," said Ra'faat Obaid, 37, one of the demonstrators. "We know they protect us."

The growing numbers of armed rebels — and the determination of the government crackdown — led to a rising tide of violence. The leader of the Arab League's

observer mission acknowledged on Friday that killings had accelerated despite the delegates' presence. In a statement, the mission chief, Lt. Gen. Mohammad Ahmad Al Dabi of Sudan, warned of the "significant" escalation of violence in the previous three days and said it threatened negotiations aimed at ending the conflict.

## Threat

Few of Syria's opposition strongholds were safe on Friday as a government offensive unfolded across the country. The streets of Homs, Hama and Idlib came under shelling and sniper fire and

were choked by clashes with opposition activists.

Khalid Abu Salah, a spokesman for the Homs Revolution Council, said brigades of Free Syrian Army soldiers in the city answered to neighbourhood commanders who coordinated their efforts with officers in other parts of the country.

The corps included engineers specialising in explosives and civilians, often men wanted by the government. Their ranks were growing, he said.

"Each time they bring new forces here, some of them defect," he said. In

interviews last week, some residents of Homs, including several Christians and Alawites, expressed fears that hardline Sunnis known as Salafists were forming armed groups and stoking violence. Those fears reflected mounting concerns among secular activists that as the conflict drags on, an Islamist presence in some militias was giving the uprising a sectarian character.

The tensions played out this week between secular and Islamist activists, with the Islamists pushing to name the weekly Friday protests "Al Jihad," as other activists pushed for "the Right

## SPREADING PROTEST IN ALEPPO

In another sign that the conflict might be escalating, there were unconfirmed reports on Friday of large protests in Aleppo, the country's second largest city and a centre of commerce that has stayed largely quiet.

Increasingly, the opposition is meeting violence with violence. Opposition figures have warned about the new direction of the uprising as some militias have attacked the security forces as well as people seen — rightly or wrongly — as its supporters.

In Aleppo, Free Syrian Army officers were behind the recent assassination of a prominent businessman who was widely believed to be one of the main financiers of the "shabiha," or plainclothes security officers, said Col Ammar Al Wawi, a Free Syrian Army officer in Turkey, who said the militia had been warning the government's supporters for months to "return to the people."

"There's no other option now," he said.

— New York Times News Service

to Self Defence." The secular activists won. "The Syrian uprising is not a Sunni jihad against unbelievers," said Rami, a protest leader in Damascus. "It is a Syrian uprising against a dictator's regime, and for that reason there are protesters from Alawite, Christian, Druze, Esmaili and other sects," he said.

— New York Times News Service

## GULFNEWS.COM

### ON THE WEB

For updates and more pictures, log on to [www.gulfnews.com](http://www.gulfnews.com)



#### GCC-Turkey talks

Shaikh Abdullah Bin Zayed Al Nahyan, UAE Foreign Minister, (third right) with Gulf Cooperation Council foreign ministers' and Turkey's counterpart Ahmet Davutoglu in Istanbul yesterday. The meeting said no significant progress was made on the Arab League peace plan "mostly due to the intransigent attitude displayed by the Syrian administration." GCC Secretary-General Abdul Latif Al Zayani (left) will travel to Brussels tomorrow for talks with Nato chief Anders Fogh Rasmussen.

# Russia snubs diplomats seeking support at UN

## PROVIDES AL ASSAD WITH LIFELINE, ARMS AND AMMUNITION

BY ELLEN BARRY

**Moscow** There are not many world capitals today where President Bashar Al Assad of Syria can count on unflinching support. But diplomats who passed through Moscow last week hoping to secure Russia's help in forcing him from power were met with cold refusal.

Among the countries that have called for Al Assad to step down are the United States, Turkey and Jordan, as well as the members of the European Union and the Arab League. But Russia remains a staunch defender, providing Damascus with a political lifeline as well as arms and ammunition.

Moscow entrenched itself as Al Assad's political bulwark Friday, declaring that it would, with China, oppose a Western-drafted Security Council resolution calling on Al Assad to step down. A deputy foreign minister, Gennadi Gatilov, told the Interfax news service that the resolution was "doomed to failure" unless the demand for Al Assad's ouster was dropped and a call for opposition forces to renounce violence was included.

#### RELATIONS

### HIGH-PRICED CLIENT

Russia has benefited from Syria's isolation from the West, because it enjoys preferential access for its arms and petroleum industries.

Syria places orders worth about \$700 million (Dh2.57 billion) a year, making it a "major, very important, high-priced client by Russian standards", said Ruslan Aliyev, a defence specialist at the Centre for Analysis of Strategies and Technologies, a Moscow research centre. But Moscow wields little influence over President Bashar Al Assad, he said. This created problems for Moscow in 2006, when Israel found that Hezbollah fighters were using Russian-made weaponry that had been sold to Syria, in violation of Syria's agreement with Russia. Aliyev called this "a weighty slap in the face".

— New York Times News Service

Another deputy foreign minister, Sergei A. Ryabkov, rejected Western criticism of ongoing arms shipments to Al Assad's government, including a freshly inked \$550 million (Dh2.02 billion) contract for fighter planes.

"I do not understand why



#### Syrian ally

A demonstrator holds up a poster of Russian Prime Minister Vladimir Putin during a protest in Homs.

we should justify ourselves for that, constantly blush, turn pale, be damp with sweat," Ryabkov told the radio station Ekho Moskvyy on Thursday.

Russian political support has proven essential to the Al Assad government, said Peter Harling, a Syria

specialist with the International Crisis Group. Statements of support from Foreign Minister Sergey V. Lavrov are featured continuously by Syrian state news agencies, he said, offering reassurance that Al Assad's government still has mighty allies.

"It is central to the regime's narrative and key to the cohesiveness of the regime's ranks," Harling said. "They believe that the international community is divided. So Russians are providing cover for the regime to push forward with their approach. There is a strong belief that all doors are not closed."

Russia has staked out this position for a variety of reasons that have little to do with the specifics of Syria's political crisis, chief among them weapon exports, domestic politics and resentment over the Libyan campaign. It reflects a shift that has taken place as Vladimir V. Putin prepares to return to the presidency, deeply distrustful of the West's intentions both in Russia and in the Middle East.

— New York Times News Service

# Mikati 'shies away' from upheavals in Syria

## Exclusive interview with The National

While critics call his stance tacit support of the regime, Lebanon's prime minister defends his policy on uprising occurring over the border

Zoi Constantinou  
Foreign Correspondent

BEIRUT // The Arab League may be toughening its stance against Syria, but Lebanon's prime minister Najib Mikati is certain of one thing: his country will not be dragged into the escalating crisis across the border. While other members of the Arab League have become increasingly vocal, even going so far last week as to call for Syria's President Bashar al-Assad to step down, Lebanon has remained on the periphery.

The country voted against suspending Syria from the Arab League in November and was the only member state not to endorse last week's calls for Mr. al-Assad to transfer power to his deputy.

The country does, however, say it will abide by any international sanctions against Syria. Mr. Mikati is adamant that this policy is the only way of maintaining stability in Lebanon. "Definitely, I am concerned about what is going on in Syria, as I am concerned if there is any kind of spill or war in any Arab countries," Mr. Mikati said yesterday in an interview with *The National* at his office overlooking downtown Beirut.

"But... I am more concerned about what's going on in Syria because it has a direct reflection on Lebanon. What I'm trying to do and my policy is to disassociate, to shy away from what's going on in Syria. ... Some critics have called the govern-

ment's stance tacit support for the Syrian regime. Although Syrian troops left in 2005 after a 29-year military presence in Lebanon, the country still wields significant influence on its smaller neighbour. With Lebanon's tempestuous political scene split between groups still supporting the Al Assad regime, including Hizbollah, there is concern with the possibility of violence spilling across the border. Already, thousands of Syrian refugees have crossed into Lebanon in the 10 months since the uprising began and Syrian forces have made incursions into Lebanese territory. Last week, local media quoted the Syrian ambassador saying that Lebanon needed to do more to prevent weapons being shuttled to opposition fighters across the porous border.

The opposition March 14-bloc has voiced support for the uprising and last week welcomed a statement issued by the main political opposition group, the Syrian National Council, that called for a "new page" in Lebanon-Syria relations. Mr. Mikati would not be drawn on the comments, but said that this policy of "disassociation" is the only way to preserve the period of relative stability that Lebanon is witnessing.

"What concerns me in Syria today, the most important [thing] is stopping this kind of bloodshed," he said. "That is the most important for me. Every day we are hearing killing from both parties. This should stop."



The Lebanese prime minister Najib Mikati, left, said the historical and geographical ties between Lebanon and Syria has been a factor in forming a policy that is in the "interest of Lebanon". (Nabil Meaurio / EPA)

Every day we are hearing killing from both parties. This should stop

Najib Mikati, Lebanon's prime minister

The 56-year-old premier said the countries' "historical and geographical" ties have also been a factor in forming the policy that is in the "interest of Lebanon".

"Historically we were always complaining about others interfering in our domestic and national issues," he said. "The Syrians, they know how to solve it. I'm not the one who will give lessons to the Syrians or others, but a condition nobody will give me lessons. I am Lebanese and I know the interests of my country."

Mr. Mikati previously held the post of prime minister in 2005, briefly leading a caretaker government in the aftermath of the assassination of Rafiq Hariri. His second premiership came when the government of Hariri's son, Saad, collapsed at the beginning of 2011, following disputes revolving around the Special Tribunal for Lebanon (STL), the court investigating the Hariri murder.

After Mr. Hariri was ousted as prime minister, Mr. Mikati was nominated by the Hizbollah-led March 8 bloc.

Critics were quick to describe him as the Hizbollah candidate and predicted that even if he was able to form a government, it would be short-lived.

Just over a year after he was nominated for the post and six months after he formed a cabinet and officially took the position of prime minister, Mr. Mikati has proved more resilient than his advisers predicted.

Despite the opposition of Hizbollah and its allies to the STL, he managed to avoid a crisis by finding a way to pay Lebanon's financial obligations to the tribunal late last year. The Hague-based court has indicted four men identified as Hizbollah supporters and differentiated over the STL have developed into one of the most divisive issues within Lebanese politics.

While the suspects have yet to be apprehended by Lebanese authorities, Mr. Mikati says that since the indictment was released last June "all the necessary procedures" are being taken. While the STL remains, Mr. Mikati's government faces a raft of press-

ing domestic issues. The country is struggling with massive public debt, daily power cuts and a turbulent political environment.

But the premier says that maintaining stability and pushing for a "permanent peace", for the time being, is his priority.

Mr. Mikati, a father of three from Lebanon's northern Sunni heartland Tripoli, is a man of vast wealth, not unlike other Lebanese political figures. But his fortune, estimated at US\$2.8 billion (DH10.2bn), outranks the others.

Named by *Forbes* as the richest man in Lebanon - alongside his brother Fatah - the self-made billionaire has business interests in fields including telecoms. Slowly he has drawn to politics.

"I am not keen just for the position, I'm keen to help and to serve. If I can really avoid any bad things on my country I will not hesitate one second," he said.

zconstantine@thenational.ae